

L'agriculture...
notre
raison d'être.



Rapport annuel 1999-2000 de la Société du crédit agricole

Valeurs DE LA SOCIÉTÉ

Service à la clientèle : Nous nous employons à mériter la fidélité de nos clients en leur offrant constamment des avantages appréciables et un service exemplaire.

Confiance et estime : Nous cherchons à gagner la confiance et l'estime de nos clients en faisant grand cas de leurs valeurs et en menant nos activités d'affaires dans le respect de l'équité et de l'éthique professionnelle.

Travail d'équipe : Nous préconisons le travail d'équipe et la liberté d'action pour permettre à notre personnel de faire efficacement son travail.

Apprentissage continu : Nous favorisons le perfectionnement professionnel et l'apprentissage continu de notre personnel.

Partenariats : Nous croyons aux partenariats qui nous aident à pousser plus loin notre engagement envers l'agriculture.

Responsabilité sociale : Nous appuyons la participation aux activités communautaires qui vont dans le sens de notre vision et nous sommes attentifs à la protection de l'environnement.

Diversité : Nous croyons qu'une main-d'œuvre hétérogène qui reflète les diverses origines et cultures des Canadiens et Canadiennes constitue un atout pour notre entreprise.

Mission

Notre mission consiste à mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services financiers spécialisés aux exploitations agricoles, notamment aux fermes familiales ainsi qu'aux petites et moyennes agri-entreprises, en mettant l'accent sur le service personnalisé.

Vision

Être des leaders visionnaires et des partenaires fiables dans le secteur du financement agricole – qui mettent leurs connaissances spécialisées et leur esprit d'innovation au service des familles agricoles et des agri-entreprises canadiennes.

Profil de la Société du crédit agricole

La Société du crédit agricole est le plus important prêteur agricole à terme au Canada. Elle offre un large éventail de solutions de financement souples aux producteurs primaires et aux agri-entreprises. Son siège social se trouve à Regina, en Saskatchewan. Elle emploie quelque 900 personnes qui œuvrent dans 100 bureaux aux quatre coins du Canada. Son portefeuille de prêts compte 43 700 clients et se chiffre à 6,3 milliards de dollars. La Société du crédit agricole offre également des programmes et des services en collaboration avec des organismes gouvernementaux et d'autres institutions financières.

Le Rapport annuel de 1999-2000 est une réalisation de la Division des communications et des relations publiques et de la Division des finances de la Société du crédit agricole (SCA). Chloé Gendron, graphiste principale de la SCA, a créé l'illustration de la page couverture. Cette illustration se veut le symbole de l'agriculture : les gens, la nature, la croissance, le temps qui passe et l'impact des conditions météorologiques et de l'environnement. Les photographies des clients, des employés et des membres du Conseil d'administration ont été prises par Paul Ausring de Regina (à l'exception de celles des clients du Québec). La photographie du plan stratégique a été prise par Douglas Walker de Regina.

Table des matières

Faits saillants opérationnels et financiers	2
Message du président-directeur général	4
Message du président du Conseil d'administration	6
Message du Ministre	8
Hommage à Lois Hole	9
Planification stratégique : cheminement vers notre vision	10
Profil de clients	14
Équipe de la haute direction	20
Solutions de financement de la SCA	26
La SCA prête main-forte aux collectivités	28
40 ^e anniversaire de la SCA	33
 Compte rendu analytique de la direction	
Contexte d'exploitation	39
Performance financière	42
Gestion du risque	47
Perspectives 2000-2001	51
 États financiers	
Responsabilité relativement aux états financiers	52
Rapport du vérificateur	53
États financiers	54
 Régie d'entreprise	
Profil des administrateurs	77
Glossaire	81
Bureaux de la SCA	82

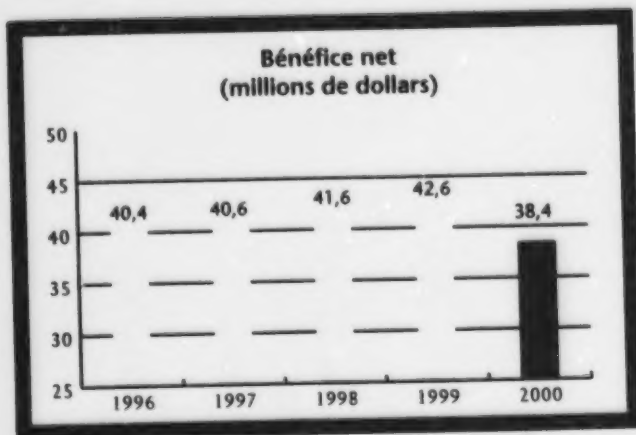
Faits saillants opérationnels et financiers

de 1999-2000

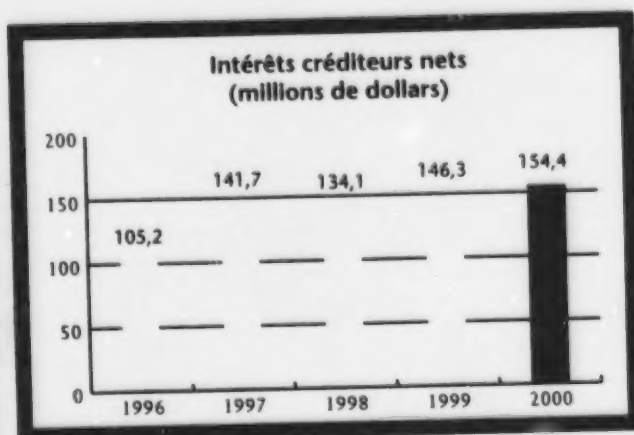
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE 31 MARS

Résultats d'exploitation	2000	1999	1998	1997	1996
Portefeuille de prêts					
Nombre	73 686	72 311	69 846	65 318	60 250
Montant (millions de dollars)	6 303,8	5 843,4	5 318,8	4 687,0	4 066,3
Croissance nette du portefeuille (%)	7,9	9,9	13,5	15,3	15,0
Prêts en règle (%)	94,9	94,8	94,3	93,1	94,1
Nouveaux prêts					
Nombre de prêts approuvés	14 201	14 880	15 488	12 910	10 193
Montant des prêts approuvés (millions de dollars)	1 611,6	1 617,4	1 525,2	1 402,9	1 032,7
Montant moyen des prêts approuvés (dollars)	113 500	108 700	98 500	108 700	101 300
Biens-fonds détenus à la fin de l'exercice					
Nombre	924	1 516	1 787	1 982	2 171
Acres	360 284	604 054	725 703	823 841	901 423
Valeur (millions de dollars)	64,9	103,4	123,5	139,6	153,5

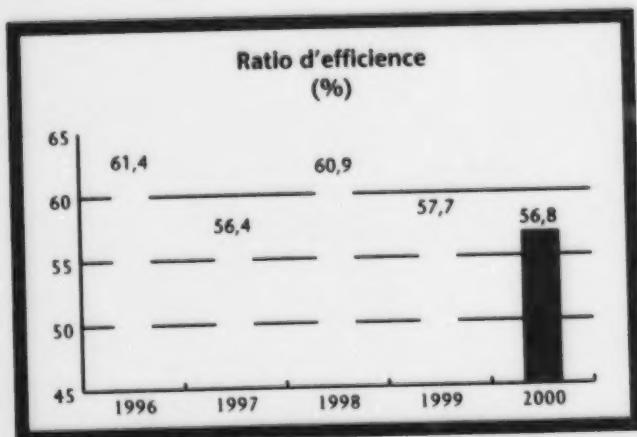
Résultats financiers	2000	1999	1998	1997	1996
Produits et charges (millions de dollars)					
Intérêts créditeurs nets	154,4	146,3	134,1	141,7	105,2
Charge pour pertes sur créances	52,7	33,2	18,7	24,0	12,1
Revenus nets tirés des loyers et des biens-fonds	23,0	14,7	13,0	7,1	11,3
Autres revenus	6,4	7,1	8,8	5,8	4,2
Frais d'administration	90,8	90,1	89,4	83,4	66,6
Impôt sur les bénéfices	1,9	2,2	6,2	6,6	1,6
Bénéfice net pour l'exercice	38,4	42,6	41,6	40,6	40,4
Situation financière (millions de dollars)					
Actif total	6 570,7	6 125,1	5 706,2	5 022,4	4 371,4
Passif total	5 943,5	5 533,2	5 156,9	4 564,7	3 951,6
Avoir	627,2	591,9	549,3	457,7	419,8



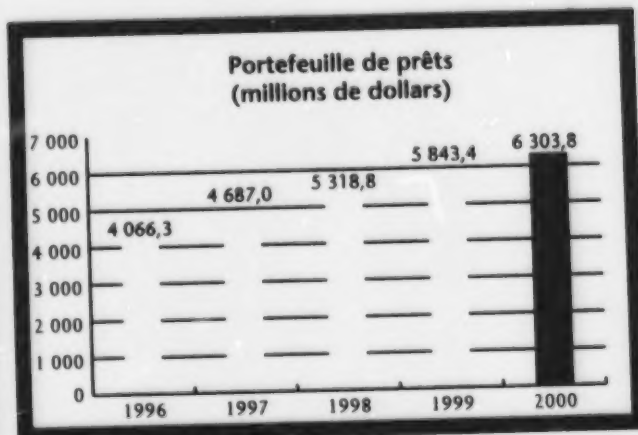
Baisse de 9,9 % du bénéfice net



Hausse de 5,6 % des intérêts créditeurs nets



Une meilleure utilisation des ressources se traduit par l'amélioration de 1,6 % du ratio d'efficiencia



Un taux de croissance de 7,9 % en 1999-2000 et sept années consécutives de croissance

**À titre d'emprunteur public,
la SCA maintient une cote de crédit AAA**

Message du président-directeur général

À la Société du crédit agricole, nous partageons la passion de nos clients pour l'agriculture et leur engagement à sa réussite. C'est là notre raison d'être et c'est ce qui nous unit d'un océan à l'autre.

En agriculture, les idées sont à l'origine du succès, qu'il s'agisse de lancer une nouvelle culture, de pénétrer des marchés à créneaux naissants ou de transformer localement la production afin d'y ajouter de la valeur. Ces innovateurs qui vont de l'avant, ce sont nos clients.

Nos clients jouent plusieurs rôles aujourd'hui et travaillent dans autant de différents domaines qu'il existe de secteurs agricoles au Canada. Ils sont agriculteurs, agri-entrepreneurs, gestionnaires d'entreprise, entrepreneurs, leaders communautaires et parents. Cependant, ils partagent une même caractéristique : leur dévouement envers l'agriculture et le mode de vie rural. Avec persévérance et discipline, ils donnent suite à leurs idées en dépit des obstacles et cherchent sans cesse de nouveaux moyens pour s'adapter avec succès à une industrie agricole en constante évolution.

La Société du crédit agricole appuie cet engagement d'excellence envers l'agriculture. En 1999, la SCA a célébré 40 ans de service à l'industrie agricole et au milieu rural au Canada. Tout au long de ces quatre décennies, marquées par le changement, la croissance et la fluctuation cyclique des prix des denrées, nous avons évolué avec nos clients afin de pouvoir offrir nos services financiers et nos connaissances spécialisées à chaque nouvelle génération d'agriculteurs.

Aujourd'hui, la SCA est devenue le plus important prêteur agricole à terme au Canada, offrant toute une gamme de solutions de financement souples aux producteurs primaires et aux petites et moyennes agri-entreprises. Tout ce que nous faisons cadre avec notre vision – être le chef de file du financement agricole – qu'il s'agisse de travailler avec nos clients, de former des partenariats stratégiques, d'établir l'orientation future de la Société ou de contribuer au mieux-être des collectivités dans lesquelles nous œuvrons.



La croissance de la SCA est directement attribuable à notre culture d'entreprise axée sur notre clientèle, à notre dévouement envers l'agriculture et à l'essor de l'économie agricole. Notre engagement ne passe pas inaperçu. Nos clients et des intervenants de l'industrie agricole nous ont dit qu'à la SCA « on comprend » : nos employés écoutent ce que leurs clients ont à leur dire et comprennent les défis particuliers qu'ils doivent relever. Notre réussite dépend de la réussite de nos clients. L'exercice 1999-2000 marquait pour la SCA sept années consécutives de solides résultats financiers. Au 31 mars 2000, le portefeuille de prêts de la SCA est passé à 6,3 milliards de dollars.

Nous sommes à l'écoute de nos clients, pour mieux répondre à leurs besoins

Notre dévouement envers l'agriculture est un engagement à long terme. Il n'est nullement ébranlé lorsque l'industrie agricole traverse une mauvaise période. Lorsque les occasions d'innover et de croître abondent, nous sommes là pour prêter main-forte. L'industrie agricole canadienne traverse une période de grands changements, marquée par de nouvelles techniques audacieuses de production, une connaissance plus intime des marchés, des conditions météorologiques exceptionnelles et une concurrence accrue sur les marchés internationaux.

En 1999, nous avons assisté à un véritable renouveau des pratiques rurales et du partenariat. Initié par le pressé, nous avons réussi en adaptant une approche de dialogue avec nos clients. Les directeurs de comptes et les conseillers financiers de la SCA ont rencontré plusieurs clients individuellement et ensemble. Ils ont trouvé des solutions de refinancement créatives correspondant à leurs besoins. Nous avons reçu des commentaires très positifs de la part de nos clients, ainsi qu'ils nous ont encouragés à poursuivre nos efforts pour notre approche simple et responsable au financement.

Par ailleurs, la SCA ne s'est pas contentée de ses succès. Difficile, en effet, de travailler avec qui ont bien fait. Bien qu'il y ait certains succès, nous avons une période de transition. Nous sommes une entreprise en croissance et nous sommes en train de nous adapter à un environnement en constante évolution.

Les partenariats sont essentiels

Il est important d'apporter à nos clients des solutions innovatrices pour atteindre des objectifs communs. Pour le bénéfice de nos clients, la SCA développe des partenariats avec d'autres institutions financières, des coopératives de crédit, des sociétés d'État fédérales, et des organismes communautaires.

Cette année, nous avons formé une nouvelle alliance pour élargir la gamme de solutions financières offertes à la communauté agricole. En février 2000, la SCA et la société CULEASE Financial Services^{MC} ont lancé un nouveau produit de crédit-bail offert dans le cadre du programme national de financement d'équipement par l'entremise des concessionnaires d'équipement de la SCA. Le lancement de ce produit a d'abord eu lieu dans l'Ouest canadien puis en Ontario et il sera offert à l'échelle du pays. La CULEASE Financial Services appartient à la Société de Fiducie Coopérative du Canada et est gérée par la Credit Union Central of Saskatchewan. Cette option de financement est avantageuse pour les clients qui, avec l'aide de leur conseiller financier, déterminent que le crédit-bail répond mieux à certains de leurs besoins de financement.

L'agriculture... c'est tout ce que nous voulons faire

Pour contribuer de façon valable à l'industrie agricole, nous devons garder et embaucher les employés les plus compétents. Les connaissances spécialisées des personnes particulièrement douées avec lesquelles nous avons le privilège de travailler constituent notre plus grande force. De nombreux employés de la SCA proviennent du milieu agricole et ont connu les mêmes défis et occasions que nos clients. Ils sont tout aussi intéressés qu'eux à la mise en valeur du milieu rural au Canada.



C'est pourquoi la SCA continue à investir dans ses ressources humaines. Nous encourageons nos employés à suivre des activités de formation et de perfectionnement qui leur permettent non seulement d'accroître leur expertise professionnelle, mais également de se consacrer au développement de produits, de services et de solutions innovatrices pour le bénéfice de nos clients, qu'ils soient agriculteurs ou agri-entrepreneurs.

Servir nos clients dans l'avenir

Être conscients des tendances qui font évoluer l'agriculture nous incite à trouver des solutions de financement qui seront utiles à nos clients à l'avenir. La SCA doit prévoir les besoins de l'industrie agricole avant que cet avenir ne devienne réalité. Nous nous sommes engagés à mettre nos connaissances spécialisées au service de nos clients en collaborant avec d'autres intervenants de l'industrie agricole pour créer des solutions qui répondent aux besoins particuliers des membres de cette industrie et contribuent au succès de nos clients. Voilà un principe essentiel qui gouverne notre action à la SCA. L'industrie agricole évolue rapidement et nous ne pouvons nous permettre d'attendre que nos clients cognent à notre porte – nous devons aller au-devant d'eux en leur offrant les solutions de financement qu'il leur faut.

La SCA continuera d'évoluer et d'être au service de l'industrie agricole canadienne en s'efforçant toujours de devancer les besoins de ses clients. Après tout, si nous voulons être des leaders visionnaires dans le domaine du financement agricole, nous devons avoir une bonne idée de ce que l'avenir nous réserve.

Lorsque cet avenir deviendra réalité, nous serons toujours une société en quête de solutions innovatrices, reconnue par l'industrie agricole canadienne pour les services et les connaissances qu'elle lui offre et pour sa capacité de comprendre l'agriculture. Cela va de soit parce que notre raison d'être, c'est l'agriculture.

John J. Ryan
Président-directeur général



Message du président du Conseil d'administration

Nous mesurons notre réussite à l'impact que nous avons sur nos clients et sur les collectivités que nous servons.

La culture d'entreprise de la SCA va bien au-delà de ses livres comptables et de ses opérations financières : elle appuie la créativité, l'excellence et l'engagement envers les collectivités. Cette culture transparaît d'ailleurs dans toutes les activités de la SCA, qu'il s'agisse d'être à l'écoute des besoins commerciaux d'un client ou de prêter main-forte à un organisme local sans but lucratif.

En 1999-2000, la SCA a entrepris de nouvelles initiatives dans le but de contribuer davantage à la réussite du secteur agricole canadien. La SCA a manifesté en février dernier son appui envers le développement du secteur agricole canadien par une commandite du symposium Excellence 2000, qui était organisé par le Conseil canadien de la gestion d'entreprise agricole. Ce symposium innovateur a servi de tribune aux gestionnaires d'exploitation agricole et d'agri-entreprise pour échanger des idées novatrices avec des pairs canadiens et des experts internationaux et pour transmettre l'expertise sectorielle.

Pour la SCA, il ne fait aucun doute que l'excellence du personnel et le service à la clientèle hors pair sont intimement liés. C'est pourquoi, au cours de l'exercice 1999-2000, le Conseil d'administration a approuvé un nouveau régime de rémunération qui repose sur le rendement. Le Conseil a également donné son approbation pour que la SCA se retire du régime de retraite du gouvernement fédéral et qu'elle en crée un nouveau, le régime Solstice, à l'intention exclusive de son personnel.



L'engagement de la SCA envers les collectivités transparaît dans ses façons de faire. En effet, dans leur processus décisionnel, le Conseil et la direction de la SCA tiennent compte des besoins des intervenants. Quant à la SCA, la réalisation de ses buts passe d'abord par les occasions de croissance économique, environnementale et sociale qui se présentent dans l'exercice quotidien de ses pratiques d'affaires et de ses stratégies à long terme. Même dans sa participation communautaire, la SCA montre bien l'importance qu'elle attache à la responsabilité sociale des entreprises. À preuve, la Société est membre du programme *Imagine*, un regroupement d'entreprises compatissantes qui s'engagent à contribuer 1 p. 100 de leur revenu avant impôt à des organismes de bienfaisance et sans but lucratif.

À l'échelle nationale, la SCA a aidé des agriculteurs handicapés à surmonter les obstacles qui entravent la bonne gestion de leur exploitation. De concert avec la Fédération canadienne de l'agriculture et la Coalition canadienne pour la santé et la sécurité en milieu agricole, la SCA a en outre appuyé la Semaine nationale de la sécurité agricole. La SCA a également collaboré avec l'organisme Safe Drinking Water Foundation (fondation pour l'approvisionnement en eau potable) dans le but de souligner l'importance de la qualité de l'eau dans les collectivités rurales.

Parce que son engagement envers l'agriculture en est un à long terme, la SCA est à l'affût de partenariats avec des organismes clés pour favoriser la formation des futurs dirigeants du secteur agricole. À ce chapitre, la SCA poursuit ses partenariats avec la Table pancanadienne de la relève agricole et le Conseil des 4-H du Canada.

Bien que la SCA soit heureuse d'être en position de faire des dons à de tels organismes, ce sont ses employés qui sont au cœur des activités de relations communautaires. Derrière toutes les initiatives et tous les partenariats de la SCA, tant à l'échelle nationale que locale, se trouvent les employés qui font preuve d'engagement et d'un grand souci du bien-être des gens. Grâce à eux, la SCA a établi un record d'entreprise lors de la campagne Centraide de 1999 : elle a amassé 91 000 dollars.

Le Conseil de la SCA est aussi reconnu pour son engagement envers l'agriculture et les collectivités. Au cours du dernier exercice, nous avons fait nos adieux à deux administrateurs qui ont rendu de précieux services à la SCA durant leur mandat.

C'est avec grande joie que nous avons appris la nomination de Mme Lois Hole à titre de Membre de l'Ordre du Canada, puis comme lieutenant-gouverneure de l'Alberta. En février 2000, Mme Hole a remis sa démission au Conseil pour pouvoir assumer pleinement les responsabilités qui lui incombent maintenant.

Le Conseil d'administration de la SCA a également vu partir M. Peter Rampton dont le mandat a pris fin en avril 1999. Membre du Conseil depuis 1995, M. Rampton a grandement contribué au Comité de vérification et au Comité des ressources humaines. Les meilleurs vœux de la SCA l'accompagnent. Je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue à M. Maurice Kraut qui a été nommé membre du Conseil en juin 1999. M. Kraut possède une solide expérience de l'agriculture, ce qui constitue un atout de taille pour le Conseil.

Si la SCA se soucie autant de sa clientèle, c'est parce que ses employés ont, par-dessus tout, la passion de l'agriculture. Une passion que le Conseil partage.

Respectueusement soumis au nom du Conseil d'administration.



Donald W. Black
Président du Conseil



Le Conseil d'administration de la **SCA** 1999-2000

Le Conseil d'administration de la Société du crédit agricole (SCA) est composé de onze membres d'administration élus par les membres de la SCA. Ils ont pour mandat de superviser et de diriger les affaires de la SCA, d'administrer les fonds de la SCA et de représenter la SCA au Canada et à l'étranger. Le Conseil d'administration de la SCA est composé de onze membres élus par les membres de la SCA. Ils ont pour mandat de superviser et de diriger les affaires de la SCA, d'administrer les fonds de la SCA et de représenter la SCA au Canada et à l'étranger.



(de gauche à droite) Rashpal Dhillon, Marilyn Marie Scott, John J. Ryan, Germain Simard, Lois Hole, Warren Ellis, Eleanor M. Hart, Donald W. Black, Marie-Andrée Mallette, Edward W. Clark, Rosemary Davis, Maurice Kraut.



Message du Ministre

L'agriculture canadienne se trouve à la croisée des chemins. Elle doit relever de nombreux défis, notamment l'intensification de la concurrence internationale, l'instabilité des marchés des denrées et le vieillissement de la population en milieu rural. Les producteurs primaires et les agri-entrepreneurs canadiens prennent aujourd'hui des décisions qui vont modifier en profondeur l'industrie agricole et le milieu rural de demain.

Le gouvernement du Canada travaille de concert avec une industrie agricole qui, fidèle à ses origines de collaboration et d'entrepreneurship, profite de ces défis pour se trouver de nouveaux débouchés viables à long terme. En se diversifiant et en identifiant de nouveaux marchés, l'industrie agricole fait connaître sur les marchés internationaux une nouvelle marque de qualité : fabriqué au Canada.

Je suis fier de constater que l'industrie agricole considère la Société du crédit agricole comme un partenaire précieux. La SCA s'est donné une vision : être le chef de file du financement agricole. Je suis convaincu qu'elle réussira à concrétiser cette vision grâce à l'engagement de son Conseil d'administration et au dévouement de son personnel réparti aux quatre coins du pays. Exclusivement vouée à l'agriculture, la SCA prête main-forte aux producteurs primaires et aux agri-entrepreneurs pour qu'ils puissent lancer et agrandir des exploitations viables qui profiteront à l'industrie agricole et mettront en valeur le milieu rural au Canada.

L'honorable Lyle Vanclef

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Page 8 Rapport annuel 1999-2000 de la Société du crédit agricole

Lois Hole, administratrice de la SCA, se voit conférer deux honneurs

Il n'arrive pas tous les jours que quelqu'un se voit conférer pas un, mais deux honneurs nationaux la même année par le Premier ministre du Canada. Mais il faut admettre que Lois Hole, membre du Conseil d'administration de la SCA de 1995 à février 2000, n'est pas n'importe qui.

L'automne dernier, le premier ministre Jean Chrétien lui a téléphoné pour l'informer qu'elle avait été nommée Membre de l'Ordre du Canada pour l'ensemble de sa contribution à l'agriculture, à la communauté et à la culture canadienne. Quelques mois plus tard, en février, elle recevait un autre appel pour lui demander si elle acceptait le poste de lieutenant-gouverneure de l'Alberta.

En acceptant cette nouvelle responsabilité, Mme Hole a dû démissionner des postes qu'elle occupait déjà, y compris celui de membre du Conseil d'administration de la SCA. Nous lui sommes très reconnaissants de l'appui inébranlable qu'elle a donné, pendant cinq ans, à la vision de la SCA sur le service aux agriculteurs canadiens et au mieux-être de son personnel et de sa clientèle.

« Pendant les cinq années qu'elle a siégé au Conseil d'administration de la SCA, Mme Hole a fait preuve, à nombreuses reprises, d'un grand dévouement à l'épanouissement de l'agriculture canadienne. Son leadership et son expérience ont été des atouts précieux pour la SCA et ses employés », affirme Donald W. Black, président du Conseil d'administration de la SCA. « Elle a toujours encouragé les efforts de la Société pour promouvoir l'excellence du service à la clientèle au moyen d'initiatives de développement du leadership et d'un système innovateur de rémunération des employés. »



La contribution de Mme Hole à la société canadienne s'est faite dans de nombreux domaines. Elle a été le 16^e chancelier de la University of Alberta et est l'auteur de plusieurs livres sur le jardinage. Mme Hole et son époux, Ted, ont fondé ensemble Hole's Greenhouses and Gardens Ltd. à St. Albert, en Alberta. Cette exploitation, établie il y a une quarantaine d'années, est l'un des plus importants centres de jardinage et de vente, et une des plus grandes serres de l'Ouest canadien.

Les employés de la SCA souhaitent à Mme Hole beaucoup de succès dans son nouveau rôle de lieutenant-gouverneure de l'Alberta. Ils sont convaincus que sa contribution à la culture et aux communautés de cette province viendra s'ajouter à ses réalisations antérieures déjà fort impressionnantes.

Fidélisation de la clientèle et présence sur le marché

Initiatives stratégiques de 1999-2000

Réalisations de 1999-2000

Pour répondre aux besoins agricoles changeants et relever les défis de son secteur d'activité, la SCA cherchera à trouver de nouveaux services, de nouveaux modes de prestation et de nouveaux marchés.

- Offrir à la clientèle des produits et services innovateurs afin de soutenir davantage le secteur agricole et faire en sorte que les décaissements aux producteurs primaires atteignent 1 milliard de dollars.
- Mettre au point des stratégies relatives à l'agri-entreprise afin de favoriser la croissance et la diversification des clients. Objectif : nouveaux décaissements de 262 millions de dollars à l'agri-entreprise.
- Établir des alliances stratégiques qui sont viables sur le plan financier, dans le but d'accroître l'offre de produits et services de la SCA et, du coup, de faire en sorte que les agriculteurs aient accès à une gamme complète de services financiers.
- Mettre au point, puis mettre en œuvre, un système de gestion des relations-clients qui améliore la prestation de services et accroît la satisfaction des clients.
- Mettre au point des produits et services qui répondent à la demande croissante de services financiers complémentaires.

Des solutions novatrices à l'appui de la croissance

- La SCA a décaissé 1,3 milliard de dollars en nouveaux prêts aux producteurs primaires.
- En février, la SCA a lancé, en partenariat avec la société CULEASE Financial Services et le système des coopératives de crédit, un produit de crédit-bail pour l'achat d'équipement et de bâtiments mobiles.
- Lancés en avril 1999, les nouveaux prêts hypothécaires de sept ans et de 10 ans assortis d'un privilège de paiement anticipé de 10 p. 100, permettent au client de gérer ses coûts d'hypothèque et de faire chaque année des paiements supplémentaires importants sur le capital.
- Depuis avril 1999, la SCA offre des prêts hypothécaires assortis d'un terme de deux ou de quatre ans dans le but de fournir à la clientèle un plus grand nombre d'options d'amortissement et ainsi de tenir compte de la capacité de remboursement de chacun.
- Depuis le lancement de son programme unique à l'intention des agriculteurs en développement, en 1998, la SCA a consenti 131,1 millions de dollars en prêts Coups d'pousse^{MC}.

Ressources humaines et organisation

Initiatives stratégiques de 1999-2000

Réalisations de 1999-2000

Créer un milieu de travail qui attire un personnel de haut calibre qui, en retour, fournira un service à la clientèle hors pair.

- Recruter des employés de haut calibre, puis les perfectionner de façon à ce que leur connaissance du secteur continue à faire de la SCA un chef de file dans le domaine des services financiers agricoles. Objectif : 90 p. 100 des nouveaux employés réussissent leur période de probation.
- Offrir un service à la clientèle optimal tout en rehaussant la productivité du personnel dans un milieu qui est propice à l'innovation et à l'apprentissage et qui favorise les valeurs clés suivantes : confiance, diversité, satisfaction au travail et équilibre travail-vie personnelle. Le sondage annuel de la SCA sur la satisfaction des employés et un taux de départs volontaires inférieur à 10 p. 100 témoigneront de l'atteinte de l'objectif.
- Favoriser le perfectionnement professionnel des employés par l'entremise d'occasions d'apprentissage et de planification de la carrière. La SCA investira 3,5 p. 100 de sa masse salariale dans la formation.

Des employés de haut calibre qui restent à l'emploi de la SCA

- La SCA a mis au point un nouveau régime de retraite et un nouveau régime de rémunération dans le but de recruter, puis de garder à son emploi, des employés qui possèdent l'expertise agricole dont la clientèle a besoin.
- Le pourcentage de probations réussies se chiffre à 97 p. 100 pour le dernier exercice.

L'accroissement de la productivité par un milieu de travail propice à l'innovation et à l'apprentissage

- Dans le but de reconnaître la diversité de son personnel, la SCA a créé un comité consultatif national sur la diversité afin de veiller à ce que l'équité en matière d'emploi ait la place qui lui revient dans les nouvelles politiques et les nouveaux programmes. En outre, tous les directeurs et cadres supérieurs de la SCA ont reçu une formation de sensibilisation à la diversité.
- À la fin de l'exercice, le taux de départs volontaires se chiffrait à 10,5 p. 100.
- Le sondage sur la satisfaction des employés effectué en 1999 a mis en lumière les progrès effectués sur le plan de l'efficacité

Objectifs de 2000-2001

Des stratégies particulières à l'agri-entreprise

- Les nouveaux prêts à l'agri-entreprise ont totalisé 146,2 millions de dollars. Il s'agit d'un résultat inférieur à l'objectif de prêt de 262 millions de dollars, en raison de l'approche prudente adoptée par la SCA à l'égard d'un secteur relativement nouveau. Les perspectives de croissance à long terme demeurent toutefois excellentes.
- La nouvelle stratégie de la SCA en matière d'agri-entreprise repose sur les besoins financiers particuliers et les possibilités de croissance du secteur.

Du financement par l'entremise d'alliances stratégiques

- Les nouveaux prêts consentis par l'entremise des alliances stratégiques de la SCA totalisent 190,6 millions de dollars.
- En octobre 1999, la SCA a lancé, par l'entremise de ses alliances de financement de bovins d'engraissement, un prêt dont le terme correspond à la période passée par le bétail dans le parc d'engraissement. Le produit vise à aider l'industrie du bovin d'engraissement à demeurer concurrentielle sur le marché international.

Le renforcement des relations-clients

- Le nouveau cadre de gestion des relations-clients favorisera l'intégration des initiatives importantes de la SCA, de manière à consolider les relations de la SCA avec ses clients.

Créer des solutions visant la réussite des clients.

Buts et mesures

1. Soutenir davantage les producteurs primaires et les agri-entreprises par une présence accrue sur le marché et par l'établissement de relations suivies avec la clientèle :
 - décaissements de 1,2 milliard de dollars au secteur de la production primaire;
 - décaissements de 230 millions de dollars au secteur de l'agri-entreprise;
 - mise en œuvre d'une stratégie de gestion des relations-clients d'ici le 31 mars 2001;
 - établissement d'un indice de la fidélité des clients et d'un indice comparatif visant la notoriété de la marque de la SCA d'ici le 31 mars 2001.
2. Perfectionner les modes de prestation des services et en créer de nouveaux :
 - décaissements de 105 millions de dollars à l'agri-entreprise à l'aide d'alliances stratégiques;
 - décaissements de 27 millions de dollars au titre du Programme national de financement d'équipement par l'entremise des concessionnaires;
 - mise au point d'une stratégie nationale relative aux modes de prestation de service d'ici le 1^{er} janvier 2001 et mise en œuvre en 2001-2002;
 - mise en œuvre d'une stratégie de cyberaffaires d'ici le 31 mars 2001.
3. Prévoir les besoins de la clientèle et y répondre :
 - mise au point de deux nouveaux produits ou services complémentaires;
 - mise au point de cinq nouvelles solutions productives de revenus d'intérêt.

Objectifs de 2000-2001

Un personnel sans égal pour mener la SCA vers le succès.

Buts et mesures

1. Inspirer l'innovation – favoriser le leadership personnel et reconnaître l'apport des employés :
 - utilisation des idées novatrices émises par le personnel de façon à réaliser des économies ou accroître l'efficacité des processus;
 - participation des employés à la reconception des processus, pour un gain en efficacité de 30 p. 100.
2. Améliorer constamment les facteurs qui influencent la satisfaction du personnel :
 - amélioration des résultats du sondage annuel sur la satisfaction des employés;
 - taux de départs volontaires inférieur à 10 p. 100.
 - obligations linguistiques remplies envers le personnel conformément à la Loi sur les langues officielles.
3. Développer l'expertise : créer un milieu propice à l'apprentissage :
 - investissement de 3,5 p. 100 de la masse salariale en formation et en perfectionnement.

organisationnelle et les points clés à améliorer auxquels les groupes d'action du personnel ont proposé des solutions.

Du perfectionnement professionnel

- La SCA a lancé son Programme de formation en leadership et offert des ateliers de planification de la carrière afin de responsabiliser davantage les employés et la direction sur le plan du perfectionnement professionnel.

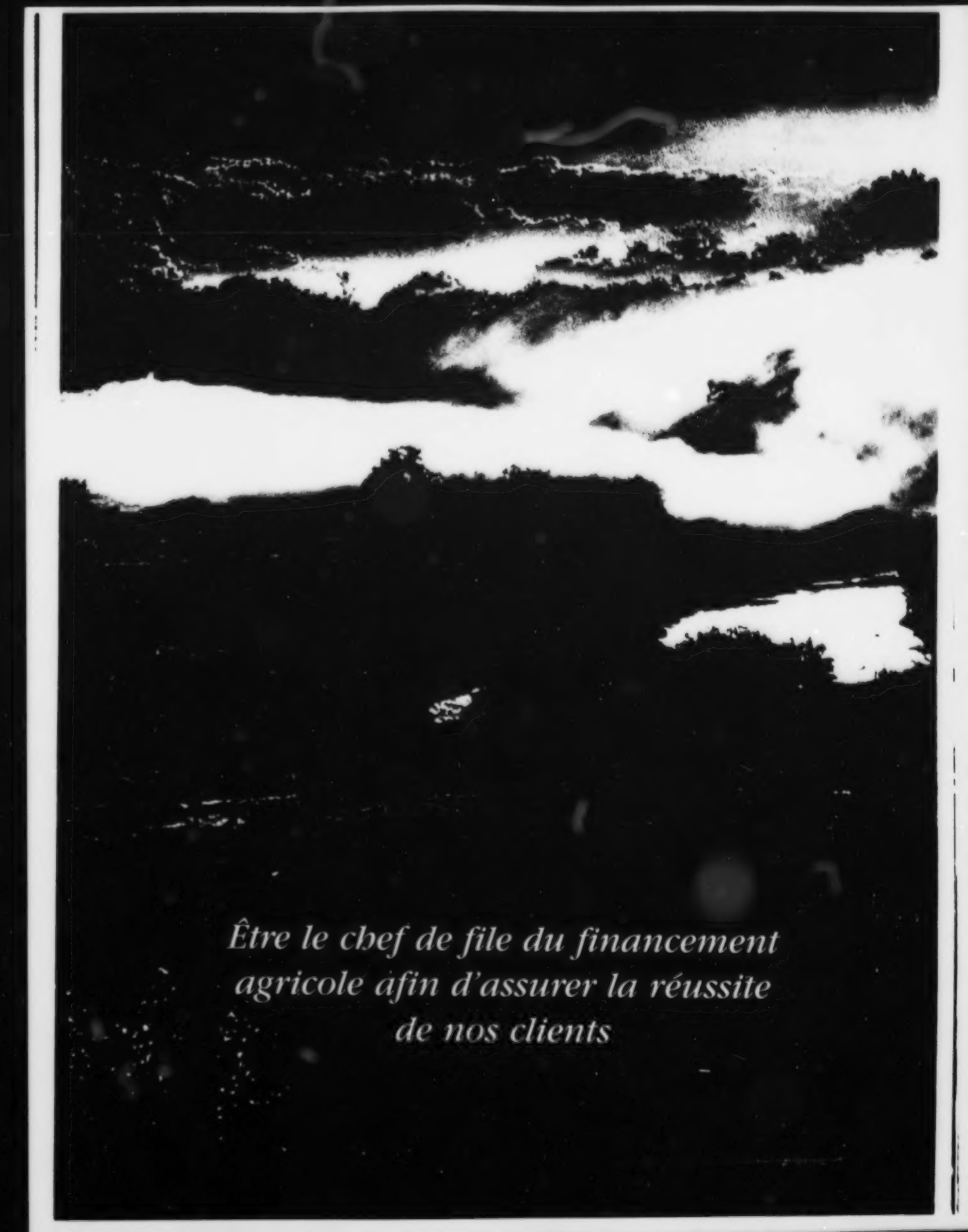
Des occasions d'apprentissage

- La SCA a investi 5,5 p. 100 de sa masse salariale en formation.
- Tous les directeurs, y compris l'équipe de la haute direction, ont reçu une formation en leadership.
- La SCA a mis en œuvre un programme d'accréditation à trois niveaux pour ses employés œuvrant dans le crédit, afin de leur fournir les compétences et les connaissances requises pour accomplir leurs tâches de façon efficace.
- Tout le personnel de campagne a reçu la formation à la Gestion des marchés locaux qui fournit les outils nécessaires pour mettre à profit l'information sur les clients et les marchés de façon à offrir un service à la clientèle hors pair.

Cheminement vers notre vision

Plan stratégique de la SCA 1999-2000 :
Réalisation des objectifs

Objectifs 2000-2001



*Être le chef de file du financement
agricole afin d'assurer la réussite
de nos clients*

Efficacité des processus et amélioration de la qualité

Initiatives stratégiques de 1999-2000

Realisations de 1999-2000

Améliorer constamment les processus d'affaires, pour un service à la clientèle de qualité supérieure, une réduction des coûts de prestation des services et une productivité accrue.

- Trouver des façons novatrices de fournir des services à l'interne et à l'externe, de manière à rehausser le service à la clientèle et à faire baisser le ratio d'efficacité administrative.
- Mettre au point une architecture de la technologie et des applications d'affaires qui sont rentables et souples, afin d'améliorer le service à la clientèle et de répondre aux besoins d'affaires de la SCA. Pour mesurer le degré de réussite, des normes de service seront établies quant à l'accessibilité au réseau. Il faudra d'ailleurs atteindre un taux de fiabilité du système de 98 p. 100.
- Améliorer la disponibilité et la qualité de l'information d'entreprise, afin de rehausser le service à la clientèle. L'un des moyens utilisés pour atteindre le but sera de veiller à bien remplir tous les champs obligatoires sur le client.

Une efficience accrue pour améliorer le service

- L'examen des opérations de campagne, notamment de la constitution des dossiers de prêt, s'est traduit par un processus qui s'oriente encore plus sur le client et les avantages suivants :
 - davantage de moyens de contact avec la SCA pour le client;
 - moins d'interventions : l'unité d'affaires qui constitue le dossier de prêt est responsable du prêt jusqu'à sa conclusion;
 - critères simplifiés d'approbation et d'évaluation.

Les processus reconçus seront mis en œuvre au cours de l'exercice 2000-2001.

- Grâce à l'examen des processus, 30 p. 100 du temps de traitement a pu être libéré au profit du Centre de service à la clientèle de la SCA.
- Un examen du processus d'alliance devrait permettre de libérer 50 p. 100 du temps de traitement, ce qui ajoutera beaucoup de valeur pour le client.
- Les initiatives dans ce domaine ont entraîné une amélioration du ratio d'efficience administrative, qui atteint maintenant 56,8 p. 100 comparativement au résultat de 57,7 p. 100 de l'exercice dernier.

Réussite financière

Initiatives stratégiques de 1999-2000

Realisations de 1999-2000

Se concentrer sur la viabilité financière à long terme afin de permettre à la SCA d'offrir un service à la clientèle hors pair tout en maintenant des taux concurrentiels.

- Accroître l'actif de manière stable et rentable pour obtenir un taux de rendement supérieur au coût du capital du gouvernement canadien. Pour mesurer l'atteinte de l'objectif :
 - rendement des capitaux propres de 5,7 p. 100
 - rendement de l'actif de 0,55 p. 100
 - ratio de levier de 9,7:1
 - croissance du portefeuille de prêts de 6,2 p. 100.
- Diversifier les revenus de la SCA grâce à la diversification des sources de revenus, pour un pourcentage de 5 p. 100 de l'ensemble des nouveaux revenus en 1999-2000.
- Maintenir et améliorer les marges d'entreprise par l'établissement de marges de prêt précises et de sources de fonds rentables.
- Gérer de manière active le portefeuille et les risques de crédit et de taux d'intérêt afin d'assurer une croissance durable, des gains stables et un rendement sur risque raisonnable.
- Améliorer la capacité de la SCA à évaluer et à gérer le risque grâce à un cadre complètement intégré de gestion du risque.

Une fondation solide

- Les résultats de fin d'exercice témoignent d'une croissance constante et d'un rendement élevé, ce qui assure la viabilité financière :
 - rendement des capitaux propres de 6,3 p. 100
 - rendement de l'actif de 0,60 p. 100
 - ratio de levier de 9,5:1
 - croissance du portefeuille de prêts de 7,9 p. 100

Une nouvelle source de revenu

- Le produit de crédit-bail mis au point en collaboration avec la société CULEASE Financial Services constitue une nouvelle source de revenu pour la SCA.

Maintien des marges d'entreprise

- La SCA a pu maintenir ses marges d'entreprise à un niveau qui lui permet d'assurer sa viabilité financière et de continuer à servir la clientèle agricole dans les années à venir.
- Pour 1999-2000, les coûts d'emprunt se sont élevés à sept points de base de plus que le coût du capital du gouvernement du Canada. Il s'agit là d'une amélioration de cinq points de base comparativement à l'exercice précédent.

Solutions technologiques souples

- La SCA est la première entreprise canadienne à installer une nouvelle version réseau du logiciel de gestion des marchés locaux. Ce système aidera la SCA à rehausser le service à la clientèle.
- La SCA a établi de nouvelles normes relatives aux données et de nouvelles procédures en matière de récupération des données afin d'assurer une maintenance adéquate de tous les systèmes d'entreprise et d'en faciliter l'accessibilité.

Amélioration de la qualité des données et de l'accessibilité

- Les renseignements-clients et les renseignements-prêts ont été mis à jour et uniformisés afin de faire en sorte que le personnel ait en main toute l'information nécessaire à la prestation d'un service à la clientèle de qualité supérieure.
- La centrale de données de la SCA a permis d'uniformiser les rapports sur l'information financière d'entreprise et de faciliter l'accès aux données des divers systèmes, de même que leur intégration à d'autres systèmes.

Faciliter les processus utilisés par les clients pour faire affaire avec la SCA**Buts et mesures****1. Améliorer constamment la prestation des produits et des services :**

- perfectionnement du système d'administration des prêts d'ici le 31 mars 2001;
- reconception du processus de prêt d'ici le 31 mars 2001, pour un gain en efficience de 30 p. 100;
- mise au point d'une stratégie relative aux modes de prestation des services d'ici le 1^{er} janvier 2001 et mise en œuvre en 2001-2002;
- mise en œuvre d'une stratégie de cyberaffaires d'ici le 31 mars 2001;
- mise en œuvre de normes et de niveaux de service uniformes dans toute la SCA d'ici le 31 mars 2001;
- prestation équitable du service à la clientèle, dans la langue de préférence, dans tous les bureaux désignés, d'ici le 31 mars 2001.

2. Transformer l'information en connaissances :

- 100 p. 100 des champs obligatoires sur le client contiennent les renseignements requis;
- mise au point et approbation d'une stratégie nationale de gestion des connaissances d'ici le 31 mars 2001.

Objectifs de 2000-2001

La gestion du risque

- La SCA s'est dotée d'un Système de pointage et de tarification du risque pour l'aider à évaluer les risques liés à chaque prêt et leur impact potentiel, afin de déterminer la tarification en conséquence.
- Les travaux se poursuivent en ce qui concerne le cadre de gestion intégrée du risque :
 - définition d'une méthode d'évaluation et de mesure du risque;
 - mise au point d'une échelle de valeurs pour mesurer le risque de manière continue et évaluer les limites de risque, en vue de surveiller le rendement;
 - établissement de mesures du rendement et de niveaux de risque acceptable pour trois risques à court terme : agri-entreprise, portefeuille et technologie.

Réussite financière – à la base du soutien continu à la clientèle.**Buts et mesures****1. Assurer la viabilité à long terme par l'atteinte des objectifs financiers suivants en 2000-2001 :**

- ratio d'efficience de 57 p. 100
- rendement des capitaux propres de 6,6 p. 100
- rendement de l'actif de 0,63 p. 100
- ratio de levier de 9,3:1.

La SCA continuera également de mesurer le risque au moyen d'un modèle stratégique de risque de crédit, dans le but d'assurer une approche de gestion qui n'est ni trop prudente ni audacieuse.

La gestion des opérations de la Trésorerie se fera dans les limites approuvées.

A l'assaut d'une montagne... de crème glacée en C.-B.

« Nous avons constaté qu'en tant que petite entreprise dynamique qui n'a pas froid aux yeux, nous étions plus efficaces que les autres et, par le fait même, aptes à concurrencer les grandes marques du marché », indique Ray Feenstra, directeur général de la société Coast Mountain. « Le départ de quelques grandes entreprises a d'ailleurs ouvert une brèche de marché à une entreprise comme la nôtre. »

Sous l'étiquette Arctic Star, la crèmerie Coast Mountain approvisionne maintenant des supermarchés importants, tels que Overwaitea et IGA. Elle met également en marché les marques de crème glacée fine Mountain Gold et Mountain Pride offertes en délicieux parfums : folie d'expresso, apothéose chocolatée, gâteau au fromage aux framboises noires et Turtles au fudge.

Tandis que la marque Arctic Star fait son petit bonhomme de chemin dans les comptoirs de supermarchés de la Colombie-Britannique, Coast Mountain continue de produire la crème glacée Baskin-Robbins, célèbre dans le monde entier et offerte en 31 parfums.

Parce qu'elle prend part à la fabrication de la crème glacée Baskin-Robbins, la société Coast Mountain doit respecter des normes de production très strictes : il lui faut documenter la production au moyen d'une caméra numérique, puis envoyer les photos à Peterborough, en Ontario.

« Chaque trimestre, nous envoyons des échantillons au laboratoire de Baskin-Robbins à Los Angeles, où l'on inspecte le goût, l'apparence et la texture de la crème glacée », révèle M. Feenstra. « De toutes les usines de production du monde entier, nous nous plaçons toujours en première ou en deuxième place. C'est que nous avons une équipe super, qui met tout en œuvre pour fabriquer un excellent produit. »

Dernièrement, l'entreprise Coast Mountain s'est mise à augmenter sa production pour pouvoir répondre aux nouveaux besoins du marché. Grâce à l'achat de nouvel équipement, la crèmerie a triplé sa capacité de production qui est passée de six millions de litres de crème glacée à environ 20 millions.

M. Feenstra souligne que, bien sûr, toute cette expansion l'a amené à demander davantage de financement. Et la SCA s'est avérée une bonne partenaire de réussite. « Quand nous appelons Ray Wagner, il se fait toujours un plaisir de venir nous rencontrer et de nous aider », déclare M. Feenstra. Comme la Coast Mountain compte maintenant trois emprunts à la SCA, M. Wagner, directeur de comptes, Agri-entreprise, de la SCA, a son rôle à jouer dans la stratégie de croissance de l'entreprise.

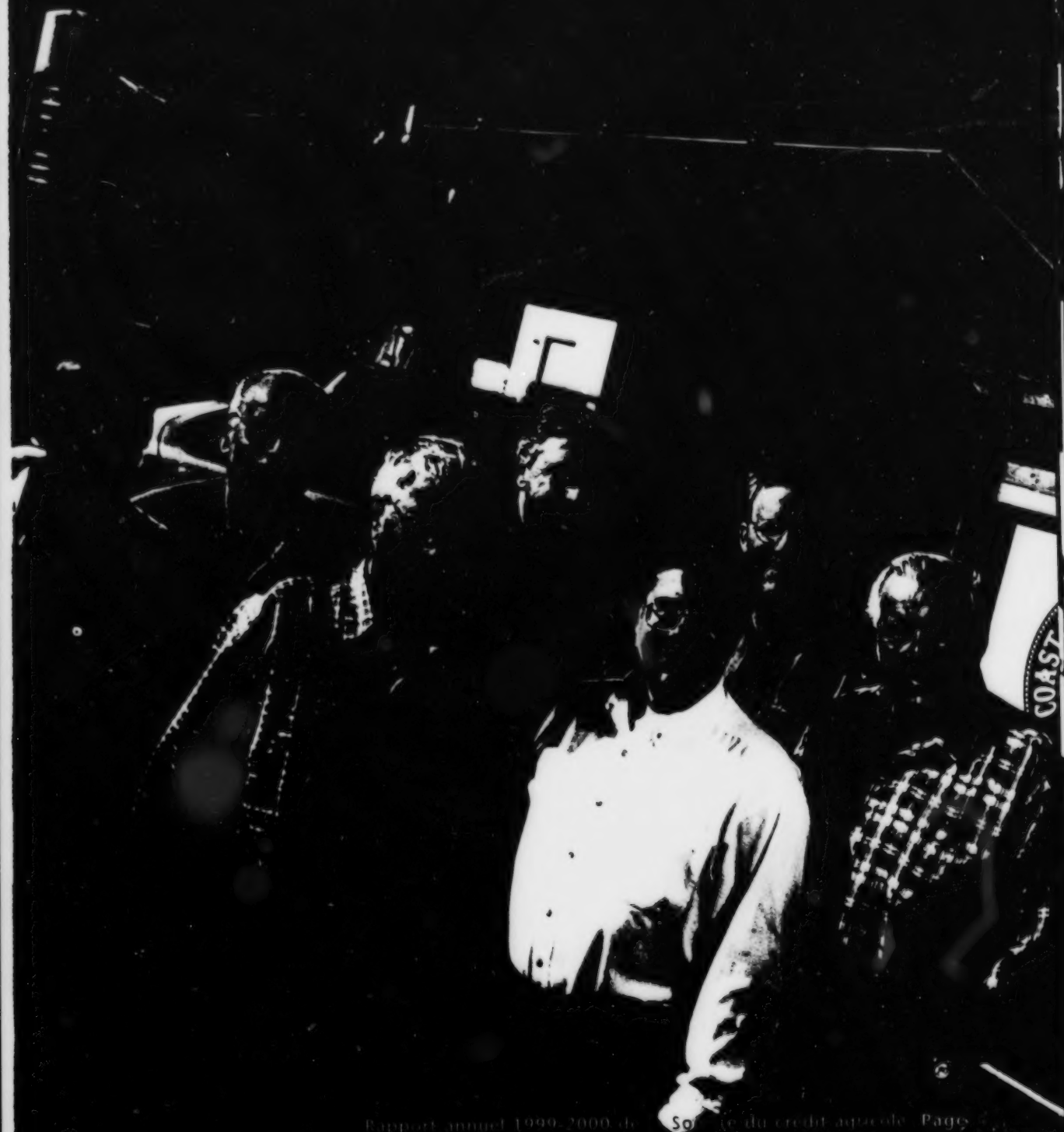
M. Wagner ajoute que la première étape pour nouer une bonne relation d'affaires avec la Coast Mountain a été de comprendre à fond son plan d'entreprise. Une fois les objectifs des propriétaires bien saisis, la SCA a pu offrir une combinaison optimale de solutions de financement et de périodes d'amortissement à la Coast Mountain pour lui permettre de se tailler une part de marché.

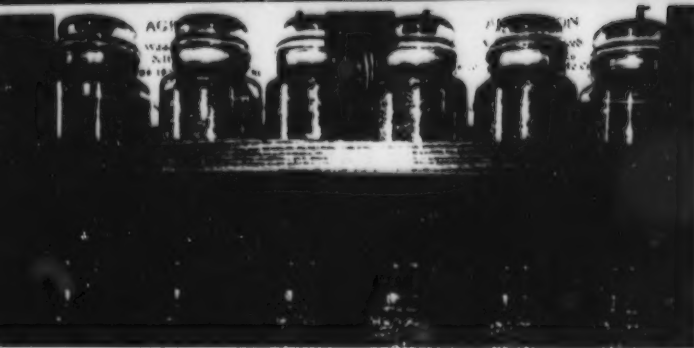
« Il n'est pas bien difficile de partager l'enthousiasme des propriétaires quand ceux-ci exploitent une entreprise de produits de grande qualité et qu'ils savent exactement comment ils s'y prendront pour réussir sur le marché », explique M. Wagner.



L'équipe de la Coast Mountain Dairy à l'usine d'Abbotsford (C.-B.) :

(à la page suivante, à l'arrière, de gauche à droite) Mike McDonough, John Bowman, Richard Tackema (à l'avant) Ben Morthorst, Ray Feenstra, Ray Wagner, directeur de comptes, Agri-entreprise, à la SCA, et John Flier.





Un grain de génie

Avec son site Web convivial et sa gamme extraordinaire d'options, l'entreprise de semences Wagon Wheel Seed Corporation s'adapte rapidement aux tendances changeantes de la clientèle. Mais pour les propriétaires, Warren et Carla Kaeding, il s'agit d'une autre étape dans leur inlassable recherche de la nouveauté.

De pair avec les parents de Warren, les Kaeding exploitent leur entreprise à Churchbridge, en Saskatchewan, tout près de la frontière du Manitoba. Wagon Wheel se veut avant tout une exploitation familiale. Warren et Carla, ainsi que le père de Warren, Roger, sont tous actionnaires de l'entreprise.

Wagon Wheel est devenue une florissante exploitation de semences sélectionnées, qui offre plus de 50 variétés de céréales en plus de différents types spécialisés de graminées et de graines fourragères.

C'est en partie la diversité de leur exploitation qui a gagné à Warren et Carla le prix national Jeunes agriculteurs d'élite de 1999, ex æquo avec un couple d'Albertains. En effet, les Kaeding cultivent 3 000 acres de semences, en afferment 3 000 autres et dirigent une entreprise de pulvérisation à forfait et de camionnage. De plus, ils assurent la mise en marché de leurs semences dans l'Ouest du Canada et le Nord des États-Unis.

Récemment, Wagon Wheel s'est lancée dans l'industrie des nutraceutiques, tels que l'échinacée, afin de tirer profit de la demande croissante de suppléments alimentaires naturels et de produits phytopharmaceutiques. Toujours à l'affût de nouvelles idées de semences, le père de Warren se tient en contact avec une entreprise de nutraceutiques.

L'une des dernières initiatives de Wagon Wheel est la vergerette du Canada qui fait partie de la famille des primevères. Vivace à fruit, elle est l'une des premières plantes à pointer après un incendie de forêt et, du fait de ses propriétés anti-inflammatoires, elle entre de plus en plus dans la composition de lotions et d'après-rasages. « Je suis certain que les

nutraceutiques se tailleront une bonne part du marché dans les années à venir », affirme Warren.

En raison de l'expansion continue de leur exploitation et d'une gamme de produits uniques en leur genre, les Kaeding s'en remettent à leur conseillère en financement, Becky Niessen, pour leurs besoins financiers. « Je communique régulièrement avec Warren. Il le faut bien, car il travaille toujours à un nouveau projet », explique Becky. « Heureusement, il m'avertit toujours à l'avance des idées qu'il mijote! » La collaboration entre Becky et les Kaeding remonte à loin. C'est Becky qui a conseillé Warren et Carla, la première fois qu'ils sont venus à la SCA, en 1995, pour faire une demande de prêt. Elle et Warren ont d'ailleurs fréquenté la même université dans les années 1980.

Wagon Wheel se veut avant tout une exploitation familiale.

« C'est une expérience enrichissante de travailler avec Warren et Carla », déclare Becky. « Carla est comptable générale licenciée de formation. Elle tient donc minutieusement ses comptes. Vous devriez les voir, je n'en ai jamais vu de pareils! »

L'un des premiers choix de Warren, lorsqu'il a voulu faire prendre de l'expansion à Wagon Wheel, a été la SCA en raison de la souplesse dont elle fait preuve. « Nous avons contracté un prêt hypothécaire à terme de la SCA pour acheter de mes parents un quart de section où résider. La SCA s'est montrée souple devant la manière dont nous voulions faire les choses et, mieux encore, elle s'est intéressée à notre entreprise. »

Warren aimerait qu'un jour, ses deux fils, Michael et Matthew, prennent la relève à la tête de Wagon Wheel; si la chose les intéresse, bien sûr!

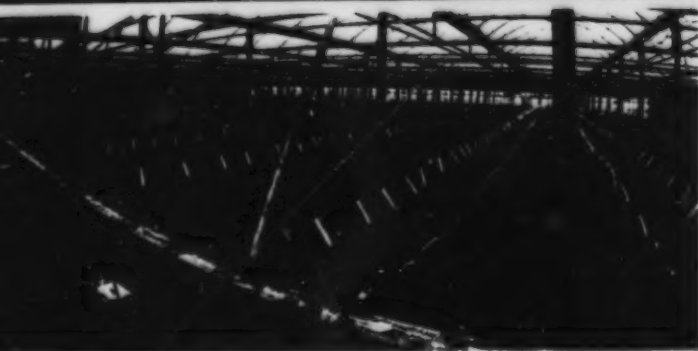
Quant à son propre avenir, Warren a hâte d'explorer de nouveaux sentiers pour Wagon Wheel.

« Qu'allons-nous produire ou mettre au point? Franchement, je n'en ai pas la moindre idée... mais ça fait partie du plaisir! C'est ce qui m'incite à me lever tous les matins... pour voir ce qu'il y a de nouveau sous le soleil. »

La famille Kaeding à sa ferme de Churchbridge, en Saskatchewan :
(de gauche à droite) Roger Kaeding, Becky Niessen, conseillère en financement de la SCA, Carla Kaeding et Warren Kaeding.







Les tomates de serre : une affaire de famille

Les choses ont beaucoup évolué pour Tony Mucci, propriétaire d'une serre en Ontario, mais ce qui est fondamental n'a pas changé. Tony, son frère Gino, et leurs familles respectives ont commencé avec une seule serre en 1967 et en ont fait une entreprise familiale à succès.

À l'époque, la serre modeste d'à peine un acre n'avait pas fière allure, mais pour les deux frères, c'était tout ce qu'il leur fallait pour démarrer. Aujourd'hui, la serre Mucci, à Kingsville, est l'une des plus grandes entreprises de production de tomates de la province avec une superficie de près de 30 acres et un effectif de 80 employés. La serre Mucci est spécialisée dans la production de deux variétés de tomates et a récemment installé sa propre ligne d'emballage.

Les deux frères, originaires d'Italie, ont vite constaté que la culture en serre leur donnait beaucoup plus de stabilité que la culture extérieure traditionnelle. « Nous avons découvert que la serriculture était idéale parce que nous pouvions contrôler toutes les variables », explique Tony.

Aujourd'hui, l'exploitation des Mucci ressemble autant à un lieu de rencontre familiale qu'à une entreprise en pleine croissance. Les deux frères travaillent côte à côte avec leurs épouses, leurs filles et leurs fils à l'année longue – le plus intensément l'été lorsque leur journée de travail dure 17 heures.

« Nous sommes toujours ici », dit Tony. « Nous ne nous éloignons pas beaucoup. Nous faisons tout le travail nous-mêmes, alors il n'y a pas de contremaître ou de surveillant sur les lieux. Mais vous savez, lorsqu'on aime son emploi, le nombre d'heures qu'on y passe importe peu. »

Le dévouement des Mucci à leur exploitation serricole est l'une des premières choses que Gary Paling, conseiller en financement à la SCA, a remarqué lorsqu'il les a rencontrés en 1998. « Ils ont consacré leur vie entière à leur entreprise », affirme Gary. « Ils ont tellement mis leur cœur et leur âme dans cette entreprise familiale, que ça fait vraiment plaisir de les voir obtenir autant de succès. »

Gary est d'avis que ses visites fréquentes chez les Mucci lui permettent de mieux apprécier leur vision. « Je veux connaître leur entreprise presque aussi bien qu'eux. Quelle que soit leur vision, je veux que nous la partagions. Leurs objectifs sont nos objectifs. »

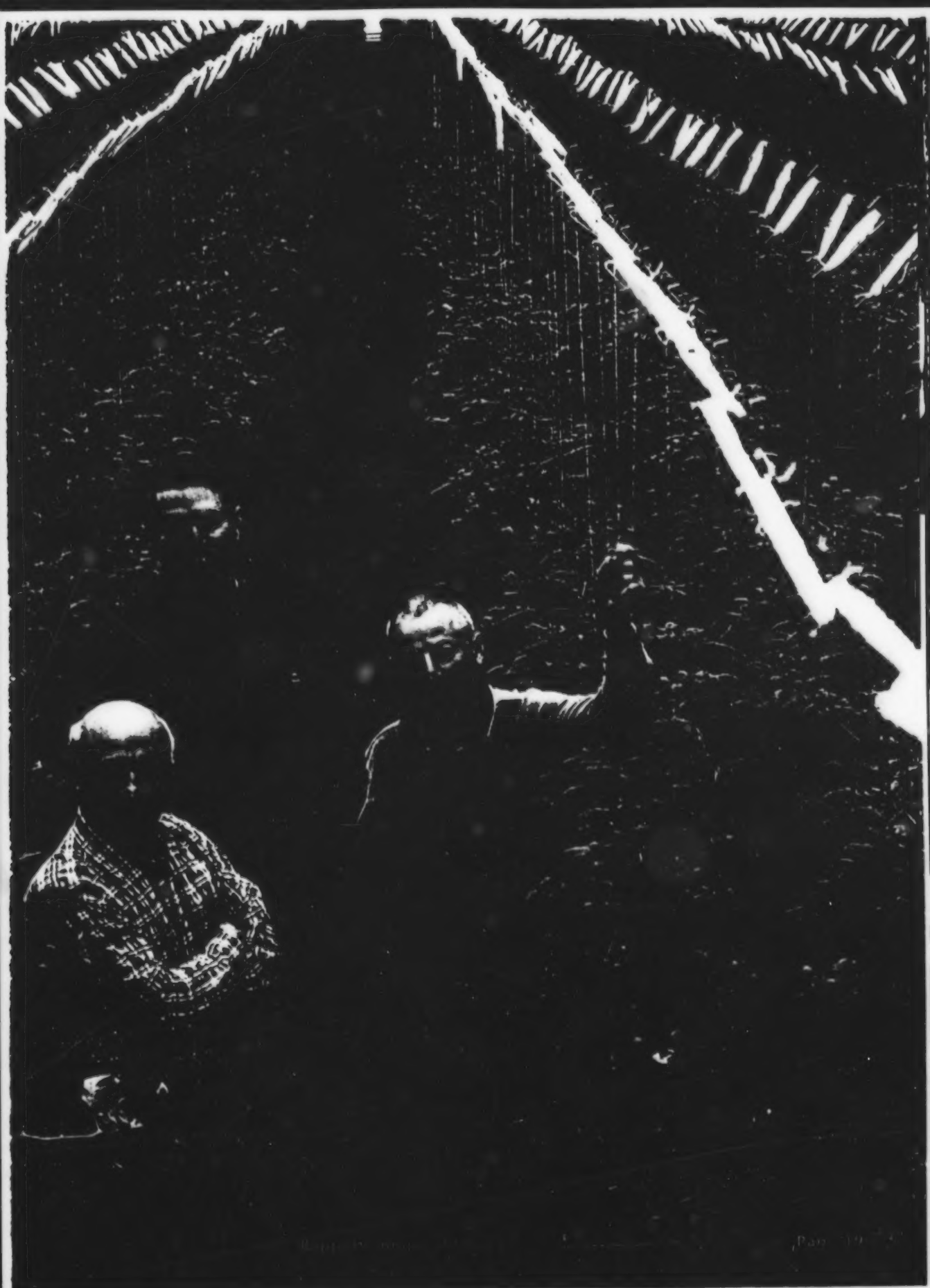
« Ils ont tellement mis leur cœur et leur âme dans cette entreprise familiale, que ça fait vraiment plaisir de les voir obtenir autant de succès. »

Dernièrement, les objectifs des Mucci ont touché à l'expansion et aux améliorations technologiques. Ces priorités ont rapporté gros – les plants qui produisaient 15 livres de tomates lorsqu'ils ont commencé en produisent maintenant près de 45 livres.

La famille Mucci est fière de son exploitation serricole et, tout en voulant l'agrandir, elle ne veut pas risquer de nuire à la formule qui lui a permis de produire des tomates de la plus haute qualité. « Nous allons continuer à faire ce que nous faisons bien », affirme Tony. « J'ai beaucoup appris en 30 ans et je me plais à travailler avec ma famille; c'est ce que je veux continuer à faire. »

La famille Mucci exploite l'une des plus importantes serres productrices de tomates en Ontario :
(de gauche à droite) Gino Mucci, Gary Paling, conseiller en financement de la SCA, et Tony Mucci.





L'équipe

de la haute direction
de la SCA

Rémettre en question le statu quo. Être le chef de file.

L'équipe de la haute direction, l'ÉHD, de la SCA est chargée de mettre en œuvre la stratégie qui permettra à la Société de demeurer un membre dynamique de l'industrie agricole ayant un rôle important à jouer dans les années à venir. Les membres de l'ÉHD apportent au groupe de gestion leur expertise professionnelle et leurs propres perspectives et ont tous adopté le même credo : le succès de la Société dépend du succès de ses clients. Ils respectent un code d'éthique des plus élevés et un engagement incomparable envers les clients de la SCA et ses employés. Leurs efforts sont centrés sur le maintien de notre engagement de longue date envers l'agriculture, tout en cherchant des moyens innovateurs de prévoir les nouveaux besoins des clients et l'émergence de nouveaux marchés.



De gauche à droite :

André Tetreault, vice-président, Vérification d'entreprise et reconception des processus d'affaires

Don Stevens, vice-président et trésorier

Marshall Stachniak, vice-président, Financement agricole et Opérations de l'Ouest

Moyez Somani, vice-président exécutif et principal dirigeant financier

Kellie Garrett, vice-présidente, Communications et relations publiques

Dale Canham, vice-président, avocat-conseil général et secrétaire du Conseil

Linda Yeo, vice-présidente, Technologie de l'information

John J. Ryan, président-directeur général


Janet Wightman, vice-présidente, Agri-entreprise et Opérations de l'Est

Greg Stewart, vice-président, Gestion du risque

Louise Neveu, vice-présidente exécutive et chef de l'exploitation

Terry Kremenik, vice-président, Ressources humaines et administration

Shelley Legin, vice-présidente, Marketing et développement des produits



Pour concrétiser la vision que s'est donnée la Société, soit d'être le chef de file, les membres de l'ÉHD encouragent et inspirent les employés de la SCA à viser l'excellence du service à la clientèle et à créer des solutions de financement originales.

Vers la fin de l'année, des modifications ont été apportées à la composition de l'ÉHD. Don Stevens est devenu vice-président et trésorier, laissant le poste de vice-président et contrôleur vacant. André Tétreault a été promu au poste de vice-président de la Vérification, ajoutant la Reconception des processus d'affaires (RPA) à ses responsabilités. Terry Kremeniuk a été nommé vice-président des Ressources humaines et de l'administration, et Janet Wightman a été nommée vice-présidente d'Agri-entreprise.

Le succès de la Société dépend du succès de ses clients.

Les membres de l'ÉHD conseillent le président-directeur général sur des questions touchant à l'orientation de la Société. Ils sont chargés de fixer les priorités, de prendre les mesures qui s'imposent et de gérer les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs de la Société.

Conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, les membres de l'équipe doivent agir en toute bonne foi et faire preuve de prudence, de compétence et de diligence. Ils doivent également respecter la Politique de déontologie de la Société, qui fixe les plus hautes normes en matière de conduite personnelle et professionnelle, y compris des règles pour éviter les conflits d'intérêt. À tous les niveaux, la direction de la SCA s'efforce de créer

un milieu de travail positif, professionnel et empreint de probité.

Les membres de la haute direction sont rétribués selon les politiques et les échelles de rémunération approuvées par le Conseil d'administration. En 1999-2000, la rémunération du président-directeur général variait de 163 800 à 204 800 dollars; celle des vice-présidents exécutifs, de 128 260 à 189 340 dollars et celle des vice-présidents, de 104 410 à 138 200 dollars. Tous les cadres reçoivent un salaire qui se situe dans les limites de leur échelle respective et ont droit à une prime liée au rendement de la Société et de l'unité d'affaires, ainsi qu'au rendement individuel. La rémunération totale versée aux membres de la haute direction était de 2 182 845 dollars. Le gouverneur en conseil fixe le salaire et les avantages sociaux du PDG, tandis que les autres échelles de rémunération sont fixées par la politique d'entreprise et approuvées par le Conseil d'administration.

Le comité exécutif, qui regroupe une partie de l'équipe de la haute direction, est composé des membres suivants : le président-directeur général, la vice-présidente exécutive et chef de l'exploitation, le vice-président exécutif et principal dirigeant financier, la vice-présidente, Agri-entreprise et Opérations de l'Est, le vice-président, Financement agricole et Opérations de l'Ouest, et le vice-président, Ressources humaines et administration. Mandaté pour établir les grands paramètres de la direction stratégique et les priorités de la Société, le Comité exécutif est la principale autorité décisionnelle de la SCA.



La Ferme Roulante : quand le rêve devient réalité

Quand se présente son projet, Yves Perreault et Yolande Roux, propriétaires de La Ferme Roulante, ne peuvent se représenter à l'avance la perspective que leur cabinet aura devant eux. Mais, depuis l'agriculture, ils ont acquis l'expérience que l'avenir est en fait un chemin de terre à parcourir, avec ses hauts et ses bas, ses joies et ses tristesses, ses succès et ses échecs.

Pour Yves et Yolande, la réussite n'est pas une fin en soi, mais un processus continu. Ils ne cessent d'apprendre et de progresser. Ils ont appris à travailler ensemble, à communiquer, à respecter l'autre, à se soutenir, à se challenger. Ils ont appris à écouter, à comprendre, à pardonner, à pardonner, à pardonner. Ils ont appris à aimer, à aimer, à aimer.

Leur troupeau comprend 650 Holstein dont 260 vaches laitières (160 en stabulation libre et 100 en stabulation entravée) produisant plus de 11 500 kilogrammes par année. Yves attribue le mérite de cette réalisation à la complicité enthousiaste de toute l'équipe. « La confiance, la communication et le respect de l'autre sont les clés du succès de notre équipe », de dire Yves.

Sylvain Morel et Patrice Gagnon, conseillers en financement de la SCA, se partagent le dossier de La Ferme Roulante. Sylvain travaille avec Yves et Yolande depuis 1997. « Tous les gens qui ont travaillé avec Yolande et Yves vous le diront : ces gens-là peuvent repousser les limites habituelles. En utilisant des technologies de pointe et des structures d'entrepôt modernes, ils parviennent à exploiter une entreprise agricole majeure tout en respectant l'environnement. »

Patrice collabore avec eux depuis 1998. Il est enthousiaste lorsque vient le temps de décrire leurs rapports professionnels : « ce sont comme nous des passionnés d'agriculture, qui ont soif de savoir. Tout ce qu'ils font doit rencontrer les normes très exigeantes et progressistes de La Ferme Roulante. C'est pour cela qu'ils sont des leaders et des conseillers respectés dans leur communauté. »

Il ne fallait donc pas se surprendre de voir Yves, Yolande et l'équipe de La Ferme Roulante représenter le Québec au concours national Jeunes agriculteurs d'élite en 1999. Ce « véritable honneur », dira Yves, vient concrétiser le succès de La Ferme Roulante. « En principe, ça prend au moins deux générations pour réaliser ce qu'on a réalisé ici. Mais avec le soutien et l'appui de la SCA, qui a cru en nous dès le début, on l'a fait en seulement 15 ans. Et ce n'est pas terminé », explique Yves.

Laisser à leurs enfants un héritage précieux et solide demeure l'objectif ultime de Yves et Yolande : « s'ils veulent un jour marcher dans nos traces, nous voulons leur laisser une entreprise en bonne santé financière, sur laquelle ils pourront bâtir ».

« Ce sont comme nous des passionnés d'agriculture, qui ont soif de savoir. »

(à la page suivante) Yolande Perreault et Yves Roux de La Ferme Roulante, à Tingwick (Québec), se sont vu décerner le titre provincial Jeunes agriculteurs d'élite de 1999.

Les conseillers en financement de la SCA Sylvain Morel et Patrice Gagnon (ci-contre, de gauche à droite) ont donné leur appui à l'équipe gagnante.





L'aquaculture est sortie des bancs!

À la Jail Island Aquaculture, la seule chose qu'on aime mieux que la croissance des poissons, c'est la croissance des affaires. Cette exploitation aquacole intégrée, située à St. George, au Nouveau-Brunswick, a le vent en poupe grâce au succès que connaît le secteur de l'élevage du saumon.

Une des clés de la réussite est l'adoption d'une approche commerciale à long terme, explique Lloyd Purdy, directeur général de Jail Island. Étant donné qu'il faut trois ans pour élever un saumon de l'écloserie à la récolte, le personnel de Jail Island en sait long sur ses poissons.

« Les éleveurs de volaille et de porc sont toujours surpris d'apprendre combien de temps nous consacrons à nos poissons », dit Lloyd en riant. Chaque poisson passe 18 mois à l'écloserie de Jail Island, et encore 18 mois, non loin, dans une cage géante à la baie Passamaquoddy.

Jail Island est une exploitation aquacole intégrée de taille moyenne dont les installations comprennent des sites de grossissement dans les régions de St. Andrews, de St. George et de Grand Manan, une écloserie près de Moncton et une usine de transformation à St. George. Sa production annuelle, qui ne cesse d'augmenter d'année en année, est d'environ 2 000 tonnes de saumon. La Jail Island Aquaculture est née de la fusion de trois exploitations : Jail Island Salmon, Crooked Creek Hatchery et White Head Salmon Farms.

Pour Lloyd, qui a fait ses débuts à la Crooked Creek Hatchery, la réussite de la fusion tient de l'engagement fidèle des actionnaires. « Tous les partenaires qui étaient là au début sont restés », explique-t-il.

Un aspect important de l'expansion envisagée était d'obtenir du financement, ce qui, explique Lloyd, avait toujours été difficile par le passé lorsqu'il fallait traiter avec des institutions financières qui ne connaissaient rien à l'aquaculture.

Heureusement, ce n'est pas le cas de Faith Matchett, conseillère en financement à la SCA à St. George. « Faith connaît à fond notre industrie », explique Lloyd. « Elle comprend notre fonctionnement et nous faisons confiance à son bon jugement. »

Faith possède plus de 14 ans d'expérience en financement et cinq ans en aquaculture. Elle et Lloyd ne sont jamais à court de sujets de discussion.

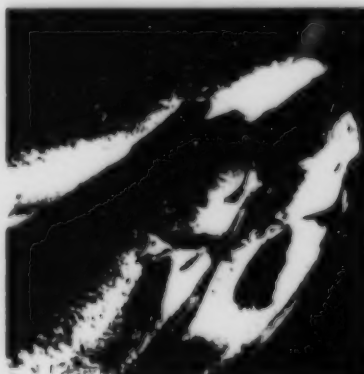
Dernièrement, ils travaillent ensemble pour s'assurer que Jail Island dispose de ressources financières adéquates pour soutenir sa croissance et assurer ses besoins futurs en capital.

Lloyd croit que l'une des clés du succès de Jail Island a été l'amélioration de ses techniques d'élevage du saumon. « Quand j'ai commencé, les aquaculteurs élevaient entre 1 500 et 2 500 saumons dans une cage en bois. Nos nouvelles cages ont une circonférence de 100 mètres et peuvent contenir plus de 40 000 poissons. »

À l'instar des autres exploitations aquacoles au Canada, Jail Island a réussi à se tailler une place dans le marché américain fort compétitif.

« Nous avons réussi dans ce marché parce que nous pouvons y livrer un produit de qualité par transport routier, tandis que nos concurrents au Chili, en Norvège et en Écosse doivent utiliser le transport aérien », explique Lloyd. « La distance plus courte qui nous sépare de nos clients garantit la supériorité de notre produit et la livraison par camion nous donne un avantage en termes de coûts par rapport à nos concurrents. »

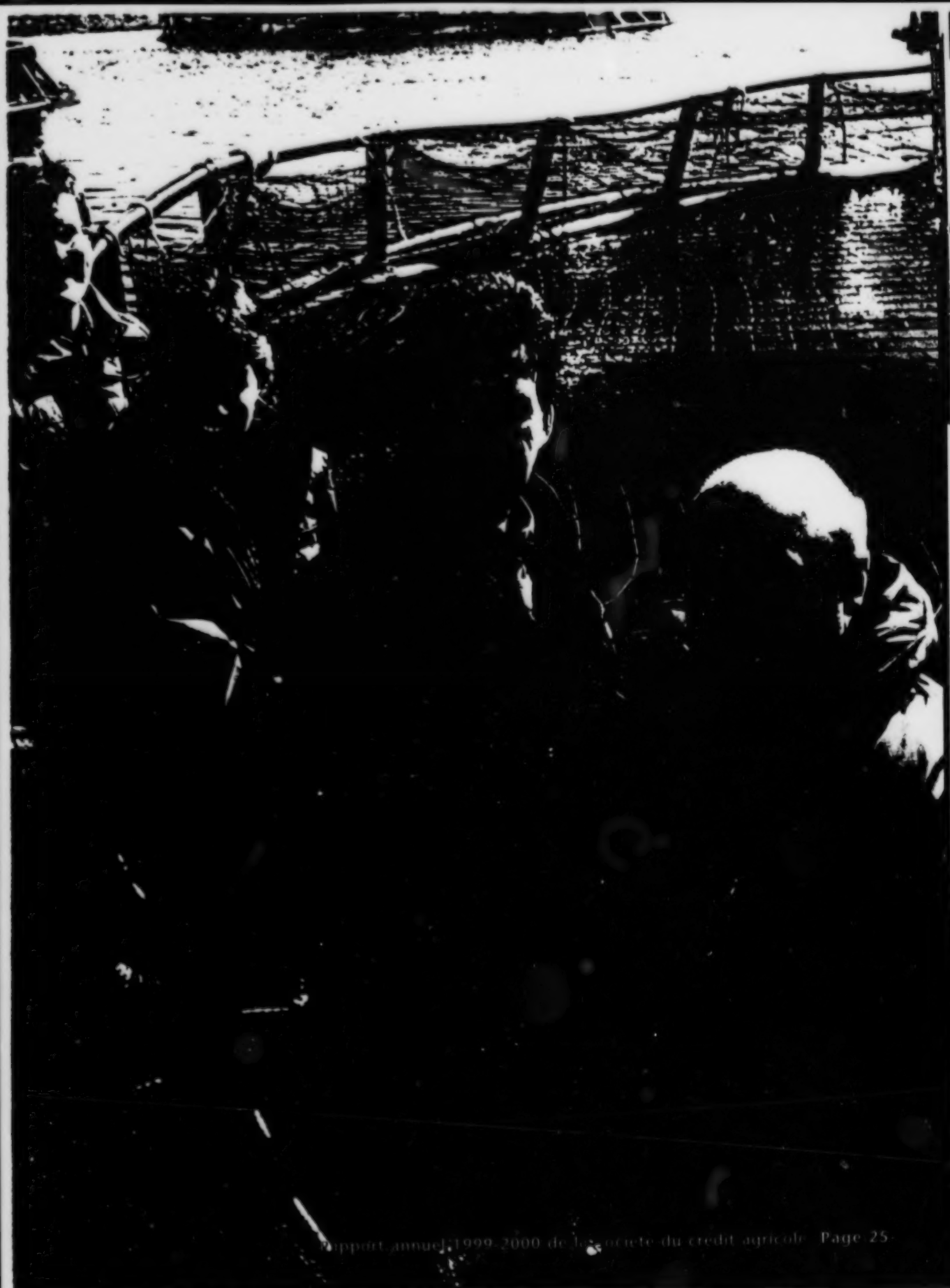
Avec un des plus importants marchés au monde à quelques kilomètres au sud, le succès à long terme de Jail Island semble assuré et son avenir des plus prometteurs.



L'entreprise Jail Island Aquaculture élève du saumon de première qualité dans les eaux froides du Nouveau-Brunswick :

(de gauche à droite) Bruno Soucy, directeur de district à la SCA, et Faith Matchett, conseillère en financement, en compagnie de Lloyd Purdy et Mark Moore, de la Jail Island.





Des produits et services pour répondre aux besoins agricoles changeants

Prêt à long terme

La SCA offre un prêt à terme fixe jusqu'à concurrence de 20 ans et des périodes d'amortissement de trois à 29 ans afin d'assurer aux agriculteurs canadiens des options stables de financement à long terme. Du nouveau cette année, les prêts 7+10 et 10+10. Il s'agit de prêts à terme fixe de sept et dix ans assortis d'une option de paiement anticipé annuel de 10 p. 100 du montant original. Le paiement anticipé est imputé au capital non échu, sans pénalité, à la date d'anniversaire du prêt.

Prêt sur garantie mobilière

Aucuns frais de remboursement anticipé ni de traitement! Avec des options de paiement mensuel, trimestriel ou semestriel, le prêt sur garantie mobilière de la SCA est idéal pour l'achat de bétail, de matériel neuf ou d'occasion et de quota. Ses termes varient de deux à sept ans et l'amortissement peut atteindre 10 ans. Il est offert avec l'option d'un taux d'intérêt fixe ou variable.

Prêt à taux variable

La SCA offre son prêt à taux variable, garanti par un bien meuble ou immeuble, pour tout achat lié à l'agriculture ou à l'exploitation agricole, tel que bien-fonds, bâtiment, quota, équipement ou bétail. Ce prêt procure au client une certaine souplesse, car il lui permet de décider quand bloquer son taux à plus long terme.

Prêt Constructeur agricole

Le financement des travaux de construction est rendu facile grâce à un produit innovateur qui procure du financement en cours de construction. Le prêt Constructeur agricole est valide pour tout type de construction, pourvu qu'il soit admissible au financement de la SCA. Il ne nécessite aucun paiement au cours de la première année et les fonds sont décaissés au besoin, tout au long de la réalisation du projet.

Coups d'pousse^{MC}

Groupe de produits innovateurs conçus pour faciliter le transfert de l'exploitation agricole d'une génération à l'autre et pour aider les agriculteurs en développement à lancer ou à agrandir leur exploitation.

Les Coups d'pousse regroupent les trois produits suivants :

- Le **prêt Agri-relais^{MC}** permet à l'agriculteur en développement d'obtenir du financement pour l'achat d'actif agricole ou le transfert d'actions dans une exploitation agricole familiale. Lancé avec succès en 1993, ce produit a été mis au goût du jour afin d'en accroître la flexibilité et de rejoindre un marché plus étendu.
- Le **prêt Agri-croissance** offre du financement assorti d'options de paiement différé aux agriculteurs qui désirent lancer ou agrandir une exploitation dont le revenu sera limité sur une période d'un à trois ans.
- Le **prêt Agri+emploi** est conçu pour les personnes qui jouissent d'un revenu d'appoint et qui désirent lancer ou agrandir une entreprise agricole.

Plantez maintenant, payez plus tard

La SCA comprend que l'expansion d'une exploitation horticole se traduit souvent par un revenu limité pendant les premières années. Le prêt Plantez maintenant, payez plus tard a été conçu pour servir les différentes phases d'expansion et est adapté aux besoins particuliers du secteur de la fructiculture qui est en plein essor, notamment la culture des fruits fragiles et des petits fruits.

Prêt d'un an convertible

Le prêt d'un an convertible offre au client la souplesse d'un prêt à court terme lorsque les taux baissent et la possibilité de le convertir en tout temps sans pénalité à un produit à plus long terme, si les taux commencent à remonter.

Autres services

Vente et location de biens-fonds

La division Agri-immeubles, Vente et location, gère les biens-fonds de la SCA et offre des services de gestion des biens-fonds agricoles tant aux propriétaires qu'aux locataires.

Financement de bovins d'engraissement

La SCA offre du financement aux éleveurs de bovins d'engraissement par le biais de diverses alliances d'affaires et de nombreuses coopératives de financement de bovins d'engraissement des quatre coins du pays.

Financement d'équipement par l'entremise des concessionnaires

La SCA s'est constitué un réseau national de concessionnaires d'équipement agricole dans le but d'offrir, avec eux, une solution de financement concurrentielle aux agriculteurs et aux agri-entrepreneurs canadiens qui désirent acheter de l'équipement neuf ou d'occasion.

Programme de crédit-bail SCA-CULEASE

La SCA et la société CULEASE Financial Services^{MC} unissent leurs efforts pour offrir du crédit-bail visant l'équipement agricole neuf ou d'occasion par l'intermédiaire du réseau national de concessionnaires d'équipement de la SCA. Le produit a été lancé dans l'Ouest canadien en février 2000, puis en Ontario, en avril. Les projets d'expansion dans l'Est du Canada devraient se concrétiser au début de 2001. Le programme permet au client de se procurer l'équipement nécessaire moyennant une mise de fonds minimale.

Production agricole à valeur ajoutée

Conjointement avec la Diversification de l'économie de l'Ouest et la CIBC, la SCA aide les entreprises agricoles à valeur ajoutée de l'Ouest canadien à accéder plus facilement à des capitaux d'emprunt.



Services aux secteurs en émergence

Aquaculture

La SCA offre des options de financement pour l'élevage du saumon, du poisson d'eau douce et du mollusque. Le personnel de la SCA possède les connaissances spécialisées pour répondre aux besoins de financement de la clientèle, notamment pour agrandir une entreprise, pour acheter des barges, des cages, des filets, des saumoneaux, des aliments, des réservoirs, des écloseries et du matériel de transformation et enfin, pour payer les coûts de construction et de location de terrains et de sites.

Foresterie

La SCA offre des services spécialisés de prêt à l'industrie forestière, notamment des produits de prêt pour l'achat de matériel forestier, pour l'agrandissement d'une exploitation forestière et pour l'achat de terres.

Placements

Obligations à moyen et long terme de la SCA

Les obligations à moyen et long terme de la SCA sont émises quotidiennement à des taux concurrentiels et sont assorties d'échéances d'un an à 10 ans. L'achat de ces obligations, admissibles à des REER, permet d'investir dans le secteur agricole canadien. Elles sont vendues par des courtiers en placement pour le compte de la SCA. Ces obligations sont émises par la SCA pour réunir des capitaux en vue d'appuyer l'agriculture canadienne.

prête
main forte

aux collectivités



À Davidson, en Saskatchewan, Sandra Baldwin enseigne le cours de gardiennage en milieu rural parrainé en partie par la SCA.

À la SCA, l'engagement communautaire fait figure de tradition parmi les employés. En effet, depuis 40 ans, la SCA soutient les agriculteurs et leur famille dans les années de vaches grasses comme dans les années de vaches maigres. Grâce à ses activités de relations communautaires, la SCA peut poursuivre ses rapports avec les agriculteurs et les agri-entrepreneurs au-delà des opérations financières. Elle a su établir des partenariats dans les communautés qu'elle sert en raison d'un objectif commun d'y rehausser la qualité de vie et d'assurer un brillant avenir pour ceux qui y vivent.

En tant que membre du programme Imagine du Centre canadien de philanthropie, la SCA s'est engagée à verser chaque année un p. 100 de son revenu avant impôt à des œuvres de bienfaisance et à des organismes communautaires sans but lucratif. La SCA s'acquitte de son engagement par le don de ressources financières, de services et de produits. Elle ajoute en outre de la valeur à ces dons en appuyant les efforts de son personnel qui donne de son temps et de son énergie bénévolement.

En plus des centaines d'initiatives communautaires à l'échelle locale, la SCA travaille en collaboration avec des organismes nationaux qui ont à cœur le mieux-être du secteur rural canadien et la mise en valeur de la collectivité agricole. Lancé officiellement en 1998, le programme de relations communautaires de la SCA vise justement, par ses activités, la promotion de la santé en milieu rural et la formation des futurs dirigeants du secteur agricole au cours des prochaines décennies.

Depuis 40 ans, la SCA soutient les agriculteurs et leur famille dans les années de vaches grasses comme dans les années de vaches maigres.

La SCA est fière d'appuyer les initiatives suivantes à l'échelle du Canada :

Table pancanadienne de la relève agricole (TPRA)

Regroupement national qui favorise le partage d'information entre les nouveaux agriculteurs et les agriculteurs en développement d'un océan à l'autre. La SCA est fière d'appuyer le travail de la TPRA grâce à un partenariat d'une durée de cinq ans.

« Ce partenariat permet à nos membres de communiquer à la SCA leurs idées de nouveaux produits », souligne Sean Gorill, président de la TPRA et producteur laitier à Bulyea, Saskatchewan. « Notre apport est d'autant plus important que nous sommes les futurs partenaires d'affaires de la SCA et les leaders de demain en agriculture. »

Coalition canadienne pour la santé et la sécurité en milieu agricole (CCSSMA)

Établie en 1993, la CCSSMA s'attaque aux problèmes liés à la santé en milieu rural, notamment aux blessures, aux maladies et aux morts accidentelles des agriculteurs et des travailleurs agricoles. La SCA appuie la Coalition par l'intermédiaire d'une commandite de sa conférence annuelle et du cours de gardiennage intitulé Les enfants en milieu rural qu'elle produit en collaboration avec le Programme canadien de sécurité à la ferme et la Fédération canadienne de l'agriculture.

« Il est important de contracter des partenariats, parce qu'une partie de notre mandat consiste à nous faire des contacts et à collaborer avec d'autres groupes à l'échelle du pays », indique Cathy Vanstone, présidente de la CCSSMA et agricultrice à Portage la Prairie, au Manitoba. « Nous attachons beaucoup d'importance à notre partenariat avec la SCA, car elle a des liens avec des agriculteurs des quatre coins du Canada. »

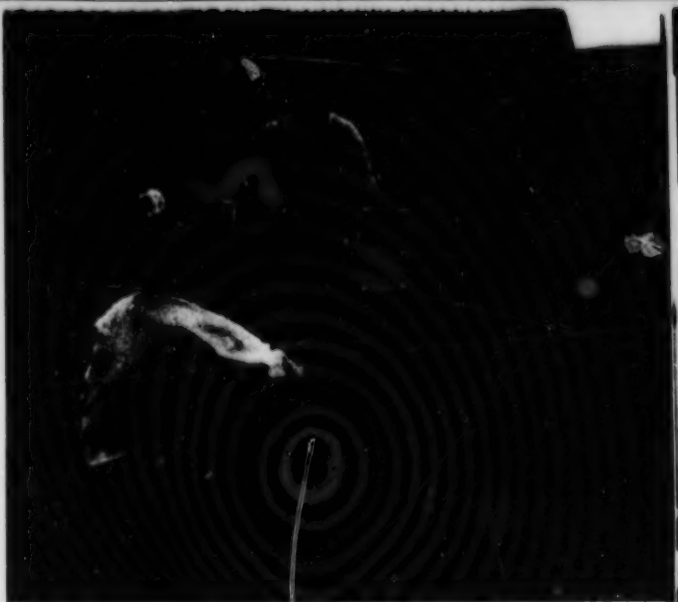
Conseil canadien des agriculteurs handicapés

Cet organisme national sans but lucratif renseigne le public sur la sécurité agricole et offre du soutien aux familles agricoles qui ont été victimes d'un accident ayant entraîné une incapacité. En plus d'offrir un soutien financier, la SCA a travaillé en collaboration avec divers organismes à la production d'une vidéocassette éducative intitulée Farmer to Farmer (d'agriculteur à agriculteur). La totalité du produit de sa vente sera remise au conseil des agriculteurs handicapés du Manitoba.

« Comme partenaire, la SCA est super! », affirme Neil Enns, coordonnateur du conseil des agriculteurs handicapés du Manitoba et agriculteur à Elm Creek. « Elle a fait une publicité telle que la vidéocassette se vend d'un bout à l'autre du pays. »

Centraide

La SCA et ses employés maintiennent une tradition de générosité envers Centraide. La SCA mène une campagne d'entreprise de six semaines au cours de laquelle les employés sont invités à faire un don au moyen de retenues salariales et à participer aux activités-bénéfice. À l'occasion de la campagne de 1999, le siège social de la SCA a recueilli 54 000 dollars qui ont été versés à l'organisme Centraide de Regina. Comme il s'agit là de la plus grosse somme remise, celui-ci a remis à la SCA un prix pour son engagement dans le cadre de la campagne. À l'échelle nationale, la SCA a amassé 91 000 dollars, un autre record!



Le personnel d'Abbotsford accepte volontiers de prendre un « bain » afin de recueillir des fonds pour le centre de développement de l'enfant.

La SCA prête main-forte à l'échelle du pays en 1999-2000

À la SCA, les relations communautaires représentent bien plus qu'un simple programme : ce sont des employés qui ont à cœur le mieux-être des gens. C'est pourquoi les membres du personnel de la SCA ont la réputation de prêter main-forte aux collectivités qu'ils servent. Voici des exemples d'employés des quatre coins du pays qui ont déployé des efforts particuliers et qui ont fait toute la différence.

Journée d'appréciation des clients : la SCA fait fureur à Abbotsford

En août 1999, Grace et Len Krahn, clients de la SCA et propriétaires de la ferme laitière Birchwood Dairy Farms Ltd. ont accueilli la toute première Journée d'appréciation des clients de la SCA à Abbotsford, en C.-B. Plus de 400 clients, parents, amis, médias et donateurs de prix locaux se sont donné rendez-vous pour prendre part aux festivités planifiées par le bureau de campagne de la SCA à Abbotsford.

La SCA a profité de l'occasion pour remettre 500 dollars, en plus des fonds recueillis au cours des activités de la journée, au centre de développement de l'enfant de la vallée du Fraser, qui est un organisme sans but lucratif au service des enfants souffrant d'incapacités et de leur famille.



L'équipe de la SCA a créé un œuf géant au moyen de boîtes de conserve (première photo).

Le personnel de la SCA à Sainte-Foy s'improvise serveur pour venir en aide à une banque alimentaire de Québec.

L'agriculture dans la classe manitobaine

Le but du programme Agriculture dans la classe – Manitoba consiste à éduquer les enfants quant à la provenance de la nourriture qu'ils consomment chaque jour. En effet, le programme renseigne les élèves et leur professeur sur l'agriculture, plus particulièrement sur la manière de produire la nourriture dans les Prairies.

En 1999, la SCA a entrepris de commanditer le programme pendant deux ans, par la mise sur pied d'un stage d'été à l'intention des enseignants. Résultat d'un partenariat entre la SCA, l'Agriculture dans la classe – Manitoba et l'université du Manitoba, le stage se composera de visites d'exploitations agricoles au cours de l'été 2000.

« C'est avec enthousiasme que nous aidons les enfants au moyen de programmes tels que l'Agriculture dans la classe », déclare Lucie Durand, adjointe au bureau de la SCA situé à Stonewall.

« Après tout, ces enfants sont la prochaine génération de producteurs! »

Plein les y « œufs » – La SCA prélève des fonds pour la banque alimentaire de Regina

En décembre 1999, les employés du siège social de la SCA ont participé à CANSTRUCTION, un événement-bénéfice communautaire organisé pour prélever des fonds pour la banque alimentaire de Regina et des environs. Les participants devaient construire des structures avec pour tout matériau des aliments en conserve et en boîte. La SCA et ses partenaires communautaires ont construit une structure en forme d'œuf à partir de boîtes de conserve de poulet. Au total, l'événement a permis de recueillir près de 40 000 dollars pour la banque alimentaire.

Un événement « superbe »

Chaque mois, Moisson Québec, banque d'alimentation de Québec et ses environs, procure de la nourriture et des biens divers à environ 25 000 personnes. Rien qu'en 1998, l'organisme a distribué plus de 1,7 million de kilos de marchandises à 150 groupes communautaires locaux.

Au moyen d'un événement annuel bien particulier, la banque d'alimentation essaie de sensibiliser le public au problème de la pauvreté et de la faim. Cet événement, c'est La Soupe populaire Moisson Québec qui se tient au marché public de Sainte-Foy. Pour un dollar, le public peut acheter un bol de soupe, et les fonds amassés sont remis à Moisson Québec.

Au cours de l'événement qui s'est tenu en septembre, les employés de la SCA du bureau de Sainte-Foy se sont relayés pour servir de la soupe préparée par le restaurant Loews Le Concorde à l'aide des légumes donnés par les producteurs du marché public. De plus, la SCA a fait un don de 5 000 dollars.



La voie de la guérison

À l'Île-du-Prince-Édouard, la collectivité vient en aide à une femme blessée

Le matin du 4 octobre 1999, après seulement quelques jours de travail sur une exploitation de pommes de terre, Lisa Getson de Kildare Capes, à l'Île-du-Prince-Édouard est victime d'un accident tragique. Elle est happée par une arracheuse qui lui mutile le bras droit et la hanche.

Agée de 24 ans à l'époque, Lisa est transportée à un hôpital de Charlottetown où elle subit plusieurs opérations à la jambe. Elle est ensuite transférée à un hôpital de Halifax où les docteurs commencent à s'occuper de son bras mutilé. Il en résulte une amputation au-dessous du coude. Lisa rentre chez elle le 16 novembre.

Pendant le rétablissement de Lisa, l'histoire du combat qu'elle mène fait rapidement le tour de l'île. Marilyn Affleck, coordonnatrice de la santé et de la sécurité agricoles à la fédération de l'agriculture de l'Î.-P.-É., parle de la situation de Lisa à la SCA. En réponse, le personnel du Canada atlantique fait un don de 1 000 dollars pour aider la jeune femme à payer ses futurs frais médicaux.

« Il y avait fort à parier que Lisa aurait besoin sous peu de thérapie et de réadaptation, ce qui l'obligerait à voyager », indique Annette Deveau, analyste en marketing à Moncton. « Nous espérons aussi que notre don l'aiderait à se procurer une prothèse. »

Annette estime toutefois que le soutien de la SCA ne doit pas s'arrêter à un don d'argent. Elle entreprend donc des démarches auprès de Sylbert Rayner, représentant de l'Î.-P.-É. et membre du conseil d'administration du Conseil national des agriculteurs handicapés. Sylbert est également agriculteur dans le West Devon et a perdu son bras droit il y a cinq ans dans un accident agricole similaire à celui de Lisa. Plein d'enthousiasme, il se dit prêt à lui offrir son soutien moral et à l'encourager.

Lisa estime que la SCA lui a fait un don remarquable. « C'est fantastique de penser qu'il y a des gens, comme le personnel de la SCA, qui se soucient des personnes dans ma situation et veulent leur venir en aide », s'émerveille-t-elle.



Le personnel de la SCA à Walkerton, en Ontario, prend le volant dans le cadre d'un événement-bénéfice.

La Grande course des p'tits tracteurs


Un grand succès!

Des mini-tracteurs qui filent à toute allure! En Ontario pour une deuxième année...

La Grande course des p'tits tracteurs, événement-bénéfice conçu par la SCA, a eu lieu, à l'occasion du Concours international de labourage, près de Dashwood, en Ontario. Cette année, treize équipes, dont la SCA et deux organismes de bienfaisance, se sont disputé la première place.

Au volant d'un mini-tracteur, chaque équipe devait tirer à toute vitesse, sur une piste de pelouse, des pommes de terre qui avaient été chargées et déchargées à l'aide d'une main seulement. Un trophée a été remis à l'équipe la plus rapide, à celle qui arborait le meilleur costume et à l'équipe la plus comique.

« Tous les participants ont eu du plaisir et, par-dessus tout, l'événement a permis de recueillir 10 000 dollars au profit de deux organismes de bienfaisance locaux : Phoenix of Huron et Rural Response for Healthy Children », raconte Corlette Elder, conseillère en financement à Walkerton.



Michael Schell, stagiaire d'Avantage Carrière, s'est vu offrir un poste à la SCA.

La SCA et Avantage Carrière aident de jeunes adultes à lancer leur carrière

Depuis quelques années, l'enthousiasme et le talent des jeunes stagiaires d'Avantage Carrière profitent aux bureaux de la SCA de tout le pays. En effet, la SCA est l'une des sociétés d'accueil d'Avantage Carrière, organisme national sans but lucratif qui s'efforce de fournir une expérience de travail à des jeunes Canadiens et Canadiennes qui sont au chômage ou sous-employés.

Entre 1998 et 2000, 39 stagiaires d'Avantage Carrière ont travaillé à la SCA pour y acquérir des compétences dans des domaines variés : relations-clients, marketing, administration et ressources humaines. À la fin de leur stage, les stagiaires avaient acquis une expérience de travail valable, et neuf d'entre eux se sont vu offrir un poste à la SCA.

« Avantage Carrière m'a donné un fameux coup de pouce pour lancer ma carrière », affirme Michael Schell qui est maintenant commis administratif au siège social de la SCA à Regina. « J'ai beaucoup appris des gens avec qui j'ai travaillé. »

L'organisme Avantage Carrière est l'un des moteurs du Programme de stages pour jeunes dans le secteur public fédéral.

Fêtons nos quarante ans au service de l'agriculture

Un hommage à l'agriculture

En octobre 1999, la SCA et 23 partenaires de la collectivité ont dévoilé une murale de 37,1 m sur 6,1 m (104 pi sur 20 pi) intitulée Hommages à l'agriculture. Cette murale vise à souligner le nouveau millénaire et à marquer le quarantième anniversaire de la SCA. Elle fait l'angle de l'immeuble qui abrite le magasin à rayons Army & Navy, au centre-ville de Regina.

Germán Jaramillo-Mckenzie, artiste saskatchewanais à qui la murale a été commandée, a voulu immortaliser le passé, le présent et l'avenir de l'agriculture, ainsi que la vaste gamme des activités agricoles au Canada.

« La Société du crédit agricole, nos partenaires d'entreprise et de la collectivité de Regina et M. Jaramillo-Mckenzie ont uni leurs efforts pour broser un tableau durable de l'agriculture canadienne. Il s'agit là d'un bel exemple d'effort communautaire », a affirmé John J. Ryan, président-directeur général de la SCA, à l'occasion du dévoilement.

Murale du millénaire de la SCA, à Regina, peinte par l'artiste Germán Jaramillo-Mckenzie.



L'agriculture... ce que nous faisons depuis toujours.

40 ans au service de l'agriculture canadienne

En 1927, la Société du crédit agricole offrait un seul produit à son client, l'intérêt unique. Aujourd'hui, elle offre une gamme complète d'options financières adaptées aux besoins de ses clients clients. La Société du crédit agricole a 40 ans.

En 40 ans, la Société du crédit agricole a beaucoup accompli. Elle a aidé les agriculteurs à améliorer leur production, à augmenter leur revenu, à accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins. Elle a aidé les agriculteurs à accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins. Elle a aidé les agriculteurs à accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins. Elle a aidé les agriculteurs à accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins.

Voici quelques faits saillants de l'évolution de la SCA de 1959 à aujourd'hui :

1927 – La Commission du prêt agricole canadien (CPAC) est établie pour offrir aux agriculteurs du crédit hypothécaire à long terme.

1942 – La Loi sur les terres destinées aux anciens combattants est adoptée afin d'aider les anciens combattants de la Deuxième guerre mondiale à s'adonner à l'agriculture. Cette loi constituait à l'époque la plus importante source de crédit agricole.

1959 – La Loi sur le crédit agricole est adoptée, instituant une nouvelle société d'État, la Société du crédit agricole. Le taux d'intérêt statutaire de la SCA est fixé à 5 p. 100 et elle gère un capital de 8 millions de dollars.

« Ce projet de loi est un des plus importants qui aient été présentés par le gouvernement canadien pour le mieux-être de l'agriculture (...) » (D. S. Harkness, ministre de l'Agriculture, extrait de son discours de présentation de la Loi sur le crédit agricole.)

1962 – Dirigée par son premier président, le brigadier T.J. Rutherford (de 1959 à 1962), la Société commence à acquérir une réputation pour la qualité de son service à la clientèle et l'expertise



AGRICULTURE



SCA • 1959-1999 • FCC

agricole de son personnel. Les employés de la SCA suivent des cours intensifs pour les former en gestion agricole, en conseils financiers préalables à l'emprunt et en techniques de surveillance des prêts à risque élevé afin d'améliorer les services consultatifs offerts aux emprunteurs. Les agriculteurs reçoivent des conseils quant à l'achat d'équipement et de bétail, et à la planification et au fonctionnement d'une exploitation agricole.

« La politique de prêt et la méthode du revenu ne sont pas des règlements inflexibles que vous devez appliquer sans discernement; ce sont plutôt des guides qui vous aideront à prendre vos décisions. Elles ne remplaceront jamais le bon sens, l'expérience et le bon jugement de l'évaluateur ou du conseiller en crédit agricole. » (le brigadier T.J. Rutherford)

- suite à la page 37

AGRICULTURE



SCA • 1959-1999 • FCC

« La raison pour laquelle nous sommes restés à la SCA pendant toutes ces années, c'est la souplesse. De plus, le personnel connaît bien l'agriculture et se soucie d'établir une relation à long terme avec le client. »

40^e anniversaire Portrait de famille

Une tradition d'expertise et une bonne connaissance de l'agriculture

La famille Compton, de Bangor (Île-du-Prince-Édouard), fait affaire avec la Société du crédit agricole depuis trois générations qui ont été marquées par l'expansion et la croissance de son exploitation de pommes de terre.

En 1957, Benjamin Compton se lance en agriculture avec son fils Henry. Peu après, il contracte un emprunt de 2 500 dollars auprès de la SCA pour acheter le fonds de terre original de 150 acres. En 1963, Henry construit une maison pour son père et finance les travaux par un emprunt de 5 000 dollars à la SCA. Deux ans plus tard, Ralph, autre fils de Benjamin, se joint à l'exploitation mixte qui devient ainsi un partenariat triangulaire. En 1965, Benjamin et ses fils construisent un entrepôt de pommes de terre sur leur exploitation. En 1971, un troisième fils de Benjamin, John, se joint à l'exploitation familiale.

De nos jours, c'est la troisième génération de Compton qui dirige la Compton Bros. Inc. : Grant et Stephen, fils de John, et Donald, fils d'Henry. L'exploitation agricole compte 650 acres de pommes de terre en rotation triennale, 650 acres d'orge et 650 acres de cultures fourragères. Ils emploient 17 personnes pour faire l'emballage des pommes de terre de table, sous l'étiquette Island Traditions. Ils se chargent également d'emballer les pommes de terre de certains agriculteurs des environs.

« La raison pour laquelle nous sommes restés à la SCA pendant toutes ces années, c'est la souplesse. Pendant les années de vaches maigres, la SCA se montre plus souple que les banques. De plus, le personnel connaît bien l'agriculture et se soucie d'établir une relation à long terme avec le client », déclare Grant Compton.

En quatre décennies, trois générations de Compton ont su faire prospérer leur exploitation de pommes de terre avec l'aide de la SCA :

(de gauche à droite) Grant, Henry, Donald et Stephen Compton.





Depuis 1959, la famille Herrmann de Newbrook, en Alberta, prend de l'expansion avec la SCA : (de gauche à droite) Ronald, Leland, Ilke, Kim, Regan et Tyson.

40^e anniversaire Portrait de famille

Un héritage de confiance et de loyauté

Il y a quarante ans, peu après que la Société du crédit agricole ait ouvert ses portes, Carl et Emma Herrmann contractent un emprunt pour établir une ferme à 105 km au nord-est d'Edmonton, près de Newbrook, en Alberta.

Quatre ans plus tard, en 1963, Ronald, le fils cadet de Carl, et son épouse Ilke présentent une demande de prêt hypothécaire à la SCA afin d'acheter le reste des biens-fonds des Herrmann, soit quatre quarts de section. Le jeune couple emprunte également des fonds de la SCA pour construire un parc d'engraissement qui leur permettra d'accroître leur exploitation porcine. À l'époque, le prêt maximum consenti par la SCA était de 20 000 dollars. Ronald et Ilke empruntent donc le maximum, au taux fixe de 5 p. 100.

« Tous les membres de notre famille trouvent que l'agriculture est un mode de vie stimulant. Il nous permet de mettre nos idées en pratique en espérant qu'elles fonctionnent. En gros, ce que nous aimons de l'agriculture, c'est que nous travaillons pour nous-mêmes et que nous mettons nos bonnes idées à profit. »

Le nouveau bâtiment leur permet d'agrandir leur cheptel porcin et, du coup, d'améliorer les mouvements de trésorerie de leur exploitation mixte (bœuf et porc). « À la SCA, les choses étaient moins compliquées et nous pouvions obtenir un terme plus long. De plus, le personnel s'y connaissait en agriculture et comprenait bien nos besoins », affirme Ilke.

Aujourd'hui, quarante ans plus tard, les Herrmann gèrent, avec succès, un parc d'engraissement de bovins (vaches et veaux). Regan, le fils de Ronald et d'Ilke, et son épouse Kim font partie de l'exploitation familiale et espèrent un jour en prendre la relève. Également clients de la SCA, Regan et Kim obtiennent leur premier emprunt en 1988 pour acheter deux quarts de section. Un de ces quarts de section est celui que les grands-parents de Regan avaient acheté grâce à un prêt de la SCA.

« Tous les membres de notre famille trouvent que l'agriculture est un mode de vie stimulant. Il nous permet de mettre nos idées en pratique en espérant qu'elles fonctionnent. En gros, ce que nous aimons de l'agriculture, c'est que nous travaillons pour nous-mêmes et que nous mettons nos bonnes idées à profit. »



– Faits saillants suite de la page 33

1963 – George Owen (de 1963 à 1974) est nommé président et poursuit les efforts de M. Rutherford pour faire de la SCA un instrument servant au succès de l'agriculture canadienne. Le mandat de M. Owen, premier président bilingue de la SCA, coïncide avec une période de transformations importantes pour la Société, en commençant par les premières modifications à la LCA. M. Owen lance l'idée des commissions d'appel pour permettre aux agriculteurs de faire réexaminer leur demande de prêt après un refus.

1965 – Avec l'essor de l'agriculture, la SCA commence à prêter à un plus large éventail de producteurs primaires, y compris ceux qui ont un revenu d'appoint ou une entreprise secondaire sur la ferme.

1968 – Une modification clé de la LCA abolit le taux d'intérêt statutaire de 5 p. 100 en vigueur depuis l'adoption de cette loi. Dorénavant, le taux est fixé selon une formule de taux du marché pour permettre à la Société de couvrir les coûts de ses emprunts.

1970 – Au début des années 70, on assiste à un affaissement des prix des terres et du revenu agricole net et à une hausse des taux d'intérêt. Pour venir en aide aux agriculteurs pendant cette période, la SCA demande d'autres modifications à la LCA. Les plafonds de prêts et le capital de la Société sont augmentés et l'âge minimum de 21 ans exigé pour emprunter est supprimé.

1976 – Baldur Kristjanson, le président de la Société de 1975 à 1977, institue un programme de prêts destinés aux personnes de moins de 35 ans qui veulent s'établir graduellement en agriculture.

1977 – Sous la direction de Rolland Poirier (de 1977 à 1981), d'autres modifications sont apportées à la Loi pour relever les plafonds de prêts, simplifier les opérations administratives de la Société et lui assurer une plus grande souplesse dans ses activités de crédit auprès des emprunteurs. En 1978, pour la première fois depuis sa création en 1959, la SCA enregistre un surplus d'exploitation.



1979 – L'année où la SCA célèbre son 20^e anniversaire, le revenu agricole net et la demande de financement sont à la hausse. L'encours des prêts à long terme se multiplie par huit entre 1962 et 1979, attestant au fait que, pour faire croître le secteur agricole, les agriculteurs ont besoin d'un meilleur accès à du capital de financement. Par ailleurs, le financement à court terme et à terme provisoire augmente considérablement. En 1979, un prêt moyen de la SCA est de 110 298 dollars, comparativement à 7 500 dollars en 1959.

1982 – Les années 80 apportent de nombreux défis aux agriculteurs en raison du fléchissement des prix de certaines denrées durement touchées par la sécheresse et l'instabilité des marchés d'exportation. Eiliv Anderson, président de la SCA de 1982 à 1987, présente des modifications à la LCA pour permettre à la Société d'emprunter des fonds sur les marchés financiers. Cette autorisation augmente le capital de base de la SCA et sa capacité d'offrir du financement aux agriculteurs.



SCA • 1959-1999 • FCC



1985 – La SCA joue un rôle clé en ce qui concerne l'offre de financement à taux fixe aux agriculteurs canadiens. On cherche à mettre sur pied des programmes de financement qui réduiraient la vulnérabilité des agriculteurs aux fluctuations des taux d'intérêt et à l'évolution de la conjoncture économique.

1989 – À la fin de la décennie, l'industrie agricole remonte la pente et progresse vers le rétablissement financier. Sous la direction de James J. Hewitt, président de 1987 à 1992, la SCA solidifie sa viabilité financière.

1992 – C. Gerald Penney (de 1992 à 1996) mène les efforts faits par la SCA pour offrir ses services à une industrie agricole en plein essor. La SCA déménage son siège social d'Ottawa à Regina.

1993 – La Loi sur la Société du crédit agricole, adoptée en 1993, donne à la SCA plus de souplesse lui permettant d'offrir des prêts destinés à des projets de diversification, des entreprises liées à l'agriculture qui appartiennent à des agriculteurs et des exploitations à plus grande échelle. La nouvelle Loi permet à la SCA d'établir des partenariats avec d'autres institutions financières et agricoles pour assurer un meilleur service à sa clientèle.

1994 – Au milieu des années 90, les alliances et les partenariats établis par la SCA avec d'autres agences gouvernementales, institutions financières et organismes agricoles lui donnent de nouvelles occasions d'augmenter son éventail de produits et services.

1997 – Un nouveau président-directeur général, John J. Ryan, est nommé. Sous sa direction, la SCA se donne une nouvelle vision, être le chef de file du financement agricole, ce qui mène à la création de programmes de financement personnalisés et au lancement de plusieurs nouvelles solutions innovatrices visant à répondre aux besoins particuliers des agriculteurs canadiens.

À l'aube d'un nouveau siècle

La SCA aborde le 21^e siècle avec la même vision qu'elle s'était donnée à ses débuts, il y a 40 ans : être entièrement vouée à l'agriculture. Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli, mais nous savons que nous ne devons pas nous asseoir sur nos lauriers. Nous devons ajouter à notre succès et aller de l'avant pour continuer à offrir les options financières que nos clients nous demandent et dont ils ont besoin. En dernière instance, le succès de la SCA dépend du succès de ses clients, des agriculteurs et des agri-entrepreneurs du Canada.



Compte rendu analytique

de la direction

Contexte d'exploitation

Accroître les connaissances. Cultiver les marchés. Exploiter la technologie. Récolter les résultats.

Ce sont là les nouvelles règles régissant l'agriculture au 21^e siècle, une époque à laquelle les fruits du savoir sont aussi importants que les produits de la terre.

Le marché agricole ne ressemble plus à celui qui existait quand la Société du crédit agricole a ouvert ses portes en 1959. Au cours des dernières décennies, le secteur agricole canadien est devenu une industrie complexe où les agriculteurs et les agri-entrepreneurs doivent non seulement être passionnés d'agriculture, mais avoir de l'expertise technique, une bonne maîtrise des marchés et la volonté d'affronter la concurrence.

Les nouvelles cultures, l'élevage de nouvelles espèces d'animaux, les percées technologiques et l'évolution des structures des entreprises ont transformé l'industrie. Des activités de diversification intensifiées et la croissance du secteur de l'agri-entreprise ont retracé les frontières de l'agriculture traditionnelle. Et nous avons tous senti le pouvoir exercé par le consommateur. Il exige la variété, la fraîcheur et la valeur nutritive et c'est cela qui stimule la croissance des marchés clés.

Voilà le contexte d'exploitation dans lequel sont plongés nos clients. Tous les jours, les agriculteurs et les agri-entrepreneurs sont appelés comme jamais auparavant à étendre leurs horizons pour y inclure, en plus de leur propre exploitation, le commerce international, les finances et les marchés des denrées. Ils s'attendent à ce que leurs partenaires financiers les aident à acquérir le savoir-faire et les connaissances nécessaires. C'est pourquoi la SCA travaille sans relâche pour suivre l'évolution des marchés agricoles, et pour être en harmonie avec l'industrie telle qu'elle est aujourd'hui et telle qu'elle sera demain. Voici certaines des grandes tendances qui ont façonné le contexte d'exploitation de nos clients en 1999-2000 :

Les agriculteurs ressentent l'influence des marchés internationaux

L'an dernier, nous avons tous appris à quel point les marchés internationaux des denrées ont une influence sur chaque exploitation agricole au Canada. Au moment où certains agriculteurs bénéficiaient d'une hausse des prix des denrées, d'autres enregistraient des revenus faibles en échange de leurs produits.

La croissance et l'optimisme sont demeurés solides dans de nombreux secteurs. En 1999, l'industrie horticole, qui enregistre des ventes annuelles de plus de 3,5 milliards de dollars, a continué de prendre de l'ampleur, et l'industrie canadienne du bœuf a réalisé des exportations sans précédent d'une valeur de 2,7 milliards de dollars. Les secteurs soumis à la gestion de l'offre, notamment ceux de la volaille et des produits laitiers, ont également profité de la stabilité des prix. Par contre, les producteurs de céréales se sont retrouvés dans le creux du cycle sur les marchés internationaux tandis que les producteurs de porc ont commencé à remonter la pente.

Le ralentissement de ces secteurs agricoles a capté l'attention des Canadiens; ils se sont rendu compte de l'importance de l'agriculture pour l'économie nationale et dans leur vie de tous les jours. L'industrie agroalimentaire représente 8,4 p. 100 du produit intérieur brut du Canada et fournit des emplois à deux millions de Canadiens.

La concrétisation de notre potentiel d'exportation

En 1999, les agriculteurs et les agri-entrepreneurs canadiens ont vendu pour 22 milliards de dollars de produits sur le marché international. Pour 2005, la cible fixée par le Conseil canadien de commercialisation des produits agroalimentaires (CCCPA) est de 40 milliards de dollars. L'atteinte de cette cible exigera un investissement considérable de capitaux. En fait, selon le CCCPA, nous devons doubler les investissements dans le secteur primaire et les tripler dans le secteur de la transformation pour atteindre cet objectif d'exportation.

La SCA entend travailler de concert avec les producteurs et d'autres intervenants des industries agricole et financière afin d'atteindre ce but.

L'impact de la démographie sur la ferme familiale

Les tendances démographiques qui se dessinent vont rendre le visage de l'agriculture méconnaissable. On prévoit que près de la moitié des fermes familiales au Canada auront changé de mains d'ici 10 ans. Les connaissances et les ambitions de la génération montante exerceront donc une influence directe sur l'avenir de l'agriculture au Canada.

Pour que le transfert de la ferme familiale se fasse en douceur, les agriculteurs canadiens demandent des options de financement et des services financiers qu'on ne leur offrait pas avant. Le défi est d'assurer un revenu de retraite suffisant à la génération sortante sans surcharger les nouveaux agriculteurs qui vont assumer la direction de l'exploitation familiale.

Le succès soutenu de la gamme de produits Coups d'pousse de la SCA prouve que nous avons trouvé une formule unique en son genre pour offrir aux jeunes agriculteurs les options financières nécessaires pour prendre la relève et même agrandir la ferme familiale.

La progression le long de la chaîne de valeur de l'industrie agricole

Les maillons de la chaîne de production agroalimentaire se sont resserrés et intégrés plus étroitement au cours de 1999-2000. Les fournisseurs, les producteurs et les transformateurs ont collaboré pour mettre en place une infrastructure, élargir la portée de leurs produits sur le marché et partager les risques et les profits. Cette tendance devrait se poursuivre pendant la prochaine décennie.

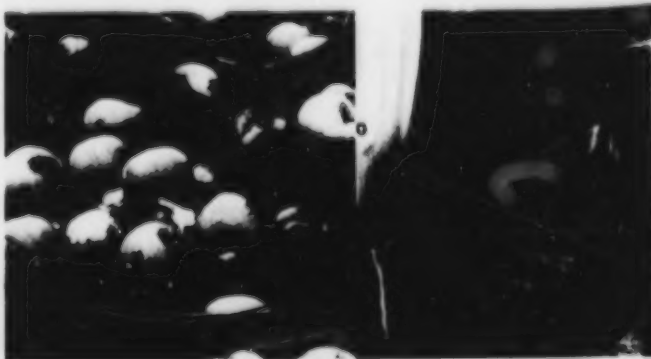
Alors que les agri-entreprises ont tendance à se regrouper à l'échelle internationale, de nouveaux marchés à créneaux s'ouvrent aux producteurs des collectivités rurales au Canada. De plus en plus de producteurs et d'entreprises forment des partenariats pour lancer des agri-entreprises axées sur les intrants et les extrants de la production primaire. Ces efforts se solderont par la création d'emplois et la croissance économique dans les collectivités rurales. Selon une étude d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le nombre d'emplois dans l'industrie alimentaire a augmenté de 14 p. 100 de 1986 à 1996 dans les régions rurales des Prairies.

Règle générale, les agri-entreprises requièrent de grandes quantités de fonds de démarrage. Pour répartir le risque et augmenter leur capital de base, de nombreux producteurs s'unissent pour lancer des coopératives, traditionnelles et de nouvelle génération, et former des alliances.

La SCA offre du financement aux agri-entrepreneurs depuis 1996. Par ailleurs, la SCA forme des partenariats et des alliances avec d'autres institutions financières et organismes agricoles pour accroître l'accès des agri-entreprises au capital et les aider à financer leur croissance.

Le financement de l'avenir

La mondialisation et l'évolution de la technologie ont eu un impact autant sur l'industrie des services financiers que sur l'agriculture. Les sociétés d'assurance, de fonds de placement et de crédit-bail, et les banques d'investissement font maintenant partie de cette industrie. Par ailleurs, les producteurs ont également accès à du financement auprès de concessionnaires d'équipement et de fournisseurs agricoles.



(19)

L'industrie financière étudie la possibilité d'offrir de nouveaux services, de former des partenariats et de mettre en place de nouveaux modes de prestation de services. Les Canadiens et Canadiennes ont maintenant la possibilité de négocier une hypothèque ou d'acheter des actions sur Internet. Au début de 2000, 57 p. 100 des Canadiens habitant en milieu rural étaient branchés sur Internet, comparativement à 34 p. 100 en 1998. Bientôt, la majorité des agriculteurs utiliseront Internet pour la recherche de services.

Quel en est l'impact sur les clients de la SCA? De plus en plus de producteurs primaires et d'agri-entrepreneurs voudront avoir accès à une variété d'options de financement adaptées à leurs besoins individuels. Ils exploreront plusieurs sources de financement, notamment les alliances de prêteurs, les fournisseurs de capital de risque ou l'offre d'actions. Une bonne partie des recherches seront faites sur Internet et ils pourront même y conclure des affaires.



La SCA ne cessera d'aller au devant des besoins de sa clientèle en ce qui a trait aux options de financement et aux modes de prestation de services. Dans certains cas, elle formera des alliances pour être le premier prêteur agricole à offrir de nouveaux services comme, par exemple, les services de crédit-bail qu'elle offre grâce à l'alliance conclue avec la CULEASE Financial Services. Ce faisant, la SCA n'en maintient pas moins son engagement à offrir des services en personne à ses clients habitant les collectivités rurales, par l'intermédiaire de son personnel réparti dans une centaine de bureaux en milieu rural.

Un contexte tout à fait nouveau

Aujourd'hui, les agriculteurs et les agri-entrepreneurs ont besoin de tous les outils à leur disposition pour prendre les décisions qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs. Un contexte de marché complexe exige des solutions complexes, y compris celles de financement.

Les employés de la SCA continueront à surveiller les innovations récentes et les nouvelles tendances de l'industrie agricole avec un seul but en tête : aider leurs clients à transformer leurs connaissances en succès commercial. La SCA attend avec impatience l'occasion d'offrir de nouvelles solutions de financement à sa clientèle actuelle pour l'aider à soutenir la concurrence sur le marché international et d'offrir ses services à la génération montante d'agri-entrepreneurs qui nous guideront pour affronter les défis du 21^e siècle.

Performance financière

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS

millions de dollars	2000	1999
Portefeuille de prêts	6 303,8	5 843,4
Taux de croissance du portefeuille	7,9 %	9,9 %
Prêts approuvés	1 611,6	1 617,4
Taux de renouvellement des prêts	94 %	96 %
Arrérages	35,1	31,8
Intérêts créditeurs nets	154,4	146,3
Marge d'intérêt nette	2,37 %	2,42 %
Frais d'administration	90,8	90,1
Bénéfice net	38,4	42,6
Ratio d'efficacité	56,8 %	57,7 %
Rendement des capitaux propres	6,3 %	7,5 %
Rendement de l'actif	0,60 %	0,72 %
Ratio de levier	9,5:1	9,3:1

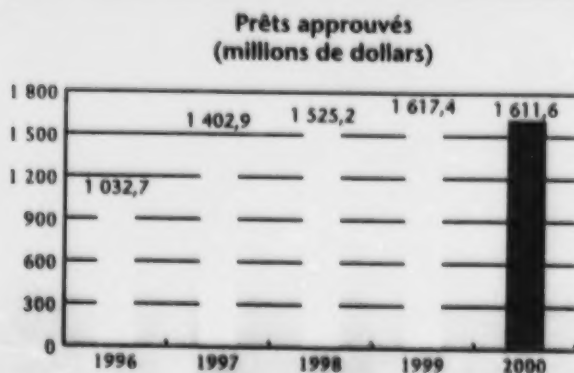
Faits saillants de 1999-2000

- L'exercice 1999-2000 marque sept exercices consécutifs de croissance du portefeuille de prêts, la valeur totale des prêts ayant augmenté de 460,4 millions de dollars ou de 7,9 p. 100.
- La marge d'intérêt nette de 2,37 p. 100 est légèrement inférieure à la marge de 2,42 p. 100 enregistrée l'exercice précédent.
- Les frais d'administration sont demeurés stables, passant de 90,1 millions de dollars au dernier exercice à 90,8 millions de dollars. Le ratio d'efficacité s'est amélioré par rapport à l'exercice antérieur pour passer de 57,7 p. 100 à 56,8 p. 100.
- Au 31 mars 2000, le bénéfice net avait baissé légèrement par rapport au dernier exercice, passant de 42,6 millions de dollars à 38,4 millions de dollars.
- Le rendement des capitaux propres est de 6,3 p. 100, une baisse comparativement à celui de 7,5 p. 100 affiché au dernier exercice.
- Le ratio de levier a augmenté légèrement par rapport à l'exercice précédent, passant de 9,3:1 à 9,5:1.

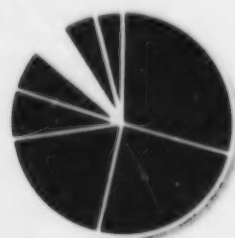
REPARTITION GÉOGRAPHIQUE - PORTEFEUILLE DE PRÊTS

	2000		1999	
	Nombre de prêts	Montant (millions de dollars)	Nombre de prêts	Montant (millions de dollars)
Colombie-Britannique	1 926	280,8 \$	1 877	250,1 \$
Alberta	10 265	978,0	9 327	860,6
Saskatchewan	24 205	1 286,1	23 620	1 250,4
Manitoba	7 539	587,5	7 895	549,9
Ontario	17 247	1 913,0	17 220	1 753,7
Québec	8 368	848,2	8 378	810,4
Nouveau-Brunswick	1 729	161,7	1 774	150,1
Nouvelle-Écosse	1 012	105,6	863	87,1
Île-du-Prince-Édouard	1 170	114,6	1 116	104,3
Terre-Neuve	225	28,3	241	26,8
National	73 686	6 303,8	72 311	5 843,4
Provision pour pertes sur créances		249,7		214,2
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	73 686	6 054,1 \$	72 311	5 629,2 \$

Au 31 mars 2000, le portefeuille de prêts de la Société comptait environ 43 700 clients et s'élevait à 6 303,8 millions de dollars, une hausse par rapport au portefeuille de prêts de 5 843,4 millions de dollars à la fin du dernier exercice. Il s'agit d'une croissance de 7,9 p. 100, comparativement à celle de 9,9 p. 100 enregistrée l'exercice précédent.



**Prêts consentis pendant
l'exercice par entreprise**



	Cultures commerciales 29 p. 100
	Lait 24 p. 100
	Bœuf 19 p. 100
	Valeur ajoutée 7 p. 100
	Porc 7 p. 100
	Volaille 5 p. 100
	Prod. spéc. trad. 4 p. 100
	Autres 5 p. 100

La catégorie Production spéciale traditionnelle comprend les prêts servant à l'apiculture, l'élevage d'animaux à fourrure et de chevaux, la production d'urine de jument gravidé, la lombriculture et l'aquaculture.

La catégorie Autres comprend les prêts servant à l'élevage d'orins, à l'acériculture, aux entreprises mixtes et aux autres sources de revenu.

Activités de prêt

Au cours de 1999-2000, le volume de prêts est demeuré stable, la Société ayant approuvé 14 201 demandes de prêt d'une valeur de 1,6 milliard de dollars, comparativement à 14 880 demandes de prêt en 1998-1999 d'une valeur de 1,6 milliard de dollars. Le prêt moyen est passé de 108 700 dollars en 1998-1999 à 113 500 dollars en 1999-2000.

Production primaire

La production primaire regroupe les activités agricoles de base, notamment les cultures commerciales, fruitières et légumières, l'élevage de bovins, de porcs, d'ovins, de volailles et d'autres animaux, ainsi que la production laitière.

Les prêts destinés à la production primaire continuent de représenter plus de 90 p. 100 du total des prêts approuvés. Les cinq entreprises principales de la production primaire sont les cultures commerciales, le lait, le bœuf, le porc et la volaille. Par rapport à l'exercice précédent, le volume de prêts consentis pour la production laitière et l'élevage de bovins a augmenté, tandis que le volume de prêts des trois autres a baissé.

En 1999-2000, 13 985 prêts d'une valeur totale de 1,5 milliard de dollars ont été consentis à la production primaire (10 747 prêts directs pour 1,3 milliard de dollars et 3 238 prêts d'alliance pour 190,6 millions de dollars), comparativement à 14 693 prêts d'une valeur totale de 1,5 milliard de dollars l'exercice précédent (11 676 prêts directs pour 1,3 milliard de dollars et 3 017 prêts d'alliance pour 174,1 millions de dollars).

Agri-entreprise

Le secteur de l'agri-entreprise comprend les exploitations qui produisent, transportent, entreposent, distribuent, transforment ou créent de la valeur ajoutée en amont ou en aval de la production primaire.

La tendance des producteurs canadiens à se diversifier dans la production à valeur ajoutée se poursuit et entraîne la croissance de plusieurs secteurs d'activité clés, y compris la transformation de la production laitière, fruitière et légumière, les cultures commerciales, la manutention et le transport du grain, l'approvisionnement de semences, d'aliments pour animaux et d'engrais, ainsi que de nouveaux secteurs comme les produits organiques et nutraceutiques. Pour répondre à la croissance du secteur de l'agri-entreprise et aux besoins changeants de ces clients, la Société a lancé l'an dernier de nouvelles solutions de financement conçues à leur intention.

En 1999-2000, la Société a consenti au secteur de l'agri-entreprise 216 prêts d'une valeur totale de 146,2 millions de dollars, comparativement à 187 prêts d'une valeur totale de 151,9 millions de dollars au

dernier exercice. Bien que le nombre de prêts aux agri-entreprises ait augmenté en 1999-2000, le montant moyen des prêts a baissé de 812 300 dollars en 1998-1999 à 676 900 dollars.

Alliances

Les alliances sont des relations établies entre la SCA et d'autres institutions agricoles ou financières afin de combiner l'expertise et d'élargir l'éventail des services offerts aux producteurs primaires et aux agri-entreprises.

En plus des partenariats qu'elle forme avec ses clients, la SCA entretient des alliances avec des concessionnaires d'équipement, des courtiers en bestiaux et des fournisseurs d'intrants, ainsi qu'avec des institutions financières, dans le but d'élargir l'éventail des services qu'elle offre à ses clients. Un nouveau partenariat avec la CULEASE Financial Services établi en février 2000 ajoute le crédit-bail à la gamme de produits.

Au cours de l'exercice, la SCA a consenti 3 238 prêts d'une valeur de 190,6 millions de dollars par l'entremise de ses alliances, comparativement à 3 017 prêts d'une valeur de 174,1 millions de dollars en 1998-1999. La majorité des prêts consentis par l'entremise des alliances étaient destinés à la production primaire.

Perspective 2001 : Certains secteurs de l'industrie agricole enregistreront de bons résultats, tandis que d'autres continueront à faire face à une baisse des prix des denrées et à une hausse des coûts. La Société adopte un optimisme prudent et prévoit un ralentissement de la croissance du portefeuille, ce qui déroge à la tendance des cinq dernières années.

Bénéfice net

Le bénéfice net de 38,4 millions de dollars enregistré pour l'exercice terminé le 31 mars 2000 est légèrement inférieur à celui de 42,6 millions de dollars enregistré en 1988-1999. Cet écart défavorable est largement attribuable à la hausse de la charge pour pertes sur créances, qui annule la hausse de l'ordre de 16,4 millions de dollars des intérêts créditeurs nets et des revenus nets tirés des loyers et des biens-fonds pour l'exercice.

Intérêts créditeurs nets et marge d'intérêt nette

Les intérêts créditeurs nets correspondent à l'écart entre les intérêts gagnés sur les éléments d'actif (par ex., prêts et garanties) et les intérêts débiteurs des emprunts. La marge d'intérêt nette représente les intérêts créditeurs nets exprimés en pourcentage de l'actif total moyen.

Les intérêts créditeurs nets ont connu une légère augmentation par rapport au dernier exercice, passant de 146,3 millions de dollars à 154,4 millions de dollars. Cette hausse est directement attribuable à la croissance de 460,4 millions de dollars du portefeuille au cours de l'exercice.

Au 31 mars 2000, la marge d'intérêt nette s'établissait à 2,37 p. 100 comparativement à 2,42 p. 100 l'exercice précédent. Cette baisse est largement attribuable à la hausse des soldes des prêts douteux.

INTÉRÊTS CRÉDITEURS NETS ET MARGE D'INTÉRÊT NETTE

(millions de dollars)	2000	1999
Intérêts créditeurs		
Prêts	470,2 \$	442,3 \$
Placements	25,3	25,9
	495,5	468,2
Intérêts débiteurs		
Dette à court terme	58,4	50,0
Dette à long terme	282,7	271,9
	341,1	321,9
Intérêts créditeurs nets	154,4 \$	146,3 \$
Actif total moyen	6 513,5	6 039,1
Marge d'intérêt nette	2,37 %	2,42 %
Variation annuelle des intérêts créditeurs nets en raison d'une :		
Augmentation du volume	14,2 \$	20,1 \$
(Diminution) des marges	(6,1)	(7,9)
	8,1 \$	12,2 \$

Charge pour pertes sur créances

La charge pour pertes sur créances est une charge imputée au bénéfice d'un montant nécessaire pour ramener la provision pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, selon la méthode expliquée à la note 2(c) des états financiers.

La charge pour pertes sur créances se chiffre à 52,7 millions de dollars en 1999-2000, comparativement à 33,2 millions de dollars pour 1998-1999. Le niveau atteint par la charge pour pertes sur créances au dernier exercice est en partie attribuable à l'augmentation des soldes des prêts douteux, de la taille du portefeuille, des radiations de prêt et de la proportion de prêts consentis à des secteurs en difficulté.

Perspective 2001 : On prévoit une croissance modérée des intérêts créditeurs nets en raison du ralentissement prévu de la croissance du portefeuille. Bien que les charges pour pertes sur créances devraient diminuer, il est possible que le fléchissement des prix de certains produits de base nuise à la capacité de remboursement des clients de ces secteurs.

Revenus nets tirés des loyers et des biens-fonds

Les revenus nets tirés des loyers et des biens-fonds comprennent les recettes générées par la location et la vente de biens-fonds, moins les charges d'exploitation et les intérêts débiteurs.

En 1999-2000, les revenus nets tirés des loyers et des biens-fonds s'établissent à 23,0 millions de dollars, comparativement à 14,7 millions de dollars en 1998-1999. Cette hausse des revenus résulte des ventes de biens-fonds à l'échéance des baux et reflète les sommes recouvrées sur les importantes dévaluations effectuées dans les années antérieures. En raison de l'échéance de 68 p. 100 des baux d'une durée de six ans d'Agri-immeubles au cours de l'exercice, 39,4 p. 100 des biens-fonds détenus au début de l'exercice ont maintenant été vendus.

La SCA poursuit son mandat de louer et, idéalement, de retourner un jour les biens-fonds qu'elle possède aux anciens propriétaires. À la fin de l'exercice, la Société avait vendu à des agriculteurs 248 772 acres évalués à 64,8 millions de dollars, comparativement à la vente en 1998-1999 de 123 855 acres d'une valeur totale de 32,7 millions de dollars.

Au 31 mars 2000, 55 p. 100 des biens-fonds détenus par la SCA étaient loués comparativement à 96 p. 100 en 1998-1999. Dans environ 99,6 p. 100 des cas, les locataires sont les anciens propriétaires.

BIENS-FONDS ADMINISTRÉS PAR AGRI-IMMEUBLES

Superficie totale en acres	2000	1999
Colombie-Britannique	433	433
Alberta	2 687	6 193
Saskatchewan	341 780	566 762
Manitoba	12 619	28 407
Ontario	1 116	1 957
Québec	1 354	—
Nouveau-Brunswick	—	—
Nouvelle-Écosse	295	302
Terre-Neuve	—	—
National	360 284	604 054

Perspective 2001 : La Société du crédit agricole prévoit vendre la majorité des biens-fonds qu'elle détient au cours des deux prochains exercices. Cet objectif est dicté par la volonté de la SCA de retourner les biens-fonds aux producteurs primaires à mesure que les baux à long terme arrivent à échéance.

Autres revenus

Les autres revenus sont composés principalement des honoraires d'évaluation, des frais d'administration d'assurance et d'autres frais de service.

En 1999-2000, les autres revenus ont totalisé 6,4 millions de dollars, soit une légère baisse par rapport à 7,1 millions de dollars l'exercice précédent.

Frais d'administration et ratio d'efficacité

Le ratio d'efficacité représente les frais d'administration exprimés en pourcentage du revenu avant comptabilisation des sommes recouvrées des biens-fonds et de la charge pour pertes sur créances.

FRAIS D'ADMINISTRATION ET RATIO D'EFFICACITÉ

(millions de dollars)	2000	1999
Frais de personnel	54,7 \$	54,8 \$
Frais de services professionnels	6,7	5,3
Perfectionnement et déplacements du personnel	8,6	8,1
Télécommunications	3,6	3,4
Installations et matériel	16,6	16,9
Autres	0,6	1,6
Total des frais d'administration	90,8 \$	90,1 \$
Ratio d'efficacité	56,8 %	57,7 %

Les frais d'administration se chiffrent à 90,8 millions de dollars, comparativement à 90,1 millions de dollars en 1998-1999. Pour évaluer son rendement à ce chapitre, la SCA a recours au ratio d'efficacité, qui représente les frais engagés pour gagner un dollar de revenu. Une baisse du ratio est signe d'une plus grande efficacité. Au 31 mars 2000, le ratio d'efficacité de la SCA s'établissait à 56,8 p. 100, soit une amélioration par rapport au ratio de 57,7 p. 100 de 1998-1999.

Perspective 2001 : La SCA continuera d'améliorer les options de financement et les modes de prestation de services qu'elle offre à ses clients tout en conservant un ratio d'efficacité de 57 p. 100. Cet objectif sera atteint par l'amélioration constante de ses processus et de son efficacité.

Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices représente l'impôt en vertu de la partie I et l'impôt sur le capital en vertu de la partie I.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

La charge fiscale se chiffrait à 1,9 million de dollars pour 1999-2000, une baisse par rapport à celle de l'exercice dernier de 2,2 millions de dollars.

Perspective 2001 : La SCA devra adopter des changements aux normes comptables servant à la constatation, à la présentation et à la divulgation des montants d'impôt. Ces changements entraîneront une augmentation de la charge fiscale de la Société dans les exercices à venir.

Principaux ratios financiers

Rendement des capitaux propres (RCP)

Le rendement des capitaux propres est le rapport entre le bénéfice net et l'avoir moyen.

La SCA gère le RCP de façon à réaliser un rendement adéquat en tenant compte des risques divers associés à ses activités et à sa mission. Au 31 mars 2000, le RCP était de 6,3 p. 100, comparativement à 7,5 p. 100 l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable principalement à l'augmentation de la charge pour pertes sur créances enregistrée par la Société.

Rendement de l'actif (RDA)

Le rendement de l'actif est le rapport entre le bénéfice net et l'actif total moyen.

Le rendement de l'actif se chiffrait à 0,60 p. 100 pour l'exercice, par rapport à 0,72 p. 100 l'exercice précédent. Cette baisse est le résultat d'une hausse de la charge pour pertes sur créances.

Ratio de levier

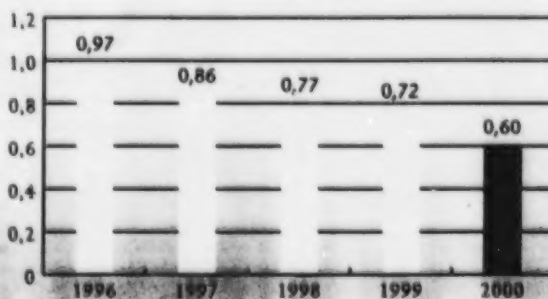
Le ratio de levier est le rapport entre la dette totale et l'avoir total.

Le ratio de levier s'établissait à 9,5:1 au 31 mars 2000, comparativement à 9,3:1 à la fin de l'exercice précédent. L'augmentation de la dette servant à soutenir la croissance du portefeuille de la SCA a dépassé l'augmentation modérée de l'avoir. Le ratio de levier de la Société reste bien en deçà du ratio de levier maximal de 12,0:1 prescrit par la loi.

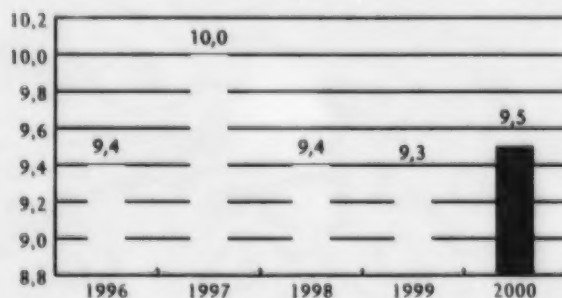
Rendement des capitaux propres (%)



Rendement de l'actif (%)



Ratio de levier (X:1)



Perspective 2001 : Le RCP et le RDA devraient augmenter légèrement en 2000-2001 reflétant la croissance du portefeuille et la diminution de la charge pour pertes sur créances. Le ratio de levier devrait enregistrer une légère augmentation à mesure que la croissance de l'avoir de la Société dépasse proportionnellement les emprunts nécessaires pour soutenir la croissance moins rapide prévue du portefeuille.

Gestion du risque

Les bonnes politiques et pratiques de gestion du risque adoptées par la SCA lui permettent de répondre de façon appropriée aux défis que présente son contexte d'exploitation. Au cours de l'exercice, un projet de gestion intégrée du risque a été mis sur pied pour faciliter la détermination, le suivi et l'évaluation des risques importants pouvant nuire à l'atteinte des objectifs de la Société. Ce projet servira de fondement aux politiques, aux processus et aux contrôles de gestion du risque pour donner aux clients et aux actionnaires de la SCA la meilleure valeur et les meilleurs résultats possibles.

Les activités d'une société de services financiers présentent d'importants risques, notamment ceux liés au crédit, aux taux d'intérêt et à la liquidité. La Gestion du risque, qui comprend la Gestion du portefeuille, est la principale responsable de la qualité du crédit. La gestion du risque de taux d'intérêt et de liquidité est du ressort de la Trésorerie, qui fait un rapport mensuel de la performance de la Société et du respect des directives de gestion du risque au Comité de gestion de l'actif et du passif (CGAP), présidé par le PDG, et un rapport trimestriel au Conseil d'administration. La Gestion du portefeuille fait aussi rapport tous les mois au CGAP au sujet des risques au portefeuille de prêts de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit est un risque de perte financière qui découle de l'inexécution d'obligations envers la Société.

Étant donné la pression exercée par le fléchissement sans précédent des prix des denrées dans les secteurs des céréales et des oléagineux, le niveau de risque associé à ces composantes importantes du portefeuille de la SCA est à la hausse. Par contre, on assiste à une hausse de la demande pour les services financiers de la SCA dans le secteur de la production à valeur ajoutée au fur et à mesure que les producteurs diversifient et agrandissent leur exploitation. Pour que la SCA puisse continuer à répondre aux besoins de l'industrie agricole dans les années à venir, elle doit s'assurer de disposer du

personnel, des politiques et de la technologie qu'il faut pour bien gérer le risque de crédit.

Pour perfectionner les compétences du personnel en détermination, gestion et atténuation du risque de crédit, la SCA a mis au point un programme d'accréditation pour tout le personnel qui génère, analyse et approuve des prêts. Les employés qui doivent approuver des demandes de prêts complexes et élevés ont reçu une formation plus poussée et un niveau d'accréditation correspondant par des experts externes en crédit commercial pour garantir l'adoption des meilleures pratiques de l'industrie.

Un examen complet et une mise à jour de la politique en matière de crédit ont eu lieu en 1999-2000. Cet examen a porté sur le cycle de vie d'un prêt, de l'approbation au remboursement en passant par la gestion du compte-client et il a permis d'établir, au besoin, des politiques de risque de crédit distinctes pour les prêts agricoles traditionnels et les prêts aux agri-entreprises.

La SCA continue de créer et de mettre en place des techniques à jour pour gérer le risque de crédit associé à son portefeuille. Le classement du risque, les modèles de gestion des concentrations et les pratiques de tarification du risque permettant à la SCA d'être correctement compensée pour le risque de crédit estimatif font partie intégrante du système de gestion du risque de crédit de la SCA. Le personnel de la Société s'est servi d'études économiques sur les tendances dans chaque secteur agricole et les prévisions des prix des denrées pour déterminer le risque associé au portefeuille. Par ailleurs, au cours de 1999-2000, la SCA a perfectionné ses techniques de modélisation quantitative servant à évaluer les pertes sur prêts, le

classement du risque et l'effet des tests de résistance sur la qualité du portefeuille.

De saines pratiques de gestion du risque de crédit ne sont qu'une variable de la performance du portefeuille de prêts. Le portefeuille est également assujéti à des influences externes comme les conditions météorologiques défavorables, l'évolution des prix des denrées et les modifications réglementaires. Au 31 mars 2000, le total des arrérages (le capital et les paiements d'intérêt en souffrance) se chiffrait à 35,1 millions de dollars. Bien qu'il s'agisse d'une augmentation par rapport à 31,8 millions de dollars l'an dernier, ce chiffre est beaucoup moins élevé que l'estimation de 70 millions de dollars prévue dans le plan d'entreprise. La croissance des arrérages a été concentrée dans les secteurs des céréales et des oléagineux dans les provinces des Prairies, où le personnel de la SCA a aidé ses clients à minimiser les difficultés de remboursement au moyen de calendriers de remboursement flexibles et de la restructuration de la dette. À l'échelle nationale, la capacité de remboursement des clients de la SCA est demeurée stable grâce aux résultats favorables de l'exercice précédent.

Perspective 2001 : La Société du crédit agricole continuera d'améliorer ses pratiques de gestion du risque afin de mieux gérer les risques à son portefeuille.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances est l'estimation, par la direction, des pertes probables auxquelles donnera lieu le portefeuille de prêts, en fonction de la conjoncture, comme le décrit la note 2(c) des états financiers.

Cette provision comprend :

- une composante spécifique, qui sert à établir la valeur la moins élevée entre l'investissement et la réalisation estimative des prêts douteux, et
- une composante générale relative aux prêts dont le caractère douteux n'a pas encore été établi avec certitude.

Au 31 mars 2000, la provision pour pertes sur créances s'établissait à 249,7 millions de dollars (spécifique : 52,2 millions de dollars, générale : 197,5 millions de dollars), une hausse de 35,6 millions de dollars ou de 16,6 p. 100 par rapport aux 214,2 millions de dollars (spécifique : 42,2 millions de dollars, générale : 172,0 millions de dollars) enregistrés l'exercice précédent. Cette hausse résulte de l'impact possible de la faiblesse persistante des prix des denrées dans les secteurs des céréales et des oléagineux sur la capacité de remboursement des clients de la SCA, de la hausse de 38,3 millions de dollars du volume des prêts douteux, ainsi que du niveau global de croissance du portefeuille.

ENCOURS DE CAPITAL ET ARRÉRAGES EN % DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ENTREPRISE

	2000		1999	
	Encours des prêts (millions de dollars)	Arrérages en % de l'encours des prêts	Encours des prêts (millions de dollars)	Arrérages en % de l'encours des prêts
Cultures commerciales	2 623,3 \$	0,8	2 533,7 \$	0,7
Lait	1 368,5	0,1	1 295,6	0,1
Bœuf	639,1	0,6	554,5	0,8
Porc	514,8	0,4	477,0	0,6
Volaille	350,6	0,1	329,8	0,1
Valeur ajoutée	268,3	0,6	191,1	0,5
Prod. spéc. trad.	237,2	1,0	205,5	0,7
Autres	302,0	0,7	256,2	0,7
National	6 303,8 \$	0,6	5 843,4 \$	0,5

Risque lié à l'environnement

Depuis dix ans, nous sommes de plus en plus conscients des problèmes liés à l'environnement, notamment les bonnes pratiques de gestion et d'élimination des déchets solides sur la ferme. À titre de société d'État et d'entreprise à conscience sociale, la SCA doit s'assurer que ses activités d'exploitation respectent l'esprit et l'objet des politiques environnementales du gouvernement fédéral, notamment le Plan vert adopté en 1990, en appuyant les pratiques agricoles durables et la protection de l'environnement.

S'assurer que tous les nouveaux prêts sur garantie immobilière consentis tiennent compte des risques à l'environnement, et les réduisent, demeure prioritaire pour la SCA. Avant d'être approuvées, toutes les nouvelles demandes de prêts hypothécaires doivent être accompagnées d'un formulaire d'évaluation environnementale dûment rempli.

Cadre de gestion des risques de marché

La Société du crédit agricole gère les risques auxquels elle s'expose sur le marché (risque d'intérêt et risque de change) en appliquant des limites établies en consultation avec le ministère fédéral des Finances et approuvées par le Conseil d'administration de la Société. Les politiques de gestion des risques de marché sont approuvées par le Comité de la gestion de l'actif et du passif (CGAP) et par le Conseil d'administration, et la Trésorerie est responsable de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion des risques de marché.

La Trésorerie gère les opérations à l'aide de politiques et de processus sains et de systèmes de base qui sont conformes aux meilleures pratiques de l'industrie et aux lignes directrices du ministère des Finances. Grâce à une gestion prudente et efficace, la Trésorerie obtient du financement pour la Société, afin de maintenir les liquidités, et gère les positions de risque sur le marché.

Risque de liquidité

Dans le cadre de ses activités de gestion des liquidités, la SCA mesure, prévoit et gère ses engagements de trésorerie. Son objectif est de maintenir des ressources liquides suffisantes pour répondre aux besoins des clients et pour couvrir les besoins d'exploitation. Pour gérer le risque de liquidité, la SCA maintient un portefeuille de

placements liquides (364,4 millions de dollars au 31 mars 2000) et a mis en place une base de financement stable et diversifiée qui lui permet de lever les fonds dont elle a besoin pour mener ses activités d'affaires sans interruption. La SCA a également mis en place des lignes de financement pour couvrir les éventualités.

Financement

La SCA recueille des fonds par le biais de divers programmes d'emprunt sur les marchés financiers canadiens et internationaux. Ses sources de financement à court, moyen et long terme comprennent :

- un programme de papier commercial canadien;
- un programme d'obligations à moyen et long terme canadien (OMT);
- un programme de papier euro-commercial, et
- un programme d'euro-obligations à moyen terme (EOMT).

Financement à court terme

Au 31 mars 2000, l'encours des emprunts à court terme s'élevait à 1,0 milliard de dollars, alors qu'il était de 1,1 milliard de dollars au 31 mars 1999. Cette baisse est attribuable au fait qu'en 2000, le portefeuille de liquidités s'appuyait sur une plus faible proportion d'emprunts à court terme.

Financement à moyen et long terme

Au cours de l'exercice 1999-2000, la SCA a effectué des emprunts à moyen et long terme pour une valeur totale de 1,1 milliard de dollars, par rapport à 1,5 milliard de dollars en 1998-1999. Cette baisse est attribuable au niveau moins élevé d'emprunts arrivant à échéance durant l'exercice. En 1999-2000, la SCA a émis 1,0 milliard de dollars d'obligations à moyen et long terme (OMT) sur le marché intérieur des obligations sous diverses formes, notamment des instruments au détail, institutionnels et structurés. La Société a aussi émis 100 millions de dollars d'obligations sur le marché des euro-obligations à moyen terme (EOMT), une baisse par rapport aux 250 millions de dollars émis en 1998-1999.

Les titres émis par la SCA constituent des obligations directes et inconditionnelles du gouvernement du Canada. À titre d'emprunteur public, la SCA jouit d'une cote de crédit AAA pour les titres libellés en dollars canadiens et d'une cote AA+ pour les titres libellés en devises.

Gestion de l'actif-passif

La SCA est exposée au risque de taux d'intérêt (RTI) qui découle de la non-concordance des dates d'échéance ou de retarification des éléments d'actif, de passif et hors-bilan. Les positions de risque qui en résultent font l'objet d'une gestion et d'un contrôle serrés afin d'éviter toute incidence négative sur les bénéfices et la valeur en capital de la SCA.

Afin d'éliminer le risque de change associé aux variations défavorables des devises, la SCA couvre tous ses emprunts en devises à l'émission.

La Trésorerie utilise des instruments dérivés, notamment des swaps et des options, pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change découlant de ses activités de financement. La Trésorerie applique la méthode de « dollars à risque » pour gérer le risque-crédit lié aux instruments dérivés. La situation des contreparties aux opérations dérivées et les positions de risque-crédit sont suivies, gérées et font l'objet de rapports réguliers au CGAP et au Conseil d'administration.

La SCA gère les positions RTI à l'aide d'un système de modélisation de l'actif-passif qui permet de simuler les variations des intérêts créditeurs nets et de la valeur marchande de l'avoir au portefeuille (VMAP) en fonction des variations de la courbe de rendement. Compte tenu de la position de risque de la SCA au 31 mars 2000, une diminution immédiate de 2 p. 100 des taux d'intérêt, quel que soit le terme, réduirait les intérêts créditeurs nets de 4,4 millions de dollars, ou de 2,7 p. 100, au cours des 12 prochains mois. Par contre, une diminution immédiate et soutenue de 2 p. 100 des taux d'intérêt aurait entraîné une hausse d'environ 25,4 millions de dollars de la VMAP au 31 mars 2000. Les écarts du RTI et de la VMAP sont tous les deux à l'intérieur des limites approuvées par le Conseil.

Perspective 2001 : La SCA continuera de financer la majeure partie de ses besoins en financement sur le marché canadien.

SENSIBILITÉ DU MARCHÉ

(millions de dollars)	Hausse de 2 %	Baisse de 2 %
Variabilité des intérêts créditeurs nets	4,6 \$	(4,4) \$
Variabilité de la valeur économique (VMAP)	(24,0) \$	25,4 \$

Continuité des affaires

Bien que les menaces à la continuité des affaires ne soient pas directement liées à la conjoncture économique et au contexte d'exploitation, la SCA se doit d'en tenir compte dans sa stratégie globale de gestion des risques.

L'an dernier, dans le cadre de son projet An 2000, la SCA a passé en revue ses activités de fonctionnement vitales afin d'évaluer l'impact possible d'une catastrophe et cerner les fonctions nécessaires pour régler la situation. La SCA a incorporé les procédures qui sont ressorties de cet exercice à son plan de continuité des affaires, lequel a été rigoureusement mis à l'essai par son personnel. Ce plan garantit que si une catastrophe ou un événement perturbateur se produit, les activités vitales de la Société continuent sans interruption importante du service à la clientèle, que les membres du personnel sont recensés et à l'abri, et que l'actif de la Société et de ses clients est protégé. Le plan de continuité des affaires de la SCA sera révisé régulièrement pour qu'il demeure actuel et applicable.

An 2000

En prévision du nouveau millénaire, la SCA a mis au point un plan d'action pour garantir une transition en douceur à l'an 2000. Les plans de continuité des affaires et d'exploitation de la SCA ont été mis en œuvre avec succès avant le 31 décembre 1999, sans interruption au service à la clientèle.

Bien que les systèmes de la Société fonctionnent bien depuis le début du nouveau millénaire, il est encore trop tôt pour conclure que toutes les questions liées à l'an 2000 pouvant toucher la Société et les autres intervenants de l'industrie ont été réglées.



Perspectives 2000-2001

Le revenu agricole global devrait demeurer stable pendant les années à venir. Cependant, la baisse ininterrompue des prix des céréales et des oléagineux qui est prévue réduira probablement l'effet net de la croissance modeste du total des recettes monétaires agricoles. Le revenu net réalisé des producteurs appartenant à ces secteurs suivra la même tendance.

En dépit des défis auxquels les producteurs et les agri-entrepreneurs doivent faire face dans certains secteurs, ils restent motivés et positionnés pour croître. En se préparant à affronter les défis à venir, ils devront aborder les questions clés suivantes : l'accès au capital, la capacité des prêteurs de comprendre et de reconnaître le potentiel de croissance du marché des produits agricoles et un environnement commercial international qui leur donne un accès équitable aux marchés étrangers.

En 2000-2001, la SCA ne cessera de créer des produits et services innovateurs qui satisfont et même dépassent les nouveaux besoins des producteurs et des agri-entrepreneurs. La Société tâchera également d'améliorer ses processus et d'augmenter son efficacité, ce qui lui permettra d'affecter des ressources et des fonds à l'amélioration des options de financement et de prestation de services offertes à sa clientèle.

La viabilité financière étant essentielle à la capacité de la SCA de soutenir à long terme sa clientèle et le milieu rural canadien, elle continuera de surveiller et d'évaluer les contextes agricole et financier, ainsi que sa propre performance. Pour 2000-2001, la SCA prévoit enregistrer un bénéfice net de 42,6 millions de dollars, soit une hausse de 4,2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette prévision est fondée principalement sur une hausse des intérêts créditeurs nets de 7,4 millions de dollars liée à la croissance du portefeuille, une baisse de la charge pour pertes sur créances de 12,5 millions de dollars, une hausse des autres revenus de 2,8 millions de dollars, le tout contrebalancé par une baisse des revenus tirés des loyers et des biens-fonds de 12 millions de dollars résultant du volume moins élevé des biens-fonds détenus et d'une hausse des frais d'administration de 6,2 millions de dollars. Les principaux facteurs qui joueront en faveur de la hausse du bénéfice net sont l'expertise agricole du personnel de la SCA, une culture d'entreprise axée principalement sur le service à la clientèle et le fait que la SCA soit entièrement vouée à l'industrie agricole canadienne.

Responsabilité de la direction relativement aux états financiers

Le Conseil d'administration de la Société du crédit agricole a examiné et approuvé les présents états financiers et le Rapport annuel, et la direction se porte garante de toute l'information qui y est donnée. Certains chiffres présentés dans les états financiers, comme la provision pour pertes sur créances et la valeur des propriétés acquises en règlement de prêts, sont nécessairement fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction.

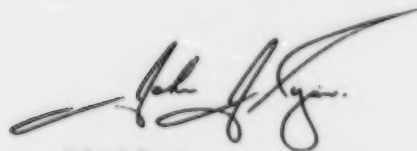
Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel concordent avec les renseignements contenus dans les états financiers.

La direction, dont la responsabilité est de veiller à l'intégrité et à l'objectivité des états financiers, maintient des systèmes et des pratiques de contrôle financier et de gestion conçus pour offrir un degré raisonnable de certitude que les opérations sont autorisées, que les biens sont protégés et que les documents comptables sont tenus selon les règles. Au système de contrôle interne s'ajoute un service de vérification interne, qui examine périodiquement les différents aspects de l'exploitation de la Société.

Le Conseil d'administration veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités de présentation de rapports financiers et de contrôle interne par le biais de son Comité de vérification. Ce comité est composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société. Le Comité de vérification se réunit régulièrement avec les membres de la direction, les vérificateurs internes et le vérificateur général du Canada. Enfin, les vérificateurs internes et externes ont libre accès au Comité de vérification.

La responsabilité de vérifier les opérations et les états financiers et de faire rapport incombe au vérificateur général du Canada, qui agit à titre indépendant.

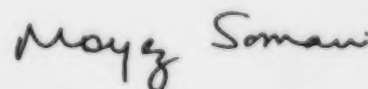
Le président-directeur général,



John J. Ryan

Regina, Canada
le 12 mai 2000

Le vice-président exécutif
et principal dirigeant financier,



Moyez Somani



Rapport du vérificateur

Au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire,

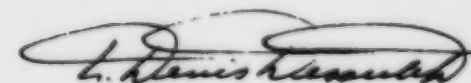
J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 2000 et les états des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques et ses règlements, à la Loi sur la Société du crédit agricole et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada,



L. Denis Desautels, FCA

Ottawa, Canada
Le 12 mai 2000

Bilan

AU 31 MARS

	2000	1999
	(milliers de dollars)	
ACTIF		
Encaisse et placements à court terme (note 3)	308 768 \$	245 797 \$
Débiteurs et autres éléments d'actif à recevoir	74 874	31 760
Placements à long terme (note 4)	55 557	102 713
Prêts (notes 5 et 6)	6 054 099	5 629 202
Biens-fonds acquis en règlement de prêts (note 7)	64 855	103 395
Matériel et améliorations locatives	12 554	12 194
	6 570 707 \$	6 125 061 \$
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer	23 349 \$	21 699 \$
Intérêts courus sur les emprunts	165 966	122 522
	189 315	144 221
Emprunts (note 8)		
Dette à court terme	1 040 139	1 120 318
Dette à long terme	4 700 734	4 237 171
	5 740 873	5 357 489
Autres éléments de passif et commissions reportées (note 9)	13 302	31 505
	5 943 490 \$	5 533 215 \$
AVOIR		
Capital (note 1)	507 725 \$	507 725 \$
Bénéfices non répartis	119 492	84 121
	627 217 \$	591 846 \$
	6 570 707 \$	6 125 061 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

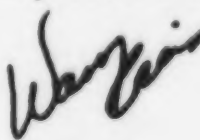
Approuvé :

Le président du Conseil,



Donald W. Black

Le président du Comité de vérification,



Warren Ellis

État des résultats et des bénéfices non répartis

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE 31 MARS

	2000	1999
	(milliers de dollars)	
INTÉRÊTS CRÉDITEURS		
Prêts	470 152 \$	442 331 \$
Placements	25 337	25 845
	495 489	468 176
Intérêts débiteurs	341 072	321 923
Intérêts créditeurs nets	154 417	146 253
Charge pour pertes sur créances (note 6)	52 743	33 220
Intérêts créditeurs nets après la charge pour pertes sur créances	101 674	113 033
REVENUS TIRÉS DES LOYERS ET DES BIENS-FONDS		
Loyers et autres revenus	29 785	23 013
Frais d'exploitation	1 994	2 452
Intérêts débiteurs	4 804	5 852
Revenus nets tirés des loyers et des biens-fonds	22 987	14 709
AUTRES REVENUS	6 415	7 176
BÉNÉFICE AVANT AUTRES FRAIS	131 076	134 918
AUTRES FRAIS		
Frais d'administration	90 779	90 130
Impôt sur les bénéfices (note 10)	1 926	2 229
Autres frais	92 705	92 359
BÉNÉFICE NET	38 371	42 559
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	84 121	41 562
Dividende (note 1)	(3 000)	-
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN DE L'EXERCICE	119 492 \$	84 121 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LE 31 MARS

2000

1999

(milliers de dollars)

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Bénéfice net	38 371 \$	42 559 \$
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Charge pour pertes sur créances	52 743	33 220
Variation des intérêts créditeurs courus	(30 864)	(10 948)
Variation des intérêts débiteurs courus	45 110	18 938
Autres	15 387	23 816
Encaisse provenant des activités d'exploitation	120 747	107 585

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Placements à long terme	45 734	44 948
Prêts décaissés	(1 579 700)	(1 509 900)
Prêts remboursés	1 095 652	995 459
Variation du portefeuille de biens-fonds	38 540	20 086
Autres	(16 032)	(1 523)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	(415 806)	(450 930)

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Dette à long terme remboursée au Canada	(236 194)	(436 250)
Dette à long terme sur les marchés financiers	1 109 989	1 520 504
Dette à long terme remboursée aux marchés financiers	(431 349)	(821 058)
Variation de la dette à court terme	(81 416)	182 095
Dividende payé	(3 000)	—
Variation des placements CSRN détenus	—	(93 754)
Encaisse provenant des activités de financement	358 030	351 537
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	62 971	8 192
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	245 797	237 605
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	308 768 \$	245 797 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Notes aux états financiers

1. La Société

(a) Pouvoirs et objectifs

La Société du crédit agricole (la Société) a été constituée en 1959 en vertu de la Loi sur le crédit agricole, afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Elle est une société d'État mandataire classée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le 2 avril 1993, la Loi sur la Société du crédit agricole entrait en vigueur en remplacement de la Loi sur le crédit agricole et de la Loi sur le crédit aux groupements agricoles qui étaient toutes deux abrogées. La Loi prévoit la prorogation de la Société du crédit agricole, l'emplacement de son siège social à Regina, en Saskatchewan, et l'élargissement de son mandat impliquant des pouvoirs plus étendus en matière de prêt et d'administration.

Le rôle de la Société consiste à mettre en valeur le secteur rural canadien en fournissant des services financiers spécialisés et personnalisés aux exploitations agricoles familiales et aux entreprises de ce secteur qui sont liées à l'agriculture. En outre, la Société exécute, selon le principe du recouvrement des coûts, certains programmes précis que lui confie le gouvernement canadien.

(b) Capital

Le capital de la Société est constitué des sommes reçues du gouvernement du Canada à cette fin, moins la réaffectation effectuée au 31 mars 1998 pour éliminer son déficit cumulatif.

Au 31 mars 2000, les versements de capital du gouvernement du Canada totalisaient 1 168 millions de dollars (1 168 millions de dollars en 1999). La limite statutaire pour la même période était de 1 175 millions de dollars (1 175 millions de dollars en 1999).

(c) Dividende

Le 26 mai 1999, le Conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende de 3 millions de dollars, qui a été versé le 30 septembre 1999 à l'actionnaire unique de la Société, le gouvernement du Canada.

(d) Limites d'emprunt

La Loi sur la Société du crédit agricole limite le total du passif réel et du passif éventuel de la Société à 12 fois son avoir. Cette limite peut toutefois être portée à 15 fois son avoir sur approbation préalable du gouverneur en conseil.

Au 31 mars 2000, le passif total de la Société représentait 9,5 fois son avoir de 627,2 millions de dollars (en 1999, 9,3 fois son avoir de 591,9 millions de dollars).

2. Principales conventions comptables

(a) Placements

Les placements comprennent deux postes inscrits au bilan : les placements à court terme et les placements à long terme. Les intérêts créditeurs, l'amortissement des primes et des escomptes ainsi que les dévaluations des placements selon la valeur du marché sont inscrits au poste des intérêts créditeurs sur placements. Les gains et les pertes résultant des ventes sont aussi inscrits à ce poste sauf s'il s'agit, tel qu'il est décrit ci-dessous, de placements à long terme acquis dans le but de saisir les occasions de financement qui se présentent à l'avance des besoins de liquidité.

Les placements à court terme, acquis principalement aux fins de liquidité, sont destinés à être conservés moins d'un an. Normalement comptabilisés au coût d'acquisition, les placements à court terme sont dévalués à la valeur du marché lorsque le cours subit une baisse importante.

Les placements à long terme sont des valeurs dont le terme initial est supérieur à un an. Ils sont acquis principalement pour gérer l'actif-passif et pour saisir les occasions de financement qui se présentent à l'avance des besoins de liquidités.

Les placements à long terme acquis aux fins de la gestion de l'actif-passif sont conservés jusqu'à leur échéance et comptabilisés au coût d'acquisition, lequel est ajusté pour l'amortissement des primes ou des escomptes pendant la durée du terme. Lorsque ces placements subissent une baisse de valeur qui n'est pas temporaire, leur valeur comptable est réduite en conséquence. Les gains et les pertes résultant de la vente de ces placements sont comptabilisés dans les résultats à titre d'intérêts créditeurs sur les placements.

Les placements à long terme acquis aux fins de la gestion des occasions de financement à l'avance des besoins de liquidités sont utilisés comme instruments de couverture contre les variations des futurs taux d'emprunt. Ces placements sont comptabilisés au coût d'acquisition, lequel est ajusté pour l'amortissement des primes ou des escomptes pendant la durée du terme. Lorsqu'ils subissent une baisse de valeur qui n'est pas temporaire, leur valeur comptable est réduite en conséquence. Pour permettre une estimation exacte du coût de financement, les gains et les pertes résultant de la vente de ces placements sont amortis selon la méthode linéaire et imputés au poste des intérêts débiteurs sur la durée des emprunts auxquels ils se rattachent.

(b) Prêts

Les prêts sont inscrits à leur valeur nette après déduction de la provision pour pertes sur créances.

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'existe pas de certitude raisonnable de percevoir un jour le montant total du capital et des intérêts. Par ailleurs, un prêt dont un versement est en souffrance depuis 90 jours est aussi classé dans cette catégorie, à moins qu'il ne comporte une garantie suffisante. Lorsqu'un prêt est spécifiquement classé dans cette catégorie, le montant comptabilisé est ramené à la valeur estimative de réalisation du prêt. Si la valeur estimative de réalisation change après la dépréciation initiale, la différence entraînera une augmentation ou une diminution de la charge pour pertes sur créances.

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice jusqu'à ce que le prêt soit spécifiquement classé dans la catégorie des prêts douteux. Tout versement effectué en remboursement d'un prêt douteux est porté au crédit de l'investissement comptabilisé pour ce prêt. Le prêt douteux est réinscrit comme prêt à intérêt comptabilisé lorsque toutes les pertes sur créances déjà comptabilisées pour le prêt sont renversées et qu'il existe une certitude raisonnable, de l'avis de la direction, de percevoir un jour le capital et les intérêts.

Les commissions sur prêts, qui sont perçues en compensation de modifications apportées à des accords de prêt particuliers, sont considérées comme faisant partie intégrante du rendement réalisé sur ces prêts. Ces sommes sont amorties à titre d'intérêts créditeurs sur la durée moyenne restante du terme des prêts.

(c) Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances représente la meilleure estimation faite par la direction des pertes sur le portefeuille de prêts dans le contexte de la conjoncture actuelle. La provision comprend une composante spécifique et une composante générale.

À partir d'un examen cas par cas, la composante spécifique est établie de manière à évaluer les prêts douteux au moindre de l'investissement comptabilisé et de la valeur de réalisation estimative de la garantie sous-jacente à ces prêts. La valeur de réalisation estimative représente la juste valeur de la garantie sous-jacente au prêt moins la dépense estimative en temps et en frais qu'occasionnera la réalisation de la garantie.

La composante générale, fondée sur une estimation prudente, est établie à l'égard des prêts pour lesquels on ne peut encore déterminer une provision spécifique. Pour déterminer la composante générale de la provision, la direction a conçu un modèle qui repose sur des pourcentages de pertes historiques et de migration du portefeuille et l'applique aux soldes de prêts à la fin de l'exercice regroupés en fonction du risque qu'ils présentent. À titre de prêteur à un seul secteur, la Société est particulièrement exposée aux tendances économiques défavorables et aux autres risques et incertitudes propres à certains secteurs et à certaines régions agricoles. La direction prend donc aussi en ligne de compte l'incidence de facteurs bien précis, comme les tendances de la valeur des terres, les tendances économiques, les programmes des gouvernements fédéral et provinciaux, les cours des denrées et les conditions climatiques. Il est parfois possible de déceler dès l'étape du décaissement si le prêt risque de devenir un prêt douteux.

La provision est augmentée des charges pour pertes sur créances et diminuée des dévaluations relatives aux biens-fonds acquis et des radiations nettes des sommes recouvrées sur les prêts.

La provision pour pertes sur créances est une estimation comptable basée sur les données historiques et sur l'évaluation de la conjoncture actuelle. Cependant, des événements peuvent avoir lieu qui rendent invalides les hypothèses sur lesquelles reposent l'estimation, ainsi les pertes réelles sur les prêts pourraient varier sensiblement par rapport à l'estimation de la direction.

(d) Biens-fonds acquis en règlement de prêts

Les biens-fonds, qu'ils soient détenus en vue de produire un revenu par le biais du crédit-bail ou qu'ils soient destinés à être vendus, sont initialement comptabilisés selon le moindre de l'investissement comptabilisé relativement au prêt dont la garantie a été réalisée et de la juste valeur de la garantie sous-jacente au prêt, estimée au moment de l'acquisition. La juste valeur de la garantie est la somme qui pourrait être réalisée par une vente dans un marché de pleine concurrence, compte tenu du temps estimatif requis pour réaliser la garantie, des coûts estimatifs de la réalisation et de tout montant devant légalement être versé à l'emprunteur.

Après leur acquisition, les biens-fonds loués en vue de produire un revenu sont comptabilisés selon la juste valeur qui leur a été attribuée au moment de l'acquisition et ne sont pas dévalués en fonction des baisses de la juste valeur estimative, à moins que ces baisses ne soient importantes et permanentes.

La valeur comptable des biens-fonds qui sont destinés à être vendus est ajustée chaque fois qu'une variation importante de la juste valeur estimative après leur acquisition le justifie.

Les revenus tirés des loyers et des biens-fonds sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les recouvrements liés à la vente des biens-fonds sont comptabilisés au moment où le titre de propriété passe à l'acheteur et forment une composante du poste « loyers et autres revenus ».

(e) Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût d'origine moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé en fonction de la vie utile estimative du matériel et des améliorations locatives selon les méthodes et les durées suivantes :

	Méthode	Durée
Matériel de bureau et ameublement	Amortissement dégressif	20 %/année
Matériel informatique et logiciels	Amortissement linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Amortissement linéaire	Durée du bail

(f) Conversion des devises

Les prêts et les emprunts en devises ainsi que les intérêts connexes sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les intérêts créditeurs et débiteurs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens selon la moyenne des taux de change de fin de mois qui ont eu cours pendant l'exercice. Les gains et les pertes de change qui découlent de la conversion des emprunts et des intérêts débiteurs en devises sont d'abord soustraits des gains et des pertes prévus aux contrats de change afférents, puis comptabilisés au poste des intérêts débiteurs.

(g) Dette à long terme

Les écarts entre les montants définitifs à rembourser (aux taux de change initiaux si la dette à long terme est libellée en devises) et les sommes réunies lors de l'émission de la dette sont amortis selon la méthode linéaire et imputés au poste des intérêts débiteurs sur toute la durée des obligations.

Les montants de règlement des intérêts des dettes liées à des valeurs et des indices boursiers sont estimés à l'aide de l'indice afférent à la date du bilan et compris dans les intérêts courus. Pendant l'exercice, les variations aux montants de règlement estimés sont imputées au poste des intérêts débiteurs.

(h) Instruments financiers dérivés

Afin de gérer les risques liés au change et aux taux d'intérêt, la Société utilise divers types d'instruments financiers dérivés tels les swaps de devises et de taux d'intérêt, les swaps liés à des valeurs et des indices boursiers, les accords de taux futurs et les options sur taux d'intérêt. Ces instruments comprennent tant les contrats utilisés aux fins de couverture que ceux qui servent à gérer la position actif-passif de la Société et qui modifient son profil global de taux d'intérêt. La Société n'utilise aucun instrument dérivé pour spéculer.

Contrats de change

Les montants à recevoir ou à payer aux termes de contrats de change sont présentés séparément des prêts ou des emprunts libellés en devises auxquels ils se rattachent et sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Toute somme en dollars canadiens à payer ou à recevoir aux termes de ces contrats a été soustraite des montants convertis déclarés. Le solde net est comptabilisé, selon le cas, au poste « débiteurs et autres éléments d'actif à recevoir » ou au poste « autres éléments de passif et commissions reportées ».

Les gains et les pertes découlant des contrats de change sont compris dans les résultats à titre d'intérêts débiteurs. Le coût de ces contrats est amorti selon la méthode linéaire pendant leur durée d'existence et l'amortissement fait partie du calcul des intérêts créditeurs ou débiteurs, selon le cas. Le solde non amorti est inscrit soit au poste « débiteurs et autres éléments d'actif à recevoir », soit au poste « autres éléments de passif et commissions reportées ».

Contrats de taux d'intérêt

Les versements périodiques relatifs aux contrats à terme et aux swaps sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les intérêts courus à recevoir et à payer étant compris dans le poste « débiteurs et autres éléments d'actif à recevoir » ou dans le poste « créditeurs et charges à payer » respectivement.

Une prime est versée à l'achat d'un contrat d'option. Lorsque l'option est exercée, la prime est amortie selon la méthode linéaire sur la durée d'existence de l'instrument sous-jacent et comptabilisée à titre d'ajustement aux intérêts débiteurs. Lorsque l'option n'est pas exercée, la prime est comptabilisée à titre d'ajustement aux intérêts débiteurs à la date d'expiration du contrat. Les gains découlant d'une option sur taux d'intérêt sont reportés et crédités aux intérêts débiteurs, pendant la durée de couverture des positions.

(i) Régime de retraite et autres prestations de retraite

Les employés cotisent au régime de pension régi par la Loi sur la pension de la fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. La Société verse des cotisations équivalentes à celles que les employés versent pour le service courant ou antérieur. Ces cotisations sont imputées à l'exercice durant lequel les services sont rendus et elles constituent l'engagement total de la Société au titre d'un régime de retraite.

À la retraite, les employés âgés de moins de 65 ans ont droit de conserver leur garantie d'assurance-vie de base. La Société comptabilise les primes au moment où elles sont engagées.

(j) Prestations de cessation d'emploi

Au moment de leur cessation d'emploi, les employés ont droit à des indemnités selon leurs modalités d'emploi. Le passif qui correspond à ces prestations est comptabilisé à mesure que les prestations s'accumulent au crédit des employés ou lorsqu'on peut déterminer le montant des règlements avec une certitude raisonnable.

(k) Impôt sur les bénéfices

La Société comptabilise l'impôt sur les bénéfices selon la méthode du report d'impôt. Les écarts cumulatifs entre l'impôt calculé selon cette méthode et l'impôt exigible immédiatement sont essentiellement des écarts temporaires, qui donnent lieu à des impôts reportés. À l'heure actuelle, la Société a droit à certaines économies d'impôts qui seront comptabilisées seulement lorsqu'elles se matérialiseront.

3. Encaisse et placements à court terme

Taux d'intérêt réel (%)		2000	1999
		(milliers de dollars)	
Encaisse		19 375 \$	2 606 \$
Placements à court terme	5,05 – 5,40	287 739	241 562
Intérêts courus		1 654	1 629
		308 768 \$	245 797 \$

Les placements à court terme sont des instruments arrivant à échéance dans moins d'un an, émis par :

– le gouvernement du Canada, ses organismes et ses sociétés d'État	47 890 \$	54 697 \$
– d'autres parties	239 849	186 865
	287 739 \$	241 562 \$

Les autres placements sont des instruments à court terme émis par les gouvernements provinciaux et des instruments à court terme émis par des établissements dont la cote de crédit est de R-1L ou supérieure. Au 31 mars 2000, le placement total le plus important dans le même établissement s'établissait à 43,6 millions de dollars (37,2 millions de dollars en 1999).

4. Placements à long terme

Taux d'intérêt réel (%)		2000	1999
		(milliers de dollars)	
Montants arrivant à échéance d'ici :			
1 à 5 ans	4,79	50 000 \$	94 215 \$
Primes et escomptes non amortis		4 314	7 029
Intérêts courus		1 243	1 469
		55 557 \$	102 713 \$

Les placements à long terme sont tous des obligations du gouvernement du Canada.

5. Prêts

	Taux d'intérêt stipulé (%)	2000	1999
(milliers de dollars)			
Montants de capital impayé garantis par :			
– des hypothèques	5,00 – 12,50	5 306 707 \$	4 967 502 \$
– des hypothèques mobilières	5,00 – 12,50	721 415	629 519
– des billets à ordre	5,00 – 12,50	25 087	29 424
		6 053 209	5 626 445
Intérêts et frais courus, nets des versements détenus		82 156	86 771
		6 135 365	5 713 216
Investissement comptabilisé pour les prêts douteux garantis par :			
– des hypothèques		156 170	119 743
– des hypothèques mobilières		11 377	9 279
– des billets à ordre		902	1 128
		168 449	130 150
Total des prêts		6 303 814	5 843 366
Moins : Provision pour pertes sur créances (note 6)		(249 715)	(214 164)
		6 054 099 \$	5 629 202 \$
Montants de capital (excluant les prêts douteux) arrivant à échéance d'ici :			
1 an		1 390 237 \$	1 234 532 \$
1 à 5 ans		4 038 768	3 814 871
plus de 5 ans		624 204	577 042
		6 053 209 \$	5 626 445 \$

La direction estime qu'au cours des trois prochains exercices, approximativement 8 p. 100 (approximativement 8 p. 100 en 1999) du capital impayé actuel sera remboursé annuellement avant la date d'échéance contractuelle.

Au 31 mars 2000, des prêts totalisant 2,4 millions de dollars (2,5 millions de dollars en 1999) étaient libellés en devises (\$US). Ces prêts sont entièrement échangés en dollars canadiens.

6. Provision pour pertes sur créances

	2000	1999
	(milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	214 164 \$	182 700 \$
Radiations, nettes des sommes recouvrées	(17 192)	(1 756)
Charge pour pertes sur créances	52 743	33 220
Solde à la fin de l'exercice	249 715 \$	214 164 \$
Provision spécifique	52 215 \$	42 164 \$
Provision générale	197 500	172 000
Solde à la fin de l'exercice	249 715 \$	214 164 \$

Au 31 mars 2000, l'investissement total comptabilisé pour les prêts faisant l'objet d'une provision spécifique totalisait 168,4 millions de dollars (130,2 millions de dollars en 1999). On a établi la provision générale à l'égard du reste de l'investissement de 6 135,4 millions de dollars (5 713,2 millions de dollars en 1999) effectué pour les prêts.

7. Biens-fonds acquis en règlement de prêts

	2000	1999
	(milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	103 395 \$	123 481 \$
Acquisitions	2 253	622
Ventes	(40 793)	(20 708)
Solde à la fin de l'exercice	64 855 \$	103 395 \$
Biens-fonds loués aux termes d'un contrat de crédit-bail, venant à échéance d'ici :		
1 an	32 115 \$	59 074 \$
1 à 2 ans	2 863	37 530
2 à 3 ans	1 107	1 882
3 à 4 ans	—	792
	36 085	99 278
Biens-fonds destinés à être vendus	28 770	4 117
	64 855 \$	103 395 \$

Les biens-fonds représentent les propriétés que la Société a acquises dans le cadre de l'administration des prêts.

Les baux à long terme sur des biens-fonds peuvent être reconduits à l'échéance de leur durée originale. Le tarif de location est modifié tous les ans.

La rubrique Biens-fonds destinés à être vendus comprend les biens-fonds qui, au 31 mars 2000, avaient fait l'objet d'une vente conditionnelle. La valeur comptabilisée de ces biens-fonds s'élève à 17,0 millions de dollars (6,1 millions de dollars en 1999).

	2000	1999
	(milliers de dollars)	
Loyers futurs prévus, aux tarifs actuels, à recevoir d'ici :		
1 an	1 904 \$	6 861 \$
1 à 5 ans	303	2 250
	2 207 \$	9 111 \$

8. Emprunts

La Société contracte des emprunts avec l'autorisation du ministre des Finances. Ceux-ci constituent des obligations directes pour la Société, de sorte qu'ils équivalent à des emprunts contractés au nom de Sa Majesté du chef du Canada et sont, à ce titre, pleinement garantis par le gouvernement du Canada.

(a) Dette à court terme

La dette à court terme est constituée de billets à ordre exigibles d'ici un an totalisant 1 040,1 millions de dollars (1 120,3 millions de dollars en 1999), dont le taux d'intérêt réel se situe entre 4,91 et 5,54 p. 100 (4,71 p. 100 à 5,20 p. 100 en 1999). Les montants libellés en devises ont été convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan.

Le 17 décembre 1999, la Société a conclu une entente avec un consortium de banques à charte canadiennes lui donnant accès à des fonds de 300 millions de dollars sous forme de crédit renouvelable. La dette constituée en vertu de l'entente de crédit n'est pas garantie. La date d'échéance de la facilité de crédit est le 14 décembre 2000, mais elle peut être renouvelée annuellement au gré de la Société. Au 31 mars 2000, aucun montant n'était impayé en vertu de cette entente.

(b) Dette à long terme

	Taux d'intérêt stipulé (%)	2000	1999
(milliers de dollars)			
Emprunts auprès du Canada, garantis par des billets à ordre	6,76 – 9,91	804 604 \$	1 040 798 \$
Emprunts sur les marchés financiers, garantis par des billets à ordre remboursables en :			
dollars canadiens	néant – 9,00	3 740 130	2 959 869
dollars néo-zélandais (100 000 000 \$)		–	80 504
Emprunts sur les marchés financiers, garantis par des billets à ordre remboursables en dollars canadiens, les versements d'intérêt étant liés à :			
l'indice boursier de Hong Kong	–	12 000	12 000
l'indice boursier des 100 meilleures sociétés européennes	–	56 000	56 000
l'indice boursier composé S&P 500	–	38 000	38 000
l'indice boursier des obligations gouvernementales DS Barra	–	50 000	50 000
		4 700 734 \$	4 237 171 \$

L'intérêt sur les emprunts liés à un indice boursier n'est pas payé périodiquement à l'acheteur, mais en une seule fois, au moment du règlement de l'emprunt. Le montant du paiement unique est déterminé par la variation de la valeur ou de l'indice boursier sous-jacent. Pour compenser le risque que présentent les paiements d'intérêt fondés sur un indice boursier, la Société a conclu des accords de swaps reposant sur des paiements périodiques calculés à un taux d'intérêt convenu.

Les paiements sur les emprunts effectués en devises ont été entièrement échangés en dollars canadiens.

Voici les échéances de la dette à long terme :

	2000	1999
	(milliers de dollars)	
Montants exigibles d'ici :		
1 an	1 279 186 \$	921 297 \$
1 à 2 ans	1 060 127	1 019 582
2 à 3 ans	779 771	594 673
3 à 4 ans	631 052	652 254
4 à 5 ans	421 036	479 511
plus de 5 ans	529 562	569 854
	4 700 734 \$	4 237 171 \$

La dette à long terme comprend des emprunts de 391,2 millions de dollars (391,2 millions de dollars en 1999) qui peuvent être prolongés au-delà de la date d'échéance originale, à la discrétion de la Société.

9. Autres éléments de passif et commissions reportées

	2000	1999
	(milliers de dollars)	
Font partie de ce poste :		
le fonds de placement Agri-immeubles	329 \$	1 960 \$
les acomptes versés sur les ventes de biens-fonds	4 577	1 281
la provision pour prestations de cessation d'emploi	3 990	6 010
les obligations aux termes des baux de location-acquisition	—	827
le coût net des swaps de devises	165	14 757
les commissions sur prêts reportées	4 241	6 670
	13 302 \$	31 505 \$

Dans le cadre de son programme de location-accumulation d'avoir, la Société peut louer les biens-fonds qu'elle a acquis en règlement de prêts à leurs anciens propriétaires (les locataires). En plus de payer leur loyer, les locataires accumulent des fonds pendant la durée du bail en versant des sommes supplémentaires au fonds de placement Agri-immeubles de la Société. Les sommes accumulées dans ce fonds portent intérêt au taux de 4 p. 100 (4 p. 100 en 1999). Si les locataires le désirent, ces sommes peuvent ensuite être portées en diminution du prix d'achat des biens-fonds détenus par la Société.

10. Impôt sur les bénéfices

Au 31 mars 2000, la Société disposait d'écarts temporaires totalisant environ 206 millions de dollars (232 millions de dollars en 1999) qu'elle peut porter en réduction des impôts futurs à payer. Ces montants, qui découlent principalement de l'écart entre la charge pour pertes sur créances imputée aux résultats et le montant déduit aux fins fiscales, n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

De plus, le report de perte prospectif aux fins d'impôt sur les bénéfices, qui n'a pas été comptabilisé dans les états financiers, se chiffre à 277 millions de dollars (277 millions de dollars en 1999). Il se compose de montants qui arriveront à échéance aux dates suivantes :

	(milliers de dollars)
31 mars 2001	111 000 \$
31 mars 2003	70 000
31 mars 2005	96 000
	277 000 \$

L'impôt sur les bénéfices auquel la Société est assujettie est constitué de l'impôt des sociétés en vertu de la partie I et de l'impôt sur le capital en vertu de la partie I.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'impôt de la partie I.3 s'applique aux sociétés dont le capital imposable est supérieur à 10 millions de dollars et a été diminué des surtaxes à payer en vertu de la partie I.

Depuis son retrait du programme du CSRN en 1999, la Société n'est plus assujettie aux dispositions de la partie VI de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les montants payés antérieurement en vertu des dispositions de la partie VI ont été portés en diminution de l'impôt à payer en vertu de la partie I du présent exercice.

11. Engagements et éventualités

(a) Engagements de location à long terme

Le tableau ci-dessous donne les versements minimums qui seront exigibles au cours des prochains exercices sur les contrats de location-exploitation de locaux, d'automobiles et de matériel informatique, dont la période initiale de non-résiliation est supérieure à un an :

	(milliers de dollars)
1 an et moins	6 903 \$
1 à 2 ans	5 350
2 à 3 ans	2 980
3 à 4 ans	1 758
4 à 5 ans	1 060
plus de 5 ans	952
	19 003 \$

(b) Autres engagements et éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société prend des engagements et conclut des contrats. Au 31 mars 2000, elle avait émis, au nom de ses clients, des garanties et des lettres de crédit pour un montant total ne dépassant pas 1,6 million de dollars (1,1 million de dollars en 1999). Dans l'éventualité où la Société serait forcée d'honorer ces engagements, elle pourrait exercer un recours contre les clients.

Au 31 mars 2000, les prêts aux agriculteurs et aux agri-entreprises approuvés, mais non décaissés, s'élevaient à 138,1 millions de dollars (185,6 millions de dollars en 1999). Ces prêts ont été consentis à un taux d'intérêt moyen de 8,79 p. 100 (7,68 p. 100 en 1999) et ne font pas partie du solde net des prêts tant qu'ils ne sont pas décaissés. Il est prévu que la majorité de ces prêts seront décaissés avant le 31 mai 2000.

12. Incertitudes liées à l'enjeu de l'an 2000

L'enjeu de l'an 2000 est lié au fait que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres, plutôt que quatre, pour représenter une année. Les systèmes qui utilisent des dates risquent donc d'interpréter les deux zéros (00) comme l'an 1900 ou une autre date, plutôt que l'an 2000. Des erreurs pourraient ainsi se produire lors du traitement de l'information datée de l'an 2000. De plus, des problèmes similaires pourraient survenir avec les systèmes qui utilisent certaines dates en 1999 pour représenter autre chose que des dates.

Même si le changement de date est maintenant derrière nous, il nous est impossible d'affirmer que tous les aspects du problème, y compris ceux liés aux efforts des clients, des fournisseurs et des tiers, ont été réglés et n'auront pas d'effet sur la Société. De plus, si les clients de la Société ne règlent pas les problèmes liés à l'an 2000 qui les touchent, il est possible qu'on assiste, dans les exercices à venir, à une augmentation des prêts douteux et de la charge pour pertes sur créances.

13. Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt et des taux de change (ceci aux fins de gestion des placements) et pour réduire ses coûts de financement. Elle a recours aux swaps de devises et de taux d'intérêt pour contrebalancer les risques de change sur les emprunts en devises et pour gérer les risques liés aux taux d'intérêt. Elle achète par ailleurs des options sur taux d'intérêt pour couvrir les options rattachées à ses prêts et réduire le risque qu'elle court en offrant des taux garantis.

Par risque de crédit, on entend le risque de perte financière que la Société essuierait si une contrepartie ne remplissait pas ses obligations envers elle. Le coût de remplacement correspond à la valeur du marché des contrats non entièrement exécutés de produits dérivés. Un coût de remplacement positif indique le risque de crédit des contreparties auquel la Société est exposée. Elle gère ce risque en ne transigeant qu'avec des établissements financiers ayant une cote de crédit élevée (Aa3 de Moody's ou AA- de S&P ou mieux) conformément aux lignes directrices émises par le ministre des Finances. De plus, les documents de l'ISDA (International Swaps and Derivatives Association, Inc.) prévoient des mesures de déclassement et contiennent des clauses de garantie pour réduire le risque de crédit présenté par les contreparties, de sorte que la Société ne s'attend pas, de la part de ces dernières, à un manquement grave à leurs obligations. Le montant théorique cumulatif le plus important souscrit auprès d'un établissement financier par contrat était, au 31 mars 2000, de 392,2 millions de dollars (493,4 millions de dollars en 1999), et le coût de remplacement cumulatif le plus élevé des contrats passés avec un établissement financier était, au 31 mars 2000, de 9,2 millions de dollars (3,2 millions de dollars en 1999).

Pour la période restante avant échéance, les instruments financiers dérivés comportant des sommes, en dollars canadiens, de capital contractuel (théorique) impayées au 31 mars 2000 étaient les suivants :

2000	Période restante avant échéance	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Coût de remplacement
(milliers de dollars)						
Contrats de taux d'intérêt :						
Contrats de swap						
À recevoir	À payer					
Taux variable	Taux fixe	90 000	\$ 209 000	\$ 7 900	\$ 306 900	\$ (3 706)
Taux fixe	Taux variable	322 200	176 000	80 000	578 200	(4 135)
Taux fixe	Taux fixe	20 000	40 000	—	60 000	4 194
Taux variable	Taux variable	—	—	857	857	20
Taux lié à un indice boursier	Taux variable	—	49 000	19 000	68 000	12 343
Taux lié à un indice boursier	Taux fixe	38 000	—	—	38 000	(1 822)
Taux lié à des obligations	Taux variable	50 000	—	—	50 000	(1 709)
Contrats de garantie de taux d'intérêt						
Options achetées		10 000	—	—	10 000	51
		530 200	474 000	107 757	1 111 957	5 236
Contrats de change :						
Crédit croisé						
À recevoir	À payer					
Taux fixe (\$CAN)	Taux fixe (\$US)	51 000	5 000	—	56 000	(674)
Taux fixe (\$CAN)	Taux variable (\$US)	—	2 250	—	2 250	(61)
Taux fixe (\$CAN)	Taux fixe (£)	29 860	—	—	29 860	36
Taux fixe (\$NZ)	Taux fixe (\$CAN)	—	—	—	—	—
		80 860	7 250	—	88 110	(699)
Total		611 060	\$ 481 250	\$ 107 757	\$ 1 200 067	\$ 4 537

1999 - Période restante avant échéance		Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Coût de remplacement
(milliers de dollars)						
Contrats de taux d'intérêt :						
Contrats de swap						
<i>À recevoir</i>	<i>À payer</i>					
Taux variable	Taux fixe	111 200 \$	284 000 \$	- \$	395 200 \$	(11 405) \$
Taux fixe	Taux variable	236 200	212 000	-	448 200	3 470
Taux fixe	Taux fixe	45 000	40 000	-	85 000	3 294
Taux variable	Taux variable	-	-	857	857	35
Taux lié à un indice boursier	Taux variable	-	49 000	19 000	68 000	592
Taux lié à un indice boursier	Taux fixe	-	38 000	-	38 000	(3 247)
Taux lié à des obligations	Taux variable	-	50 000	-	50 000	(321)
Contrats de garantie de taux d'intérêt		150 000	-	-	150 000	(5)
Options achetées		170 000	10 000	-	180 000	528
		712 400	683 000	19 857	1 415 257	(7 059)
Contrats de change :						
Crédit croisé						
<i>À recevoir</i>	<i>À payer</i>					
Taux fixe (\$CAN)	Taux fixe (\$US)	-	5 000	-	5 000	(161)
Taux fixe (\$CAN)	Taux variable (\$US)	-	2 250	-	2 250	(13)
Taux fixe (\$CAN)	Taux fixe (£)	-	-	-	-	-
Taux fixe (\$NZ)	Taux fixe (\$CAN)	95 000	-	-	95 000	(10 529)
		95 000	7 250	-	102 250	(10 703)
Total		807 400 \$	690 250 \$	19 857 \$	1 517 507 \$	(17 762) \$

Sont compris dans les instruments financiers dérivés, des swaps de taux d'intérêt et des contrats d'option de 391,2 millions de dollars (391,2 millions de dollars en 1999) qui peuvent être prolongés au-delà de leur date d'échéance originale.

14. Risques liés aux taux d'intérêt

La fluctuation des taux d'intérêt du marché a un effet direct sur les flux de trésorerie prévus des instruments financiers à taux variable et sur la juste valeur des instruments financiers à taux fixe.

Le tableau suivant présente la valeur comptable (y compris les intérêts courus ainsi que les primes et les escomptes non amortis) des instruments financiers de la Société selon la date la plus rapprochée de la retarification des taux contractuels ou de l'échéance. La date d'échéance des instruments financiers remboursables par amortissement des paiements de capital et d'intérêts est celle de l'expiration du terme.

Les prêts à taux variable sont liés au taux préférentiel de la banque et retarifés en fonction de la variation de ce taux.

Le rendement calculé des emprunts à long terme en devises est présenté net du coût des swaps de devises et d'intérêt.

2000 - Période restante avant retarification ou échéance	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable totale
(milliers de dollars)				
Placements à court terme	289 393 \$	-	-	289 393 \$
Rendement moyen	5,27 %	-	-	5,27 %
Placements à long terme	- \$	55 557	-	55 557 \$
Rendement moyen	-	4,79 %	-	4,79 %
Prêts (1)				
- Taux fixe	1 203 026 \$	3 153 728	536 886	4 893 640 \$
Rendement moyen	8,03 %	7,87 %	8,45 %	7,97 %
- Taux variable	206 080 \$	939 855	95 790	1 241 725 \$
Rendement moyen	7,90 %	8,08 %	8,12 %	8,05 %
Dette à court terme	1 046 337 \$	-	-	1 046 337 \$
Rendement moyen	5,16 %	-	-	5,16 %
Dette à long terme	1 322 891 \$	2 989 663	547 948	4 860 502 \$
Rendement moyen	5,65 %	5,98 %	5,74 %	5,86 %

1999 - Période restante avant retarification ou échéance	Moins de 1 an		1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable totale
	(milliers de dollars)				
Placements à court terme	243 191	\$	—	—	243 191 \$
Rendement moyen	4,99	%	—	—	4,99 %
Placements à long terme	—	\$	102 713	—	102 713 \$
Rendement moyen	—		4,87 %	—	4,87 %
Prêts (1)					
— Taux fixe	1 136 760	\$	3 389 891	561 309	5 087 960 \$
Rendement moyen	7,98	%	7,89 %	8,31 %	7,96 %
— Taux variable	116 811	\$	483 813	24 632	625 256 \$
Rendement moyen	7,84	%	7,82 %	7,92 %	7,82 %
Dette à court terme	1 127 753	\$	—	—	1 127 753 \$
Rendement moyen	4,96	%	—	—	4,96 %
Dette à long terme	946 568	\$	2 820 430	585 260	4 352 258 \$
Rendement moyen	6,10	%	6,01 %	6,44 %	6,09 %

Remarque : (1) Prêts douteux non compris.

15. Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant présente la juste valeur estimative des instruments financiers de la Société.

	2000		1999	
	Valeur comptable	Juste valeur estimative	Valeur comptable	Juste valeur estimative
(milliers de dollars)				
Actif				
Encaisse et placements à court terme	308 768 \$	308 768 \$	245 797 \$	245 797 \$
Débiteurs et autres éléments d'actif à recevoir	74 874	74 874	31 760	31 760
Placements à long terme	55 557	53 493	102 713	102 397
Prêts	6 054 099	6 025 248	5 629 202	5 721 720
Passif				
Créditeurs et charges à payer	23 349 \$	23 349 \$	21 699 \$	21 699 \$
Intérêts courus sur les emprunts	165 966	165 966	122 522	122 522
Dette à court terme	1 040 139	1 039 837	1 120 318	1 120 667
Dette à long terme	4 700 734	4 695 442	4 237 171	4 378 054

Les instruments financiers à court terme sont évalués à leur valeur comptable au bilan, ce qui correspond à une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de la période relativement courte qui reste avant l'échéance. Cette méthode d'évaluation s'applique à l'encaisse et aux placements à court terme, aux débiteurs et autres éléments d'actif à recevoir, aux créditeurs et charges à payer ainsi qu'aux intérêts courus sur les emprunts.

La juste valeur des placements à long terme repose sur les cours du marché.

Un grand nombre d'instruments financiers de la Société n'ont pas de valeur à la cote. Par conséquent, la juste valeur de certains de ces instruments a été établie à l'aide des techniques de valeur actualisée, de sorte qu'elle ne donne peut-être pas une indication exacte de leur coût de remplacement actuel. Les méthodes de calcul et les hypothèses suivantes ont été utilisées :

La juste valeur estimative de la dette à court terme et de la dette à long terme est obtenue après actualisation des flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt ayant cours sur le marché en fin d'exercice pour des termes correspondants.

La juste valeur estimative des prêts est le produit de l'actualisation des rentrées de fonds attendues (après ajustement pour les sommes qui peuvent être perçues avant la date d'échéance contractuelle) aux taux d'intérêt qui ont cours sur le marché. La provision pour pertes sur créances est évaluée à sa valeur comptable au bilan.

Remarque : Voir la note 13 pour la juste valeur (coût de remplacement) des instruments financiers dérivés.

16. Information sectorielle

La direction a déterminé que la Société œuvrait dans deux secteurs d'activité distincts, soit le financement agricole et la gestion de biens-fonds agricoles et ce, exclusivement au Canada. De plus amples renseignements sur les résultats d'exploitation dans ces deux secteurs d'activité sont présentés dans les états financiers de la Société.

17. Chiffres correspondants

On a reclassé certains chiffres correspondants de l'exercice 1999 afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2000.

Régie d'entreprise

Rapport sur le conseil d'administration

Gérance du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Société du crédit agricole (SCA) est chargé de surveiller les activités de gestion et d'affaires de la SCA afin de veiller aux meilleurs intérêts de la Société et aux intérêts à long terme du gouvernement du Canada, conformément aux dispositions de la Loi sur la Société du crédit agricole et de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Les membres du Conseil d'administration s'acquittent de leurs responsabilités directement et par l'entremise de comités, dont le rôle principal est de formuler des recommandations officielles qui sont ensuite examinées par l'ensemble du Conseil. Les comités du Conseil comprennent : le Comité de vérification, le Comité de régie d'entreprise et le Comité des ressources humaines. Le Conseil d'administration se réunit régulièrement afin d'examiner l'orientation stratégique, les opérations, les résultats financiers ainsi que les rapports des comités.

Responsabilités du Conseil d'administration

Le Conseil assume la responsabilité de gérance de la Société, notamment :

- il établit et approuve l'orientation stratégique et le plan d'entreprise, de même que les budgets d'investissement et de fonctionnement, en collaboration avec la haute direction;
- il veille à ce que les principaux risques d'entreprise soient déterminés et à ce que des systèmes appropriés soient en place pour les gérer;
- il s'assure qu'un plan de relève de la direction est en place, et
- il fait en sorte que les systèmes et les pratiques d'information répondent à ses besoins en termes d'intégrité.

Mesures qui nécessitent l'approbation du Conseil d'administration

Pour les membres de la direction et du Conseil, il va sans dire que toutes les transactions ou questions d'importance sont soumises à l'approbation du Conseil d'administration comme le veulent la

tradition à la Société et les pratiques reconnues du droit administratif. Les règlements administratifs qui régissent le Conseil stipulent que toutes les politiques importantes de la Société requièrent l'approbation du Conseil d'administration, notamment le Plan d'entreprise, le Plan stratégique, le Plan financier et le Plan d'emprunt. Le Conseil d'administration estime qu'il est bien informé des activités d'affaires de la SCA et que les questions d'importance sont portées à son attention pour qu'il les approuve.

Nomination d'un administrateur et renouvellement de mandat

Le gouverneur en conseil nomme le président du Conseil d'administration et le président-directeur général de la Société. La nomination de tous les autres administrateurs revient au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire qui doit ensuite la faire approuver par le gouverneur en conseil. Le mandat des administrateurs est renouvelable et peut atteindre jusqu'à trois ans. Les membres du Conseil d'administration de la SCA sont des producteurs primaires ou des gens d'affaires prospères qui viennent d'un milieu rural ou d'un petit centre urbain. Ils sont des chefs de file du secteur des services financiers ou de l'agroalimentaire.

Le Conseil d'administration a approuvé un profil de président et un profil d'administrateur, lesquels établissent les qualités et l'expérience recherchées, ainsi que les fonctions et les responsabilités de chacun. Ces profils déterminent le cadre de référence qui régit la sélection de nouveaux membres.

Formation du Conseil d'administration

Dès leur nomination, les membres du Conseil assistent à une séance d'information en profondeur, puis suivent une formation permanente qui comprend des ateliers parrainés par le Conference Board du Canada et des présentations sur la régie d'entreprise données périodiquement par des spécialistes du domaine. Au cours de l'exercice 1999-2000, les administrateurs ont assisté à divers ateliers desquels ils ont pu dégager de l'information et des pratiques exemplaires qu'ils ont par la suite communiquées au Comité de régie d'entreprise pour discussion et mise en œuvre.

Prêts dans lesquels les administrateurs peuvent avoir un intérêt matériel

Une connaissance de l'agriculture et de l'agro-entreprise représente l'une des principales qualités recherchées chez les membres du Conseil d'administration. Aussi, le Conseil reconnaît-il la

possibilité que les administrateurs, compte tenu qu'ils proviennent du secteur agricole, deviennent clients de la SCA.

Il est donc souhaitable que le Conseil adopte une politique qui définisse clairement les critères régissant les prêts dans lesquels les administrateurs peuvent avoir un intérêt matériel. La politique établie par le Conseil, tout comme la Loi sur la gestion des finances publiques et le Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêt, stipule clairement le processus pour éviter qu'un administrateur participe directement à une transaction particulière et qu'il la fasse valoir.

Les administrateurs doivent divulguer tout contrat important qu'ils peuvent avoir avec la Société et s'abstenir de prendre part à un vote s'y rapportant. La politique énonce clairement la marche à suivre pour le traitement des prêts dans lesquels un administrateur a des intérêts, notamment les principes d'indépendance à respecter ainsi que l'assurance que l'administrateur intéressé ne reçoit aucun avantage ou traitement de faveur du fait de ses fonctions. La demande de prêt en question est traitée au niveau provincial ou du district et non pas au bureau de campagne de la localité la plus près de l'administrateur. Aucun membre de la haute direction n'intervient dans le traitement du prêt, sauf le vice-président, Gestion du risque. Par ailleurs, le Conseil ne participe pas au processus d'approbation des prêts, qu'il s'agisse des conditions ou des taux d'intérêt.

Objectifs relatifs à la politique publique et à la communication

Dans le cadre du processus de planification stratégique, le Conseil examine la politique publique de la SCA, ainsi que ses objectifs stratégiques et revoit périodiquement le mandat prévu par la Loi afin de s'assurer qu'il demeure pertinent. Les principaux messages véhiculés par le Plan d'entreprise, le rapport annuel et les résumés budgétaires de la SCA doivent également rallier l'approbation du Conseil.

Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de 12 membres, dont le président, le président-directeur général et 10 administrateurs. Y compris le président du Conseil, 11 des 12 membres sont indépendants de la direction et le Conseil a adopté des politiques et des procédures pour garantir qu'ils peuvent exercer leur jugement en vue d'agir dans l'intérêt de la Société.

Le président-directeur général est nommé à temps plein par le gouverneur en conseil et est également membre du Conseil d'administration. M. John J. Ryan a été nommé à ce poste le 1^{er} septembre 1997.

Comité de vérification

Président :	Warren Ellis
Membres :	Donald W. Black Rosemary Davis Rashpal Dhillon Maurice Kraut Marie-Andrée Mallette Germain Simard

Composé de sept administrateurs qui ne font pas partie de la direction de la SCA, le Comité de vérification a pour principal mandat de surveiller la performance financière de la SCA; de contrôler ses activités, par un examen des systèmes de rapport financier et opérationnel, ses mécanismes de contrôle interne et ses processus de vérification, et de faire des recommandations en conséquence. Pour s'acquitter de ses tâches, le Comité peut, s'il le juge nécessaire, rencontrer de manière indépendante les représentants du Bureau du vérificateur général qui est le vérificateur de la SCA.

Le Comité de vérification s'est réuni cinq fois au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2000. Il s'est acquitté de son mandat dans cinq secteurs clés :

- examen et approbation des états financiers et du Rapport annuel de 1998-1999 de même que des résultats financiers trimestriels de 1999-2000;
- examen et approbation du plan annuel de vérification d'entreprise 1999-2000 et de tous les rapports de vérification présentés, et contrôle de la suite donnée par la direction aux recommandations d'amélioration dans certains secteurs;
- examen et approbation des dépenses du Conseil d'administration et du président-directeur général pour l'exercice 1999-2000;
- réception et examen du Rapport annuel de vérification et de la lettre de recommandations pour l'exercice 1998-1999, et du Plan de vérification annuel de 1999-2000 provenant du Bureau du vérificateur général, et
- examen de la mise en œuvre d'un nouveau programme de vérification des opérations de campagne.

Comités du Conseil d'administration

Comité des ressources humaines

Présidente :	Eleanor M. Hart
Membres :	Donald W. Black Edward W. Clark Rashpal Dhillon Lois Hole John J. Ryan Marilyn Marie Scott Germain Simard

Le Comité des ressources humaines se compose de huit administrateurs. Il a pour mandat principal d'étudier toutes les questions importantes relativement à la politique en matière de ressources humaines et de faire des recommandations à ce sujet au Conseil d'administration.

Le Comité examine les questions touchant le perfectionnement de la direction, l'évaluation du rendement et la planification de la relève du président-directeur général, puis fait des recommandations au Conseil. De plus, il supervise la gestion du programme de perfectionnement de la direction et du cadre de planification de la relève au sein de la direction, l'application de la politique d'équité en matière d'emploi et de la politique sur les langues officielles de la Société ainsi que l'élaboration, les objectifs et la compétitivité du régime de rémunération de la SCA.

Au cours de l'exercice 1999-2000, le Comité des ressources humaines s'est réuni six fois. Voici ses principaux accomplissements :

- établissement des objectifs du président-directeur général;
- évaluation du rendement du président-directeur général;
- examen des politiques de rémunération de la Société;
- examen des questions entourant l'établissement du régime de retraite de la SCA;
- évaluation du rendement de la Société sur le plan des langues officielles, et
- examen des résultats obtenus au Sondage sur le profil des ressources humaines de 1999.

Comité de régie d'entreprise

Président :	Edward W. Clark
Membres :	Donald W. Black Rosemary Davis Eleanor M. Hart Maurice Kraut Marie-Andrée Mallette John J. Ryan Marilyn Marie Scott

Comme son nom l'indique, le Comité de régie d'entreprise se concentre sur la régie d'entreprise fournie par le Conseil d'administration. Ses responsabilités consistent notamment à évaluer, puis à faire des recommandations au Conseil relativement aux valeurs d'entreprise et aux éléments qui facilitent son efficacité. Le Comité de régie d'entreprise se compose de sept membres, qui ne font pas partie de la direction de la SCA, et du président-directeur général.

Le Comité s'est employé comme suit :

- trouver des moyens d'améliorer le système de régie d'entreprise de la SCA, de même que mettre en œuvre, puis gérer le système;
- avertir le Conseil des enjeux de régie d'entreprise et des processus qui doivent être portés à l'attention du Conseil ou de l'un de ses comités, et
- examiner, puis faire des recommandations quant aux énoncés des responsabilités liés à la régie d'entreprise, soit pour les rôles du Conseil, du président du Conseil, de l'administrateur, du président de comité et du président-directeur général.

Au cours de l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2000, le Comité de régie d'entreprise s'est réuni quatre fois et s'est attaché à :

- discuter en profondeur des approches possibles aux questions de planification stratégique;
- consolider les liens entre le Conseil d'administration, le président-directeur général et la haute direction;
- peaufiner les documents du Conseil et leur contenu, puis établir un calendrier de livraison, et
- examiner les règlements administratifs de la SCA, puis faire les recommandations nécessaires.

En mars 1999, les administrateurs ont amorcé un processus d'évaluation du Conseil d'administration qui a mis en lumière des occasions de perfectionnement en matière de régie d'entreprise. À la suite de cette évaluation, le Comité de régie d'entreprise a recommandé une évaluation des progrès. Le Conseil d'administration a dirigé l'examen et évalué les progrès par la mise en œuvre des recommandations résultant du processus d'évaluation du Conseil.

Relations de travail entre le Conseil d'administration et la direction

La pierre angulaire d'une régie d'entreprise efficace est la capacité du Conseil d'administration de travailler en étroite collaboration avec la direction tout en fonctionnant de manière indépendante. Le Conseil d'administration de la SCA s'efforce de cultiver des relations de travail solides avec tous les membres de la haute direction. En retour, il s'attend à ce que celle-ci mette en œuvre la stratégie et le Plan d'entreprise de la Société et qu'elle le tienne au courant de ses activités.

De pair avec le président-directeur général, le Conseil d'administration veille à ce que les responsabilités soient réparties de manière adéquate entre les deux parties. Le Conseil établit également le cadre de responsabilisation et d'évaluation du président-directeur général, dont un ensemble d'objectifs d'entreprise.

Tout au long de l'exercice, le Conseil d'administration a respecté son engagement d'ouvrir la communication entre la direction et lui. Les membres de la haute direction assistent régulièrement, à tour de rôle, aux réunions du Conseil et participent aux discussions. En outre, le Conseil d'administration a constitué un comité de retraite formé à la fois de membres nommés et élus qui représentent les intérêts des employés dans la régie du régime de retraite de la SCA. Les administrateurs du Conseil ont également contribué à l'élaboration du nouveau régime de rémunération de la SCA et approuvé son contenu.

Rémunération des administrateurs

Le montant des honoraires annuels et des indemnités journalières versés aux administrateurs est fixé par le gouverneur en conseil, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Le président du Conseil touche des honoraires annuels de 6 500 dollars et des indemnités journalières de 375 dollars pour les réunions auxquelles il assiste. Les honoraires des présidents de comité se chiffrent à 4 250 dollars l'an et leurs indemnités, à 300 dollars par jour. Des honoraires annuels de 3 500 dollars et des indemnités journalières de 300 dollars sont versés à tous les autres membres du Conseil. Conformément aux politiques d'entreprise, les indemnités journalières visent à rémunérer le temps passé à exercer des fonctions liées aux affaires de la Société. Les administrateurs ne reçoivent qu'une indemnité journalière même s'ils assistent à plus d'une réunion la même journée. Par ailleurs, ils obtiennent le remboursement de toutes les dépenses raisonnables de voyage, d'hébergement et de repas qu'ils engagent eux-mêmes pour s'adonner aux affaires de la Société. Ces dépenses varient d'un administrateur à l'autre selon les responsabilités de chacun au sein des comités et la distance parcourue pour participer aux réunions du Conseil.

Administrateur	Honoraires annuels (A)	Indemnités journalières (B)	Rémunération totale (A et B)	Présence aux réunions du Conseil (%)	Présence aux réunions de comité ¹ (%)	Dépenses
Donald W. Black	6 500 \$	6 000 \$	12 500 \$	89	85	14 560
Edward W. Clark	4 250	7 200	11 450	100	100	24 800
Rosemary Davis	3 500	6 300	9 800	89	90	15 320
Rashpal Dhillon	3 500	5 400	8 900	78	82	13 640
Warren Ellis	4 250	9 900	14 150	100	100	29 240
Eleanor M. Hart	4 250	6 600	10 850	100	100	15 760
Lois Hole ²	3 240	3 300	6 540	75	80	5 860
Maurice Kraut	3 500	4 200	7 700	100	67	2 770
Marie-Andrée Mallette	3 500	7 500	11 000	100	100	20 450
Marilyn Marie Scott	3 500	4 800	8 300	100	100	7 910
Germain Simard	3 500	7 500	11 000	89	100	20 050
Total	43 490 \$	68 700 \$	112 190 \$	9 réunions		170 360 \$

¹ Quatre réunions de comités ont eu lieu : le Comité de vérification s'est réuni cinq fois, le Comité des ressources humaines, six fois, et le Comité de régie d'entreprise, quatre fois.

² Lois Hole a démissionné du Conseil en février 2000.

Conseil d'administration

Les 12 membres du Conseil d'administration de la SCA exercent leurs fonctions de gérance en puisant dans leur vaste expérience et leurs antécédents personnels dans les secteurs agricoles et financiers au Canada. Malgré les différences, ils ont tous quelque chose en commun : la passion de l'agriculture. Les profils ci-dessous illustrent les forces que chacun et chacune d'entre eux apporte à son poste et la nature de son engagement personnel envers l'agriculture.



Donald W. Black

Président du Conseil depuis le 11 janvier 1995, membre des Comités de vérification, de régie d'entreprise et des ressources humaines

- Président-directeur général de Greystone Capital Management Inc., une firme indépendante de

conseils en placement dont le siège est à Regina et qui gère un portefeuille de 10 milliards de dollars.

- A siégé à titre d'administrateur de sociétés ouvertes, dont la TGS Properties Ltd. et le Luscar Coal Income Fund, ainsi que de sociétés fermées, d'associations industrielles et d'organismes de bienfaisance.
- Ardent partisan du soutien du secteur des affaires à la collectivité, il siège au conseil d'administration du Fonds fiduciaire canadien de bourses d'études.

« Étant originaire des Prairies, l'agriculture faisait partie de mon quotidien. J'ai un respect infini pour l'éthique de travail et l'ingéniosité dont les agriculteurs font preuve dans leurs activités de tous les jours. »



Edward W. Clark

Administrateur depuis le 28 mai 1996, président du Comité de régie d'entreprise et membre du Comité des ressources humaines

- Propriétaire-exploitant d'une entreprise d'élevage de bovins et de production fourragère à Miscouche (Île-du-Prince-Édouard) depuis 40 ans.

- A siégé au Comité consultatif ministériel qui a choisi le nom du Pont de la Confédération reliant l'Île-du-Prince-Édouard au continent.
- A reçu le prix Ami des 4-H en reconnaissance de son engagement auprès du mouvement des 4-H en 1995.
- Élu à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard en 1970, il a géré plusieurs portefeuilles, dont ceux de ministre de l'Agriculture et des Forêts et président de l'Assemblée législative. Député retraité depuis 1996.
- Fortement engagé dans sa communauté : ancien président des Junior Farmers de l'Île-du-Prince-Édouard, ancien membre de la Fédération agricole, ancien président provincial de la PEI Shorthorn Breeder's Association et leader des 4-H depuis 20 ans.

« Je suis né sur une ferme à l'Île-du-Prince-Édouard et j'ai toujours été très attaché à la terre et à l'environnement. Je crois qu'ils doivent être protégés pour les générations à venir. »



Rosemary Davis

Administratrice depuis le 19 décembre 1995, membre des Comités de vérification et de régie d'entreprise

- Propriétaire-exploitante de Tri-Country Agromart Ltd., usine de fabrication et de vente d'engrais en gros et au détail,

d'approvisionnement agricole, de vente de moulées et centre de jardinage à Trenton, en Ontario.

- Administratrice de la Trenval Development Corporation, où elle est présidente du comité de l'agriculture et membre du comité organisateur de l'exposition agricole de Quinte.
- Participe au comité de l'utilisation des engrais du Fertilizer Institute of Ontario, à la Fédération agricole de l'Ontario, aux associations Soil and Crop de Northumberland, de Hastings et de Prince Edward, à la Northumberland Apple Growers Association et au Rotary International.

« J'aime le milieu agricole parce que les gens qui en font font le côté affaires sont innovateurs, intelligents et travailleurs. »



Rashpal Dhillon

Administrateur depuis le 6 juin 1995, membre des Comités de vérification et des ressources humaines

- Président-directeur général de Richberry Farms Ltd, une exploitation productrice de canneberges et de bleuets située à

Richmond, en Colombie-Britannique, et associé et président-directeur général de Pitt Meadows Farms Ltd., une exploitation productrice de canneberges. Directeur-propriétaire du Richview Golf Centre.

- Ancien administrateur et secrétaire du Richmond Farmers Institute et du British Columbia Cranberry Marketing Board; ancien directeur et vice-président de la British Columbia Blueberry Cooperative et de la Richmond Foundation.
- Administrateur de l'Institut canadien pour les aveugles, section Colombie-Britannique et Yukon, Fondation 20/20.

« Je suis né sur une petite ferme en Inde. Enfant, j'ai travaillé sur la ferme familiale et devenu adolescent, j'ai émigré au Canada où j'ai occupé divers emplois non agricoles. Mais ma passion pour l'agriculture ne s'est jamais éteinte. J'ai investi des fonds dans des fermes en Californie et, chaque été, j'y emmenais ma famille pour moissonner nos récoltes. Quelques années plus tard, j'ai investi au Canada. Mes affaires ont pris de l'ampleur et j'ai décidé de me lancer en agriculture à plein temps. Aujourd'hui, je puis affirmer que toutes mes entreprises agricoles ont été très enrichissantes, tant du point de vue financier que du point de vue personnel. »



Warren Ellis

Administrateur depuis le 4 avril 1995, président du Comité de vérification

- Propriétaire de Warren Ellis Produce à O'Leary (Île-du-Prince-Édouard), une exploitation agricole diversifiée de production de pommes de terre, d'orge, de blé et

d'élevage de bovins d'engraissement.

- Président de O'Leary Potato Packers Ltd., une entreprise de transformation de la pomme de terre et de commercialisation à l'échelle de l'Amérique du Nord et des Caraïbes.
- Ancien membre de la Western School Board et de la P.E.I. Lending Authority, ancien président du O'Leary Community Sports Centre et du Potato Blossom Festival.
- Honoré par la région de l'Atlantique dans le cadre du Programme des jeunes producteurs d'élite du Canada en 1994
- Ardent partisan de la Fondation Terry Fox – les sommes recueillies pour la Fondation par les activités de levée de fonds de sa famille ont dépassé celles de toutes les autres familles de l'Est du Canada en 1999.

« Je suis né à l'Île-du-Prince-Édouard, qu'on appelle la ferme d'un million d'acres. Ayant grandi dans le milieu agricole, j'ai acquis beaucoup d'admiration et un grand respect pour ceux et celles qui ont choisi de faire carrière en agriculture. Parce qu'ils se trouvent au début de la chaîne de production, il n'y a aucun autre groupe qui travaille aussi fort pour si peu. Les agriculteurs sont le fondement de la nation canadienne. »



Eleanor M. Hart

Administratrice depuis le 2 mai 1995, présidente du Comité des ressources humaines et membre du Comité de régie d'entreprise

- Agricultrice associée et propriétaire de Lokoja Farms à Woodstock, en Ontario.

- Ancienne présidente de la Ontario Home Economics Association.
- Conseillère parentale pour les conseils scolaires de sa localité et les programmes d'halte-accueil en milieu rural pour parents et enfants.
- Ancienne présidente de la Fédération agricole de Oxford County et ancien membre de l'Institut de recherche agricole de l'Ontario.
- Active auprès du Woodstock Campus Fanshawe College; participe aux conseils consultatifs et est un ancien membre du comité d'évaluation du cours de gestion des entreprises agricoles de cet établissement.
- Membre de l'Association canadienne d'économie familiale et de son comité national de développement international qui appuie les efforts des pays en voie de développement dans les domaines de la sécurité alimentaire et la démarginalisation des femmes.

« Je ne connais aucune autre industrie qui ait un impact sur la structure sociale entière d'un pays. De la production d'aliments sains à la création d'emplois en milieu rural canadien, l'agriculture est depuis toujours l'ancre des familles et des collectivités canadiennes. Pendant les bonnes années et les périodes difficiles, l'agriculture a toujours bien servi le Canada. »



Lois Hole

Administratrice depuis le 4 avril 1995, membre du Comité des ressources humaines; a quitté son poste en février dernier pour celui de lieutenant-gouverneur de l'Alberta.

- Propriétaire de la Hole's Greenhouses and Gardens Ltd.,

entreprise établie depuis 40 ans et l'un des plus grands centres serrioles et de jardinage au détail de l'Ouest du Canada.

- Auteure et spécialiste renommée en jardinage, elle compte à son actif six best sellers canadiens et de nombreux articles dans le *Globe and Mail*, l'*Edmonton Sun* et l'*Edmonton Journal*.
- Parmi ses affiliations, on compte notamment la Fondation du Jardin du patrimoine canadien, la Child and Adolescent Services Association (association de soins pour enfants et adolescents), la Commission sur la qualité de vie, la Poverty in Action (action-pauvreté), l'Alberta Congress (assemblée albertaine) et l'Edmonton Mayor's luncheon for the Arts (dîner du maire d'Edmonton pour la promotion des arts).
- Auparavant chancelière de l'université de l'Alberta et récipiendaire de plusieurs honneurs et récompenses, dont un doctorat honorifique de l'université Athabasca et l'Ordre du Canada.

« L'agriculture nous permet, à ma famille et moi, de vivre de façon saine. Elle me donne aussi les connaissances et les occasions dont j'ai besoin pour contribuer pleinement au mieux-être de ma communauté. Si vous respectez la terre, elle vous le rendra bien. »



Maurice Kraut

Administrateur depuis le 28 juin 1999, membre des Comités de vérification et de régie d'entreprise

- Dirige sa propre entreprise, Agriculture Consulting, située à Winnipeg.

- Copropriétaire et exploitant d'une entreprise d'élevage de bovins et de production céréalière.
- Assume les fonctions d'analyste de politique auprès du comité sur l'industrie du bœuf de la Saskatchewan Stock Growers Association, de Heartland Livestock Services et de la Saskatchewan Cattle Feeders Association.
- A rempli plusieurs mandats à titre de directeur de la recherche au Conseil des grains du Canada et de sous-ministre adjoint de l'Agriculture au Manitoba.
- A agi pendant 16 ans comme commentateur sur la politique agricole pour le CBC Farm Report à Winnipeg.
- A enseigné les politiques et le marketing à l'Université du Manitoba.

« J'ai consacré toute ma vie à l'agriculture, notamment comme expert-conseil agricole, commentateur et enseignant. J'aime toujours travailler dans le secteur agricole, côtoyer les agriculteurs, et suivre l'évolution et les progrès de ce domaine et de ses intervenants. »



Marie-Andrée Mallette

Administratrice depuis le 16 juin 1995, membre des Comités de vérification et de régie d'entreprise

- Agricultrice, production à grande échelle de cultures commerciales et de haricots au Québec.

- Avocate, spécialisée en droit agricole, municipal, immobilier et du commerce international, et en droit commercial et des sociétés, à Sainte-Martine/Châteauguay, au Québec, depuis 14 ans.
- Directrice régionale de l'Association des femmes d'affaires du Québec et fondatrice du chapitre de Beauharnois-Valleyfield de l'AFAQ.
- Travaille activement avec la Chambre de commerce de Châteauguay, les Femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir politique et économique, et l'Association du Barreau canadien, et partage ses expériences en exportation afin de guider et d'aider les producteurs.
- Nouvellement propriétaire d'un supermarché dans la région de Châteauguay.

« Ma passion pour l'agriculture me vient de mes parents. Je l'ai adoptée parce que, selon moi, elle est à la base de notre vie et de notre société, et je suis fière d'affirmer que je produis des aliments de qualité qui nourrissent nos collectivités. »



John J. Ryan

Administrateur depuis le 1^{er} septembre 1997, membre des Comités de régie d'entreprise et des ressources humaines

- Président-directeur général de la Société du crédit agricole, située à Regina, en Saskatchewan.

- Siègent au conseil d'administration de la Fondation athlétique canadienne, et au conseil d'administration de la fondation des hôpitaux de Regina, et est membre du projet du millénaire de la St. Francis Xavier University.
- Était vice-président de la campagne de 1999 de Centraide à Regina et a accepté la présidence de la campagne de 2000.
- Membre du conseil d'administration du Adult Learning Centre à Regina.

« Je suis constamment inspiré par l'innovation, l'engagement et l'ardeur au travail dont font preuve chaque année les agriculteurs canadiens face aux transformations de l'industrie agricole et aux nouveaux défis devant lesquels elle se trouve. »



Marilyn Marie Scott

Administratrice depuis le 24 octobre 1996, membre des Comités des ressources humaines et de régie d'entreprise.

- Avocate spécialisée en droit agricole et dans la préparation de testaments et de successions, associée principale du cabinet

d'avocats Scott & Weber situé à Humboldt, en Saskatchewan.

- A décroché un baccalauréat en commerce de l'université de la Saskatchewan en 1977, suivi d'un baccalauréat en droit en 1978 et a été admise au barreau de la Saskatchewan en 1979.
- Membre et ancienne directrice de la Women Entrepreneurs of Saskatchewan, présidente du chapitre du district de Humboldt de cet organisme et membre de la chambre de commerce du district de Humboldt, de l'Association du Barreau canadien et de la Saskatchewan Trial Lawyers Association.
- Participante active à la vie communautaire : association des guides, ainsi que diverses activités liées à l'église, l'éducation et le milieu hospitalier.

« Bien que je sois un des seuls membres du Conseil qui n'œuvre pas directement dans le secteur agricole, ce dernier est au cœur de ma collectivité et le point de mire de mes activités professionnelles. La vie rurale en Saskatchewan est le reflet de la détermination, de l'esprit de collaboration et de l'optimisme de nos agriculteurs. Ceux et celles d'entre nous qui ont eu la chance de grandir dans l'une de ces collectivités rurales sommes conscients de nos racines et de la nécessité de préserver la solidité de l'industrie agricole. »



Germain Simard

Administrateur depuis le 6 juin 1995, membre des Comités de vérification et des ressources humaines

- Propriétaire (avec ses deux fils) de la Ferme de l'Anse Enr., une exploitation de production laitière, de grandes cultures et

d'agrotourisme (hébergement à la ferme).

- De 1971 à 1991 : président de l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Responsable de plusieurs comités : membre du conseil général et de l'exécutif de l'UPA section Québec, membre de la Commission professionnelle de l'Agriculture et membre du comité d'un programme de formation pour les jeunes agriculteurs.
- Depuis 1992 : vice-président exécutif de la Fédération des Agricotours du Québec et président de la Fédération des Agricotours du Québec pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Membre de la coopérative agroalimentaire Nutrinor.
- Membre de la Caisse Populaire Desjardins.

« Travailler dans le milieu agricole me permet de vivre près de la nature et d'être mon propre patron. Je crois que c'est une merveilleuse profession. Satisfaire les besoins alimentaires des gens est de la plus haute importance et est un choix de carrière très enrichissant. »

Glossaire

Agri-entreprise ou entreprise à valeur ajoutée – Le secteur de l'agri-entreprise comprend les exploitations qui produisent, transportent, entreposent, distribuent, transforment ou créent de la valeur ajoutée en amont ou en aval de la production primaire.

Alliances – Relations d'affaires entre la SCA et d'autres organismes agricoles dans le but de mettre en commun les points forts et d'offrir ainsi des services plus complets aux producteurs primaires et aux entreprises à valeur ajoutée.

Analyse de l'écart – Méthode visant à déterminer le solde des éléments d'actif et de passif qui arrivent à échéance, afin de gérer le risque de taux d'intérêt.

Comité de gestion de l'actif-passif (CGAP) – Comité qui regroupe des membres de la haute direction et dont le rôle consiste à gérer l'actif et le passif de la SCA afin de réaliser les objectifs de risque-rendement.

Couverture – Technique de gestion du risque qui permet à une entité de se protéger contre une fluctuation négative des cours, des taux d'intérêt ou des devises. Les risques peuvent être éliminés ou réduits par l'établissement de positions symétriques ou par des mesures d'atténuation du risque.

Intérêts créditeurs – Revenus gagnés sur les prêts, l'encaisse et les placements.

Intérêts créditeurs nets – Différence entre les intérêts réalisés sur les éléments d'actif (p. ex., prêts et valeurs mobilières) et les intérêts payés sur les éléments de passif (p. ex., dépôts et emprunts).

Intérêts débiteurs – Dépenses qui découlent de l'utilisation d'instruments de financement portant intérêt.

Instrument financier dérivé – Instrument financier dont la valeur est déterminée d'après un prix, un taux d'intérêt, un taux de change ou un indice des prix sous-jacents. Les différents types de contrats de produits dérivés sont : les swaps de taux d'intérêt, les options sur taux d'intérêt, les contrats à taux d'intérêt plafond, les contrats à taux d'intérêt plancher, les swaps de devises, les swaps liés à un indice boursier et les contrats à terme (de gré à gré ou normalisés).

Lever financier – Lien entre le total des emprunts et les capitaux propres d'une entreprise.

Marge d'intérêt nette – Intérêts créditeurs nets exprimés en pourcentage de l'actif total moyen.

Montant nominal de référence – Valeur théorique servant de référence pour les paiements d'instruments dérivés.

Option sur taux d'intérêt – Droit, et non obligation, de payer ou de percevoir un taux d'intérêt déterminé sur un montant nominal de référence pendant une période convenue.

Prêt douteux – Un prêt est classé douteux lorsque, de l'avis de la direction, il y a eu détérioration de la qualité du crédit au point où il n'est plus raisonnable de croire que le capital et les intérêts au complet pourront être perçus dans un délai raisonnable. Un prêt est aussi classé douteux lorsqu'un versement est en souffrance depuis 90 jours, à moins que la garantie ne soit suffisante.

Provision pour pertes sur créances – Estimation de la direction quant aux pertes probables au portefeuille de prêts. La provision est augmentée du montant des charges spécifiques et générales pour prêts douteux et est diminuée du montant des dévaluations relatives aux biens-fonds acquis et des radiations nettes (c.-à-d. dont les sommes recouvrées ont été déduites). Au bilan, les provisions sont comptabilisées à titre de déductions des prêts.

Ratio d'efficience – Frais d'administration exprimés en pourcentage du revenu avant recouvrements sur biens-fonds et charge pour pertes sur créances.

Régie d'entreprise – Ensemble des structures, systèmes et processus qui visent à assurer la gérance et la surveillance des orientations et des directions prises par la Société dans l'exercice de son mandat.

Rendement de l'actif (RDA) – Ratio égal au quotient du bénéfice net et de l'actif total moyen, exprimé en pourcentage.

Rendement des capitaux propres (RCP) – Ratio égal au quotient du bénéfice net et de l'avoir moyen, exprimé en pourcentage.

Risque de change – Risque de perte financière attribuable à un comportement défavorable des devises.

Risque de crédit – Risque de perte financière qui découle de l'inexécution d'obligations envers la Société.

Risque de liquidité – Risque couru si une entité n'a pas à sa disposition les fonds nécessaires pour honorer ses obligations dans un délai raisonnable.

Risque d'intérêt – Risque d'une diminution des intérêts créditeurs nets et d'une détérioration de la position de capital résultant d'une variation modérée ou marquée des taux d'intérêt. Le risque de remboursement anticipé, le risque d'engagement et le risque de réinvestissement sont des formes de risque d'intérêt.

Swaps de taux et de devises – Ententes contractuelles en vertu desquelles les parties nommées s'engagent à échanger des devises ou des paiements d'intérêt sur des montants nominaux de référence pour une période donnée.

Taux de renouvellement des prêts – Ratio égal au quotient des montants de capital renouvelés et des montants de capital arrivés à échéance.

Valeur marchande de l'avoir au portefeuille (VMAP) – Valeur actualisée nette de la différence entre la valeur des éléments d'actif et des éléments de passif. Elle sert à déterminer la sensibilité de la valeur économique nette de la SCA à la variation des taux d'intérêt.

Bureaux de la SCA

Colombie-Britannique :

Abbotsford, Dawson Creek, Duncan,
Kelowna

Alberta :

Barrhead, Brooks, Calgary, Camrose,
Drumheller, Edmonton, Falher, Grande
Prairie, Lethbridge, Medicine Hat, Olds,
Red Deer, St. Paul, Stettler, Stony Plain,
Vegreville, Vermilion, Westlock,
Westaskiwin

Saskatchewan :

Assiniboia, Carlyle, Humboldt,
Kindersley, Moose Jaw, North Battleford,
Prince Albert, Regina, Rosetown,
Saskatoon, Swift Current, Tisdale,
Weyburn, Wynyard, Yorkton

Manitoba :

Arborg, Brandon, Carman, Dauphin,
Killarney, Melita, Morden, Morris,
Neepawa, Portage La Prairie, Steinbach,
Stonewall, Swan River, Virden

Ontario :

Barrie, Campbellford, Chatham, Clinton,
Embrun, Essex, Guelph, Kanata,
Kingston, Lindsay, Listowel, Lambeth,
North Bay, Owen Sound, Simcoe,
Stratford, Vineland, Walkerton,
Woodstock, Wyoming

Québec :

Alma, Drummondville, Gatineau, Granby,
Joliette, Rock Forest, Saint-Jérôme,
Rivière-du-Loup, Saint-Hyacinthe,
Saint-Jean-sur-Richelieu, Sainte-Foy,
Trois-Rivières, Valleyfield, Victoriaville

Nouveau-Brunswick :

Grand-Sault, Moncton, Sussex,
St. George, Woodstock

Terre-Neuve :

St. John's

Nouvelle-Écosse :

Kentville, Truro

Île-du-Prince-Édouard :

Charlottetown, Summerside

Agri-immeubles :

1801, rue Hamilton
C.P. 4320
Regina (Saskatchewan)
S4P 4L3
Téléphone : (306) 780-8411
Télécopieur : (306) 780-7576

Relations – gouvernement et industrie :

50, rue O'Connor
Bureau 1100
Ottawa (Ontario)
K1A 0S6
Téléphone : (613) 993-9897
Télécopieur : (613) 993-9919

Siège social

1800, rue Hamilton
C.P. 4320
Regina (Saskatchewan)
S4P 4L3
Téléphone : (306) 780-8100
Télécopieur : (306) 780-5456

www.sca-fcc.ca

Numéro sans frais :
1 877 332-3301

L'agriculture... notre raison d'être.



This publication is also available in English

** Marque de commerce appartenant à la Société du crédit agricole
*** Marque déposée appartenant à la Société du crédit agricole